

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

N°3

MARS 2022



www.cnrs.fr

Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02. L'organisation générale du CNRS

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences de l'information et de leurs interactions - - - DEC220638SGCN..... p.1

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique - 17/02/2022 - - DEC220961SGCN..... p.2

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes - 09/03/2022 - - DEC221081SGCN..... p.1

02.12.05. Autres comités

Décision portant modification de la décision DEC181748DAJ du 13 juillet 2018 relative au référent déontologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - 21/03/2022 - - DEC221105DAJ..... p.1

03. L'exercice des activités de recherche

03. L'exercice des activités de recherche

03.01.02. La recherche en médecine et biologie humaine

03.01.02.02. Utilisation à des fins scientifiques d'éléments et produits du corps humain et de leurs dérivés

Décision portant sur les recherches impliquant la personne humaine (RIPH) menées au CNRS - 09/03/2022 - - DEC220962DAJ..... p.11

04. Personnels

04. Personnels

04.02.03 Personnels contractuels de droit public

04.02.03.01 CDD activités de recherche

Décision nommant les catégories de projet ou d'opération de recherche pouvant bénéficier du contrat de mission scientifique - 14/03/2022 - - DEC221104DRH..... p.1

04.05.03 Réglementation en matière de cumul

Circulaire CIR220298DRH du 01/03/2022 relative aux cumuls d'activités et à l'exercice d'activités privées dans le cadre d'une cessation temporaire ou définitive de fonctions - 01/03/2022 - 01/03/2022 - CIR220298DRH..... p.29

04.08.21 Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Décision DEC220952DRH du 24/02/2022 modifiant la décision n° DEC171893DRH du 22 août 2017 fixant le barème de la composante technicité et expertise de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise - 24/02/2022 - - DEC220952DRH..... p.2

07. Mesures particulières du CNRS

07. Mesures particulières du CNRS

Administration centrale

2022

Décision portant nomination de M.Patrice SIMON aux fonctions de chargé de mission auprès de la direction de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires du CNRS à partir du 1 septembre 2021 - 02/03/2022 - 03/02/2022 - DEC213847MITI..... p.1

Decisions collectives

2022

Décision portant modification des dispositions relatives aux partenaires de l'unité mixte de recherche UMR8026 intitulée Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) - 24/03/2022 - - DEC221238DGDS..... p.72

DR01 - Paris-Villejuif

2021

Décision portant nomination de M. Baptiste Villain aux fonctions de secrétaire général de la Délégation régionale Ile-de-France Villejuif - 30/11/2021 - - DEC213632DR01..... p.73

Décision portant délégation de signature à Monsieur Roberto Wolfler Calvo, directeur de l'unité FR3734 intitulée « Fédération MathSTIC » (MathSTIC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 22/12/2021 - - DEC221032DR01..... p.74

Décision portant délégation de signature à Monsieur Philippe Savarin, directeur de l'UMR7244 intitulée « Laboratoire de Chimie, Structures, Propriétés de Biomatériaux et d'Agents Thérapeutiques » (CSPBAT), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/03/2021 - - DEC211159DR01..... p.76

2022

Décision portant délégation de signature à M. Matthias Beekmann, directeur de l'UAR3563 intitulée « Enveloppes fluides de la ville à l'exobiologie » (EFFLUVE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 03/03/2022 - - DEC221118DR01..... p.78

Décision portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, aux responsables de services de la délégation (OS) - 07/03/2022 - - DEC221063DR01..... p.80

Décision portant délégation de signature à Monsieur Giuseppe Castagna pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF) - 24/01/2022 - - DEC220944DR01..... p.82

Décision portant délégation de signature à Monsieur Olivier Guédon, directeur de l'UMR8050 intitulée « Laboratoire d'analyse et de mathématiques appliquées » (LAMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/02/2022 - - DEC220915DR01..... p.83

Décision portant nomination de Mme Christelle Vasnier aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8038 intitulée "Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments" - 10/02/2022 - - DEC220862DR01..... p.85

Décision portant nomination de Mme Joelle Pérard aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8038 intitulée "Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments" - 10/02/2022 - - DEC220860DR01..... p.86

Décision portant nomination de Mme Violette Haldys aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8038 intitulée "Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments"

- 10/02/2022 - - DEC220792DR01..... p.87

Décision portant fin de nomination de Mme Mélanie ÉTHEVE-QUELQUEJEU en qualité de chargée de mission institut (CMI) - 09/03/2022 - - DEC220598INC..... p.88

Décision portant nomination de Mme Chrystel REDON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR3407 intitulée « Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux » - 04/01/2022 - 04/01/2022 - DEC214093DR01..... p.89

Décision portant nomination de Mme Marie-Hélène GBAGUIDI aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8145 intitulée Mathématiques appliquées à Paris 5

- 29/12/2021 - 29/12/2021 - DEC214082DR01..... p.90

DR02

2022

Décision portant nomination de M. Rémi Cornat aux fonctions de chargé de mission - 07/02/2022 - - DEC213991IN2P3..... p.91

Décision portant délégation de signature à Mme Dana RAPPOPORT, directrice de l'unité UMR8170 intitulée Centre d'Asie et du Sud-Est - CASE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/03/2022 - - DEC221289DR02..... p.92

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SACKUR, directeur de l'unité UMR8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 30/03/2022 - - DEC221314DR02..... p.94

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 22/03/2022 - - DEC221186DR02..... p.96

Décision portant cessation de fonctions de Madame Véronique Rouchon et nomination de Madame Christine Andraud, directrice par intérim de l'unité de service et de recherche n° 3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC) - 31/01/2022 - - DEC220089INSHS..... p.98

Décision portant changement d'intitulé du Laboratoire d'Informatique de Paris 6, UMR7606 intitulé « LIP6 ». - 05/01/2022 - 05/01/2022 - DEC213925INS2I..... p.99

DR04

2021

Décision portant cessation de fonction du régisseur de la régie d'avance instituée auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN, UPR2301 - 10/05/2021 - - DEC211902DR04..... p.100

2022

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - UMR9024 « Laboratoire lumière-matière aux Interfaces » - 01/01/2022 - - DEC220661DR04..... p.102

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - UMR9025 « Laboratoire Aimé Cotton » - 01/01/2022 - - DEC220659DR04..... p.103

Nomination en tant que CMI INSU de Madame Pascale BRACONNOT du 01/01/2022 au 31/12/2023. - 07/02/2022 - 07/02/2022 - DEC213581INSU..... p.104

Décision portant nomination de Mme Sandrine Pavy aux fonctions de chargé de mission - 07/02/2022 - - DEC213956IN2P3..... p.105

Décision portant nomination de Monsieur Antoine Rousse aux fonctions de chargé de mission institut (CMI) INP du 01/01/22 au 31/01/22 - 02/03/2022 - - DEC213945INP..... p.106

Décision portant délégation de signature à Madame Sylvia NIETO PELLETIER, directrice de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/03/2022 - - DEC221011DR04..... p.107

Décision portant nomination de Mme Severine BARRA-MARTRECHARD en qualité de chargée de mission institut (CMI) du 01/04/22 au 31/12/22. - 24/03/2022 - - DEC221203INP..... p.109

Décision portant nominations de M. Didier LUCOR et M. Michel BEAUDOUIN-LAFON aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9015 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences du Numérique (LISN) - 16/03/2022 - - DEC221010INS2I..... p.110

Décision portant nomination de Mme Nathalie YSARD aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8617 - IAS à compter du 01/03/2022. - 16/03/2022 - - DEC220998INSU..... p.111

DR05
2022

<u>Décision portant délégation de signature à M. Philippe Grandclément, directeur de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC214078DR05.....</u>	<u>p.112</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuèle Gautier-Costard, directrice de l'unité GDR2012 intitulée ARctique : Enjeux pour l'Environnement et les Sociétés (AREES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221044DR05.....</u>	<u>p.114</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Marta Torre Schaub, directrice de l'unité GDR2032 intitulée Regards croisés interdisciplinaires sur le droit, la régulation et le savoir scientifique autour du changement climatique (CLIMALEX), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221045DR05.....</u>	<u>p.116</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Christine Raimond, directrice de l'unité GDR2034 intitulée Approches méthodologiques des dynamiques de l'agrobiodiversité : terrains, réseaux, modèles (ReSoDiv), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221046DR05.....</u>	<u>p.118</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Nadia Naffakh Hulot, directrice de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221047DR05.....</u>	<u>p.120</u>
<u>Décision portant délégation de signature à M. Laurent Berthe directeur de l'unité GDR3650, intitulée Action Concertée pour l'Etude des Matériaux sous très grandes Vitesses de Déformations (ACO-CHOCOLAS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221048DR05.....</u>	<u>p.122</u>
<u>Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS) - 07/03/2022 - - DEC221090DR05.....</u>	<u>p.124</u>
<u>Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X) - 07/03/2022 - - DEC221091DR05.....</u>	<u>p.125</u>
<u>Décision portant nomination de Mme Susanna VERGANI en qualité de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU. - 17/03/2022 - - DEC221097INSU.....</u>	<u>p.126</u>
<u>Décision portant délégation de signature à M. Éric Migeant, adjoint à la déléguée régionale, à Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Larroche, déléguée régionale de la délégation Ile-de-France Meudon - 14/03/2022 - - DEC221150DR05.....</u>	<u>p.127</u>
<u>Décision portant délégation de signature à M. Éric Migeant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 14/03/2022 - - DEC221151DR05.....</u>	<u>p.129</u>
<u>Décision portant création d'un conseil de service au sein de la MOY1678 intitulée Direction des systèmes d'information (DSI) - 17/03/2022 - - DEC221187DR05.....</u>	<u>p.130</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Cécilia D'Ercole, directrice de l'unité UMR8210 intitulée Anthropologie et histoire des mondes antiques (ANHIMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC214106DR05.....</u>	<u>p.131</u>
<u>Décision portant délégation de signature à M. Pierre Wagner, directeur de l'unité UMR8590 intitulée Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (IHPST), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC220334DR05.....</u>	<u>p.133</u>
<u>Décision portant délégation de signature à Mme Maria Gorea, M. Laurent Costa, et Mme Sophia Fremiot pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7041 intitulée Archéologies et Sciences de l'Antiquité (ArScAn) - 03/01/2022 - -</u>	

DEC220360DR05..... p.135

Décision portant délégation de signature à M. Hector Flores directeur de l'unité UMR8111 intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation (GEPI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220402DR05..... p.136

Décision portant délégation de signature à M. Noël Robichon, Philippe Laporte, Isabelle Guinouard Sabine Kimmel, Mélissa Heurtel, Pascale Hammes, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8111 intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation (GEPI - 03/01/2022 - - DEC220441DR05..... p.138

Décision portant nomination de Madame Claire Aragau aux fonctions de directrice de l'unité mixte de recherche n°7218 intitulée Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE) - 21/03/2022 - - DEC220481INSHS..... p.139

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Pierre Rey, directrice de l'unité UMR8138 intitulée Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (SIRICE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC220493DR05..... p.140

Décision portant délégation de signature à M. Michel Blay, directeur de l'unité MOY1676 intitulée Comité pour l'histoire du CNRS (Histoire CNRS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC220553DR05..... p.142

Décision portant délégation de signature à M. Félix Rey, directeur de l'unité UMR3569 intitulée Virologie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - 03/01/2022 - DEC220554DR05..... p.144

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220955DR05..... p.146

Décision portant délégation de signature à M. Zakaria Meliani et Mme Marie Marduel, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH) - 03/01/2022 - - DEC220992DR05..... p.148

Décision portant délégation de signature à Mme Mélanie Dulong de Rosnay, directrice de l'unité GDR2091 intitulée Internet IA et société, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC214039DR05..... p.149

DR06

2021

Décision portant délégation de signature à M. Jean Yves MARION directeur de l'unité UMR7503 intitulée Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications (LORIA) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/12/2021 - - DEC214060DR06..... p.151

Décision portant nomination de M. Olivier FABRE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7375 intitulée Laboratoire de Chimie Physique Macromoléculaire. - 24/08/2021 - - DEC213829DR06..... p.153

Décision portant délégation de signature à M. Samuel FERREY directeur de l'unité USR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSHL) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/12/2021 - - DEC214061DR06..... p.154

2022

Décision portant nomination de M. Samson BISARO aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7053 intitulée Laboratoire Lorrain de Chimie Moléculaire - 01/01/2022 - - DEC220790DR06..... p.156

Décision portant nomination de M. Julien Pergaud aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences - 09/02/2022 - - DEC220816DR06..... p.157

Décision portant nomination de M. Michel Aubert aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7065 intitulée Institut de Recherche sur les Archéomatériaux (IRAMAT) - 10/02/2022 - -

DEC220864DR06..... p.158

Décision portant délégation de signature à Mr Emmanuel FARA, directeur de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences (BGS) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/02/2022 - - DEC220932DR06..... p.159

Décision portant délégation de signature à M. Thomas SAUCEDE et M. Benjamin POHL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6282 intitulée BIOGEOSCIENCES (BGS) - 15/02/2022 - - DEC220933DR06..... p.161

Décision portant cessation de fonction Mme Cécile Vallières aux fonctions de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche UMR7274 intitulée "Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP)" - 15/03/2022 - - DEC220764INSIS..... p.162

Décision portant nomination de M. Quentin Bonnin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6302 intitulée Institut de Chimie Moléculaire de l'Université de Bourgogne - 11/01/2022 - - DEC220178DR06..... p.163

Décision portant désignation de M. Ghouti Medjahdi aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7198 intitulée Institut Jean Lamour : Matériaux - Métallurgie - Nanosciences - Plasma - Surfaces. - 10/03/2022 - - DEC221130DR06..... p.164

Décision portant nomination de Mme Aude Balourdet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences - 09/02/2022 - - DEC220815DR06..... p.165

DR07

2021

Décision portant désignation de M. Laurent JOUFFRET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR6296 intitulée "Institut de Chimie de Clermont-Ferrand".

- 14/12/2021 - - DEC213868DR07..... p.166

2022

Décision portant délégation de signature à M.François-Loïc Cosset, directeur de l'unité UMR5308 intitulée Centre International de Recherche en Infectiologie (CIRI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/03/2022 - - DEC221060DR07..... p.169

Décision portant habilitation de M. Jérôme Canivet aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - 03/03/2022 - - DEC221069DR07..... p.171

Décision modificative de la décision n°DEC1329DR07 du 17 Mars 2021 portant délégation de signature à M. Eric Debayle, directeur de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement (LGL-TPE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/03/2022 - - DEC221072DR07..... p.173

Décision portant délégation de signature à M. Pier Francesco FERRARI, directeur de l'unité UMR5229 intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod (ISC-MJ), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/03/2022 - - DEC221133DR07..... p.175

Décision portant nomination de M. Benoit Delaunay aux fonctions de directeur adjoint de l'unité d'appui et de recherche UAR6402 intitulée Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules - 04/02/2022 - - DEC220653IN2P3..... p.177

Décision portant délégation de signature à M. Guy Mouchiroud, directeur de l'unité UAR2204 intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/02/2022 - - DEC220727DR07..... p.178

Décision portant nomination de Madame Agnès BORBON aux fonctions de directrice par intérim et de Monsieur Olivier JOURDAN comme directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°6016 intitulée « Laboratoire de Météorologie Physique » (LAMP) - 16/03/2022 - - DEC220773INSU..... p.180

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène Wurmser, responsable de l'antenne lyonnaise de l'unité UAR3155 intitulée Institut de recherche sur l'architecture antique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221001DR07..... p.181

Décision portant désignation de M. Romain GUYOT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5242 intitulée "Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon".

- 22/02/2022 - - DEC213857DR07..... p.183

Décision portant désignation de M. Saïd TBATOU aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5822 intitulée "Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon".

- 23/02/2022 - - DEC213872DR07..... p.185

Décision modifiant la décision N° DEC213445DR07 du 20 octobre 2021, portant délégation de signature à Mme Anne Verjus, directrice de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE: Actions, discours, pensée politique et économique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/01/2022 - 13/01/2022 - DEC214041DR07..... p.188

DR08

2022

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Marion Blin, adjointe au délégué régional, et à M. Pascal Toutin, responsable du service « Patrimoine et Logistique » (Délégation régionale de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes) - 25/02/2022 - - DEC220779DAJ..... p.190

Décision modificative portant nomination de Madame Nathalie POTHIER aux fonctions de chargée de mission à temps partiel à l'INSU. - 26/01/2022 - - DEC220612INSU..... p.191

DR10

2022

Décision portant nomination de M. Denis WAGNER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3212 intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (INCI) - 28/03/2022 - - DEC221299DR10..... p.192

Décision portant délégation de signature à M. Jean MOLINIER, directeur de l'unité GDR2027 intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/02/2022 - - DEC221014DR10..... p.193

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence DROUARD, directrice de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/02/2022 - - DEC221013DR10..... p.195

Décision portant délégation de signature à M. Frédéric DARDEL, directeur de l'unité UMR7104 intitulée Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/02/2022 - - DEC220988DR10..... p.197

Décision portant délégation de signature à M. Christian GAUTHIER, M. Philippe CHOFFEL, M. Mathias ECK, Mme Katia BRUZZONE et Mme Virginie OBERLE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3627 intitulée Fédération de Recherche Matériaux et Nanosciences du Grand Est (FRMNGE) - 31/01/2022 - - DEC220654DR10..... p.199

Décision portant fin de fonction de M. Fabien Buchberger aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7006 intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS). - 18/01/2022 - - DEC220451DR10..... p.201

Décision portant nomination de M. Hubert HOLLENDER, aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS) - 29/03/2022 - - DEC221311DR10..... p.202

Décision portant nomination de M. Fabien MULLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS) - 29/03/2022 - - DEC221310DR10..... p.203

Décision portant nomination de M. Baptiste BARAKOWSKY, aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10) -

28/03/2022 - - DEC221304DR10..... p.204

Décision portant nomination de M. Xavier DUTHILLEUL, aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10) -

28/03/2022 - - DEC221303DR10..... p.205

Décision portant nomination de M. Jean-Luc ORCESI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10) - 28/03/2022 - - DEC221302DR10..... p.206

Décision portant nomination de M. Laurent TROXLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR9022 intitulée Modèles Insectes d'Immunité Innée (M3I) - 25/03/2022 - - DEC221301DR10..... p.207

Décision portant délégation de signature à Mme Magali DAUJAT, M. Philippe GIEGE et Mme Joëlle FRIEDLIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP) - 25/02/2022 - - DEC221020DR10..... p.208

Décision portant nomination de M. Denis WAGNER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UAR3156 intitulée Centre de Neurochimie - 28/03/2022 - - DEC221298DR10..... p.210

Décision portant nomination de M. Thomas KELLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7550 intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg (ObAS) - 28/03/2022 - - DEC221297DR10..... p.212

Décision portant nomination de Mme Magali DAUJAT, aux fonctions d'adjointe du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI adjointe) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP) - 25/03/2022 - - DEC221296DR10..... p.213

Décision portant nomination de M. François DISDIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP) - 25/03/2022 - - DEC221292DR10..... p.214

Décision portant nomination de M. Franck PAULUS, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron (ICS) - 25/03/2022 - - DEC221265DR10..... p.215

Décision portant nomination de M. Alexis PALATICKY, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée (IRMA) - 23/03/2022 - - DEC221232DR10..... p.216

Décision portant nomination de M. Alain SARTOUT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée (IRMA) - 23/03/2022 - - DEC221231DR10..... p.217

Décision portant nomination de M. Morgan DONNARD, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7042 intitulée Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications (LIMA) - 22/03/2022 - - DEC221230DR10..... p.218

Décision portant nomination de M. Bruno PARTOUCHE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7156 intitulée Génétique Moléculaire, Génomique, Microbiologie (GMGM) - 22/03/2022 - - DEC221229DR10..... p.219

Décision portant nomination de M. Jean-Christophe PONT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR2010 intitulée Fédération de chimie "Le Bel" - 22/03/2022 - - DEC221228DR10..... p.220

Décision portant nomination de Mme Sylvie BULOT, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7364 intitulée Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (LNCA) - 22/03/2022 - - DEC221227DR10..... p.221

Décision portant nomination de M. Brahim MAACHA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7354 intitulée Droit, Religion, Entreprise et Société (DRES) - 22/03/2022 - - DEC221226DR10..... p.222

Décision portant délégation de signature à Mme Joëlle FRIEDLIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2027 intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT) - 25/02/2022 - - DEC221021DR10..... p.223

Décision portant nomination de Mme Elody Collin aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9022 intitulée Modèles insectes d'immunité innée (M3I). - 03/03/2022 - - DEC221074DR10..... p.224

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie REIBEL-FOISSET, directrice de l'unité UAR3415 intitulée Chronobiotron, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/03/2022 - - DEC221084DR10..... p.225

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique CIOCCA et à M. Christian MEIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3415 intitulée Chronobiotron - 08/03/2022 - - DEC221085DR10..... p.227

Décision portant nomination de M. Cédric MULLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC) - 22/03/2022 - - DEC221223DR10..... p.228

Décision portant nomination de M. Nicolas RUDOLF, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC) - 22/03/2022 - - DEC221224DR10..... p.229

Décision portant nomination de M. Yannick PATOIS, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC) - 22/03/2022 - - DEC221225DR10..... p.230

DR11

2021

Décision portant délégation de signature à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/07/2021 - - DEC213892DR11..... p.231

2022

Décision portant cessation de fonctions de M. Jean-Jacques Bezian, directeur adjoint de la fédération n°3344 intitulée "Fédération de Recherche sur l'Energie Solaire (FédESol)" - 15/03/2022 - - DEC220959INSIS..... p.233

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence DUMOULIN, directrice de l'unité UMR5194 intitulée Laboratoire de Sciences Sociales (PACTE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/01/2022 - - DEC220182DR11..... p.234

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - 12/01/2022 - - DEC220181DR11..... p.236

Décision portant nomination de Mme Maud Baylac aux fonctions de chargé de mission - 02/03/2022 - - DEC220763IN2P3..... p.238

DR12

2021

Décision portant délégation de signature à M. Yannick DONNADIEU, directeur de l'unité GDR3641 intitulée Climat, Environnement et Vie : les apports du pré-quaternaire (CEV) par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2021 - - DEC213369DR12..... p.239

2022

Décision portant délégation de signature à M. Christophe GIRARDEAUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7334 intitulée Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence (IM2NP) - 01/01/2022 - - DEC220838DR12..... p.241

Décision portant délégation de signature à M. Henri MEDARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAf) - 05/01/2022 - - DEC220833DR12..... p.243

Décision portant délégation de signature à M. Bruno LOMBARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7031 intitulée Laboratoire de mécanique et d'acoustique (LMA) - 01/01/2022 - - DEC220967DR12..... p.244

Décision portant délégation de signature à M. Claude NAPPEZ, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2020 intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS), - 01/01/2022 - - DEC220037DR12..... p.245

Décision portant délégation de signature à M. Cyril ISNART, directeur par intérim de l'unité UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/01/2022 - - DEC220042DR12..... p.246

Décision portant délégation de signature à Mme Elena VEZZADINI, directrice de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAf), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 05/01/2022 - - DEC220070DR12..... p.248

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie PASQUALINI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 01/01/2022 - - DEC220126DR12..... p.250

Décision portant délégation de signature à Mme Erica LOPEZ, directrice de l'unité UAR2020 intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS), par la déléguée régionale sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2022 - - DEC220351DR12..... p.251

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie BRASSELET, directrice de l'unité UMR7249 intitulée Institut FRESNEL, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2022 - - DEC221152DR12..... p.253

Décision portant délégation de signature à M. Christian CHABBERT, directeur de l'unité GDR2074 intitulée Physiopathologie vestibulaire (VERTIGE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2022 - - DEC221153DR12..... p.255

DR13

2021

Décision portant nomination de M. Philippe NOUVEL aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR 5214 intitulée IES. - 07/07/2021 - - DEC212399DR13..... p.257

2022

PRM - UMR5535 - Délégation de signature M. Etienne SCHWOB - 12/01/2022 - - DEC220233DR13..... p.258

UAR3426-Délégation de signature M. Julien CAU - 04/02/2022 - - DEC220736DR13..... p.259

Décision portant fin de fonction de M Nicolas DONZEL aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR5253 intitulée Institut Charles Gerhardt Montpellier. - 02/03/2022 - - DEC221059DR13..... p.261

UAR3426 BIOCAMPUS PLATEFORME MGX - 22/03/2022 - - DEC221167DR13..... p.262

Décision portant habilitation de Mme Magali PROFFIT (UMR5175 CEFÉ) aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - 07/03/2022 - - DEC221096DR13..... p.264

UMR5004-Délégation de signature M. Christophe MAUREL - 04/02/2022 - - DEC220740DR13..... p.265

PRM - UMR5506 - Délégation de signature M. Philippe POIGNET - 10/01/2022 - - DEC220163DR13..... p.266

Décision portant nomination de Mme Caroline BENOIST aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5506 intitulée Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de

DR14

2021

Renouvellement nomination - lettre de cadrage de Mme Odile MONDESERT (Agent CNRS)

RESTORE - UMR 5070 - 04/02/2021 - - DEC210800DR14..... p.268

Lettre de nomination en tant que PCR de Monsieur Bernard LAGANE, Agent INSERM

UMR 5051 - INFINITY - 24/02/2021 - - DEC210940DR14..... p.273

Lettre de nomination en tant que PCR de Monsieur Cédric CHARVILLAT - IE CNRS

CIRIMAT - UMR 5085 - 08/03/2021 - - DEC211111DR14..... p.279

Décision de nomination en tant que PCR de Mme Magali PHILIPPE (Agent CNRS)

GEODE - UMR 5602 - 26/02/2021 - - DEC211895DR14..... p.285

Renouvellement Lettre de cadrage de Mme Anne THOUARD (Agent CNRS)

INFINITY - UMR 5051 - 06/07/2021 - - DEC212371DR14..... p.291

Renouvellement Lettre de cadrage en tant qu'AP de Mme Claire CENAC (Agent CNRS)

INFINITY - UMR 5051 - 06/07/2021 - - DEC212376DR14..... p.296

Décision portant délégation de signature à M. Philippe BENEZETH, directeur de l'unité MOY1678

intitulée Direction des Systèmes d'Information (DSI), par le délégué régional en sa qualité

d'ordonnateur secondaire - 08/07/2021 - - DEC212435DR14..... p.301

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Pierre FONTANEL et à Mme Marie-Chitra IRIART, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité MOY1678, intitulée direction des systèmes d'information (DSI) - 13/07/2021 - -

DEC212439DR14..... p.303

Décision portant habilitation de Mme Emmanuelle TREVISIOL

TBI - UMR 5504

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Journées Plénières du GDR B2i, plus de 49 personnes, en dehors du lieu habituel d'exercice

21 et 22 septembre 2021 - 17/09/2021 - - DEC213087DR14..... p.304

Décision portant habilitation de Mr Etienne DAGUE

TBI - UMR 5504

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Journées Plénières du GDR B2i - Plus de 49 personnes - En dehors du lieu habituel d'exercice - Les

21 et 22 septembre 2021 - 17/09/2021 - - DEC213089DR14..... p.305

Décision portant habilitation de Mme Isabelle FAVIER

LHFA - UMR 5069

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Fête de la Science, accueil de 35 lycéens, le 1er octobre 2021 - 17/09/2021 - -

DEC213094DR14..... p.306

Décision portant habilitation de Mme Isabelle FAVIER

LHFA - UMR 5069

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Fête de la Science - Accueil de 35 lycéens - le 8 octobre 2021 - 17/09/2021 - -

DEC213095DR14..... p.307

Décision portant habilitation de Mr Tony CHEVALIER

CEMES - UPR 8011

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Moment de convivialité avec des personnes extérieures au lieu de réception suite à la thèse de

Yohan GISBERT, le 30 septembre 2021 - 23/09/2021 - - DEC213158DR14..... p.308

Décision portant habilitation de Mme Gwenaëlle JUFFROY

CBI - FR 3743

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Symposium SMC, plus de 49 personnes, ouvert à l'extérieur, les 29 et 30 septembre 2021 - 24/09/2021 - - DEC213202DR14..... p.309

Décision portant habilitation de Mme Gwenaëlle JUFFROY
CBI - FR 3743
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Symposium Drosophila Development and Genetics, plus de 49 personnes, ouvert à l'extérieur, les 30 septembre et 1er octobre 2021 - 24/09/2021 - - DEC213203DR14..... p.310

Décision portant habilitation de Mme Gwenaëlle JUFFROY
CBI - FR 3743
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Symposium Hétérogénéité, plus de 49 personnes, ouvert à l'extérieur, du 11 au 13 octobre 2021 - 24/09/2021 - - DEC213204DR14..... p.311

Décision portant habilitation de Mme Camille ROUX et de Mr Valentin FERRER
LAPLACE - UMR 5213
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Visites Insolites dans le cadre de la Fête de la Science - 6 octobre 2021 - 28/09/2021 - - DEC213249DR14..... p.312

Décision portant habilitation de Mr Jean-Marie POUMIROL
CEMES - UPR 8011
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Moment de convivialité, personnes extérieures au lieu de réception, thèse de Mr Clément MAJOREL, le 8 octobre 2021 - 30/09/2021 - - DEC213274DR14..... p.313

Décision portant habilitation de Mr Arnaud METAIS
IPBS - UMR 5089
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Après-midi scientifique en l'honneur d'Isabelle MARIDONNEAU-PARINI à l'occasion de son départ à la retraite + manifestation festive, le 22 octobre 2021 - 30/09/2021 - - DEC213276DR14..... p.314

Décision portant habilitation de Mme Sophie VIALAR, Mme Patricia SIGUIER et Mr Thomas JUNGAS
CBI - FR 3743
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Visite du laboratoire dans le cadre des Visites Insolites du CNRS - 09/10/21 - 01/10/2021 - - DEC213298DR14..... p.315

Décision portant habilitation de Mr Cyril CHARLIER
TBI - UMR 5504
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Soutenance de thèse de Neil COX - 06-10-21 - 01/10/2021 - - DEC213300DR14..... p.316

Décision portant habilitation de Mme Bénédicte WAROT - CEMES UPR 8011
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Accueil d'une classe de collège + enseignant à l'occasion de la fête de la science - 08/10/21 - 05/10/2021 - - DEC213327DR14..... p.317

Décision portant habilitation de Mme Simona CELEBRINI et de Mr Emmanuel BARBEAU
CERCO - UMR 5549
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

1er Séminaire Interdisciplinaire du GDR Mémoire organisé à Vers dans le Lot avec plus de 50 personnes, du 12 au 15 octobre 2021 - 05/10/2021 - - DEC213328DR14..... p.318

Décision portant habilitation de Mme Véronique DEBATS - IRIT - UMR 5505
Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Cérémonie de remise de la médaille de bronze du CNRS à Edouard Pauwels - 08/10/21 -

<u>07/10/2021 - - DEC213347DR14.....</u>	<u>p.319</u>
<u>Décision portant habilitation de Mr Rémi ARRAS - CEMES - UPR 8011</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Moment de convivialité avec des personnes extérieures au lieu de réception suite à la thèse de Julien GOSTEAU, le 14 octobre 2021 - 07/10/2021 - - DEC213358DR14.....</u>	
	<u>p.320</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Claire RAMPON - CRCA - UMR 5169</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Colloque du GDR Mémoire qui se tiendra dans le Lot et qui doit rassembler 160 personnes, du 12 au 15 octobre 2021 - 07/10/2021 - - DEC213360DR14.....</u>	
	<u>p.321</u>
<u>Décision portant habilitation de Mmes Vanessa LEA, Sandrine COSTAMAGNO et Morgane GIBERT - TRACES - UMR 5608</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Atelier 3 de la Zone Atelier PYGAR, le 19 octobre 2021 - 18/10/2021 - - DEC213434DR14.....</u>	
	<u>p.322</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Caroline RENARD et Mr Jean-Marc PETILLON</u>	
<u>TRACES - UMR 5608</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Réunion scientifique - Equipe Smp3c, le 20 octobre 2021 - 18/10/2021 - - DEC213436DR14.....</u>	
	<u>p.323</u>
<u>Décision portant habilitation de Mmes Geneviève BAGNERES-URBANY, Marzia CARRADA, Véronique CASSIN et Martine HOSSAERT-MCKEY</u>	
<u>CEMES - UPR 8011</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Journées Annuelles du GDR MediatEC, du 27 au 29 octobre 2021 - 18/10/2021 - - DEC213438DR14.....</u>	
	<u>p.324</u>
<u>Décision portant habilitation de Mesdames Stéphanie TRIEULET, Laurence LAFFONT et Monsieur Xavier ROBOAM</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Accueil des nouveaux entrants au LAPLACE - UMR 5213</u>	
<u>Lundi 15 novembre 2021 - 15/11/2021 - - DEC213605DR14.....</u>	
	<u>p.325</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Aurore PRUVOST - CEMES - UPR 8011</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Conférence Covid-19 le 24 novembre 2021 - 16/11/2021 - - DEC213615DR14.....</u>	
	<u>p.326</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Sophie ZUBEROGOITIA - IPBS - UMR 5089</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Soutenance de thèse de Nicolas GERAUD + manifestation festive</u>	
<u>23/11/21 après-midi - 22/11/2021 - - DEC213662DR14.....</u>	
	<u>p.327</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Claire MANEN - TRACES - UMR 5608</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Réunion Equipe PSH</u>	
<u>26/11/21 - 25/11/2021 - - DEC213718DR14.....</u>	
	<u>p.328</u>
<u>Décision portant habilitation de Mme Claire MANEN - UMR 5608 - TRACES</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Réunion Equipe PSH</u>	
<u>07/12/2021 - 25/11/2021 - - DEC213719DR14.....</u>	
	<u>p.329</u>
<u>Décision portant habilitation de Mr Jean-Marie POUMIROL - CEMES - UPR 8011</u>	
<u>Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire</u>	
<u>Pot de convivialité suite HDR de Mr Aurélien CUCHE</u>	
<u>26/11/2021 - 25/11/2021 - - DEC213720DR14.....</u>	
	<u>p.330</u>

Décision portant habilitation de Mr Pierre-Hugo VIAL et Mr Cassio FRAGA-DANTAS

IRIT - UMR 5505

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Pot de thèse de Mme Camille CASTERA

Le 29 novembre 2021 - 26/11/2021 - - DEC213747DR14..... p.331

Décision portant habilitation à Mme Nathalie DOUBROVINE, MOY1400 - Délégation Occitanie Ouest

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Journée d'échanges PCR à l'UPS Toulouse

6 décembre 2021 - 30/11/2021 - - DEC213815DR14..... p.332

Décision portant habilitation de Mr Andreas HERZIG - UMR 5505 - IRIT

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Organisation des 8èmes journées MAFTEC

Du 13 au 15 décembre 2021 - 06/12/2021 - - DEC213850DR14..... p.333

Décision portant habilitation de Mme Nelly GILLES - IPBS - UMR 5089

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Soutenance de thèse d'Aurélien Boyancé + moment de convivialité

17 décembre 2021 - 06/12/2021 - - DEC213852DR14..... p.334

Décision de nomination / Lettre de cadrage en tant qu'AP de Mme Nathalie ESCALAS

(Agent CNRS)

MCD - UMR 5077

- 08/11/2021 - - DEC213916DR14..... p.335

Décision portant habilitation de Mr Henri PRADE - IRIT - UMR 5505

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Journées du GDR IA

13 au 15 décembre 2021 - 10/12/2021 - - DEC213927DR14..... p.340

Décision portant habilitation de Mr Daniel PLA QUERAL - UMR 5069 - LHFA

Aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Soutenance de thèse

13/12/21 - 10/12/2021 - - DEC213935DR14..... p.341

Lettre de cadrage - Décision de nomination de Mme Christelle CHIRON - AI CNRS -

LGC - UMR 5503 - 02/02/2021 - - DEC210720DR14..... p.342

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Christine FRANCES, directrice de l'unité GDR2021

intitulée Morphologie et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA), par le délégué régional en sa

qualité d'ordonnateur secondaire - 02/03/2022 - - DEC221064DR14..... p.347

Décision portant délégation de signature à Mme Patricia ULIANA pour les actes relevant des

attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2021 intitulée Morphologie

et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA) - 02/03/2022 - - DEC221065DR14..... p.349

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas VALDEYRON, directeur de l'unité UMR5608,

intitulée Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés

(TRACES) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/03/2022 - -

DEC221066DR14..... p.350

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine COSTAMAGNO et à M. Thomas PERRIN

pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité

UMR5608 (TRACES), et à Mme Vanessa LEA responsable pour les actes relevant des attributions

de la personne responsable des marchés (DU) du groupement de recherche GDR3766-Chasséolab -

02/03/2022 - - DEC221067DR14..... p.352

Décision portant habilitation de Mme Corine DOUMERC (Agent CNRS) - ICT - UAR 2599

aux fins de contrôler le respect du pass sanitaire

Évènement à destination de scolaire - Campus UT3 - 16/02/22 - 11/02/2022 - -

DEC220890DR14..... p.353

Décision modificative portant modification de quotité de Madame Fabienne LOHOU, Chargée de Mission INSU. - 24/03/2022 - - DEC221110INSU..... p.354

Décision portant nomination de Mme Caroline Datchary aux fonctions de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche n°5193 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST) - 31/03/2022 - - DEC220322INSHS..... p.355

Décision portant délégation de signature à M. Pierre JOSEPH, directeur de l'unité GDR3717 intitulée Micro et Nanofluide (MNF) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/01/2022 - - DEC220578DR14..... p.356

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène CLUZEL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR3717 intitulée Micro et Nanofluide (MNF) - 02/03/2022 - - DEC221068DR14..... p.358

DR15

2022

Décision portant nomination de Mme Corinne BLANCARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC). - 13/01/2022 - - DEC220120DR15..... p.359

Décision portant nomination de M. Gautier DEBRUYNE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC). - 11/01/2022 - - DEC220122DR15..... p.360

Décision portant nomination de Mme Séverine LOIZON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immun ConcEpT). - 11/01/2022 - - DEC220170DR15..... p.361

Décision portant nomination de M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR2567 intitulée Pluridisciplinarité au service de l'observation et de la recherche en environnement et astronomie (POREA). - 11/01/2022 - - DEC220171DR15..... p.362

Décision portant délégation de signature à M. Lionel Hirsch pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5218 intitulée Laboratoire de l'Intégration du Matériau au Système (IMS) - 07/01/2022 - - DEC220332DR15..... p.363

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC) - 10/01/2022 - - DEC220336DR15..... p.364

Décision portant délégation de signature à M. Sandro Landi, directeur de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/01/2022 - - DEC220412DR15..... p.365

Décision portant délégation de signature à M. Dominique Pacot pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx) - 11/01/2022 - - DEC220418DR15..... p.367

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marie Cardebat pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR6060 intitulée Bordeaux Sciences Economiques (BSE) - 13/01/2022 - - DEC220425DR15..... p.368

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie Rocher pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UAR3427 intitulée TBM-Core - 13/01/2022 - - DEC220446DR15..... p.369

Décision portant délégation de signature à M. Didier Lassaque pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5295 intitulée Institut de Mécanique et d'Ingénierie (I2M) - 01/01/2022 - - DEC220575DR15..... p.370

Décision portant délégation de signature à M. Jacques Taillard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR6033 intitulée Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY) - 01/01/2022 - - DEC220644DR15..... p.371

Décision portant nomination de M. Arnaud CAILLO aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5199 intitulée De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA) - 31/01/2022 - - DEC220645DR15..... p.372

Décision portant désignation de M. Alain QUEFFELEC aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5199 De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA) - 31/01/2022 - - DEC220647DR15..... p.374

Décision portant nomination de M. Pierre Selva aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés (Archéosciences-Bordeaux) - 02/02/2022 - - DEC220922DR15..... p.376

Décision portant nomination de M. Jimmy Labejof aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UAR3626 intitulée Plateforme Aquitaine de Caractérisation des Matériaux (PLACAMAT) - 07/02/2022 - - DEC220923DR15..... p.377

Décision portant fin de fonction de M. Frédéric LOUERAT aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP) - 01/03/2022 - - DEC221041DR15..... p.378

Décision portant fin de fonction de Mme Florence HALLOU aux fonctions d'assistante de prévention partagée au sein de l'UMR5116 intitulée Centre Émile-Durkheim - Science politique et sociologie comparatives (CED) et de l'UMR5115 intitulée Les Afriques dans le monde (LAM) - 01/03/2022 - - DEC221042DR15..... p.379

Décision portant création d'un conseil de structure fédérative au sein de la FR3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB) - 18/02/2022 - - DEC221043DR15..... p.380

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP) - 18/02/2022 - - DEC221051DR15..... p.381

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5797 intitulée Laboratoire de Physique des 2 infinis - Bordeaux (LP2I - Bordeaux) - 10/02/2022 - - DEC221053DR15..... p.383

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5298 intitulée Laboratoire Photonique Numérique & Nanosciences (LP2N) - 17/02/2022 - - DEC221054DR15..... p.385

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5805 intitulée Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux (EPOC) - 28/01/2022 - - DEC221055DR15..... p.387

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5801 intitulée Laboratoire des Composites ThermoStructuraux (LCTS) - 24/02/2022 - - DEC221076DR15..... p.389

Décision portant délégation de signature à M. Xavier Blanc, directeur de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2022 - - DEC221106DR15..... p.390

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Desbarats pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI) - 01/01/2022 - - DEC221107DR15..... p.392

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5287 intitulée Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA) - 03/01/2022 - - DEC221148DR15..... p.393

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs (LFCR) - 10/03/2022 - - DEC221149DR15..... p.394

Décision portant délégation de signature à M. Eric Fouquet, directeur de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC221198DR15..... p.395

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Larregaray pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM) - 03/01/2022 - - DEC221202DR15..... p.397

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5142 intitulée Laboratoire de Mathématiques et de leurs Applications de Pau - 28/03/2022 - - DEC221305DR15..... p.398

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS) - 07/03/2022 - - DEC221306DR15..... p.399

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT) - 04/03/2022 - - DEC221307DR15..... p.401

DR16

2022

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jan MATAS directeur de l'unité MOY1693 intitulée « Bureau du CNRS à Ottawa » (Canada) - (DERCI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2021 - - DEC220824DR16..... p.403

Décision portant renouvellement de M. Arnaud Guillin en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 08/02/2022 - 08/02/2022 - DEC212042INSMI..... p.405

Décision portant nomination de M. Jacques GIACOMONI aux fonctions de Directeur adjoint de l'International Research Laboratory n° 3494 intitulé "Indo-French Center for Applied Mathematics" (IFCAM) - 18/03/2022 - - DEC220704INSMI..... p.406

Décision portant nomination de M. Cyrille Thieffry aux fonctions de chargé de mission - 07/02/2022 - - DEC213593IN2P3..... p.408

Décision portant modification de la décision de renouvellement de l'International research laboratory IRL3218 Joint Robotics Laboratory - IRL - 15/03/2022 - - DEC220743INSIS..... p.409

Décision portant délégation de signature à Monsieur Adi ROSEN, directeur par intérim de l'unité IRL2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/01/2022 - - DEC220984DR16..... p.410

Décision portant délégation de signature à Madame Agnès DEBOULET, directrice de l'unité UAR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220135DR16..... p.412

Décision portant habilitation au contrôle du Passe sanitaire à Evelynne AZIZA et Sandrine AUGER pour l'INS2I - 01/03/2022 - - DEC221039DR16..... p.415

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Claire BERTELLE, responsable du Service des Ressources Humaines, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation - 01/02/2022 - - DEC220683DR16..... p.417

Décision portant délégation de signature à Monsieur Shinji KURODA, directeur de l'unité IRL2016 intitulée « Japanese - French Laboratory for Semiconductor physics and Technology (JFAST), la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220604DR16..... p.419

Décision portant délégation de signature à Monsieur Shin-Ichi OHKOSHI, directeur de l'unité IRL2015 intitulée « Dynamical Control of Materials » (DYNACOM), la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220602DR16..... p.421

Décision portant délégation de signature à Monsieur Fumio KANEHIRO, directeur de l'unité IRL3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory » (JRL) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220601DR16..... p.423

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique. - 09/02/2022 - - DEC220812SGCN..... p.425

DR17

2022

Décision portant nomination de Mme Francine SOLAL en qualité de chargée de mission institut (CMI) du 01/03/22 au 31/08/22. - 07/03/2022 - - DEC220900INP..... p.427

Décision portant délégation de signature à M. Yves Denéchère, directeur de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/03/2022 - - DEC221098DR17..... p.428

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Juin, directeur de l'unité UMR6075 intitulée Centre de recherche en cancérologie et immunologie intégrée Nantes-Angers (CRCI2NA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/03/2022 - - DEC221095DR17..... p.430

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - FR2424 - 03/03/2022 - - DEC221077DR17..... p.432

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme Paillet, directeur de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/03/2022 - - DEC221075DR17..... p.433

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6625 intitulée Institut de recherche mathématique de Rennes (IRMAR) - 01/03/2022 - - DEC221073DR17..... p.435

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE) - 01/03/2022 - - DEC221071DR17..... p.436

Décision portant délégation de signature à M. Yves Coativy, directeur de l'unité UAR3554 intitulée Centre de recherche bretonne et celtique - Documentation, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/02/2022 - - DEC221004DR17..... p.437

Décision portant délégation de signature à Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët, directrice de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 23/02/2022 - - DEC221005DR17..... p.439

Décision portant délégation de signature à Mme Sihem Guernouti pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2488 intitulée Institut de recherche en sciences et techniques de la ville (IRSTV) - 25/02/2022 - - DEC220877DR17..... p.441

Décision portant délégation de signature à M. Pol-Bernard Gossiaux pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6457 intitulée Laboratoire de physique subatomique et des technologies associées (SUBATECH) - 25/02/2022 - - DEC220873DR17..... p.442

Décision portant délégation de signature à M. Richard Redon, directeur de l'unité UMR6291 intitulée Laboratoire de l'institut du thorax (ITX-lab), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/03/2022 - - DEC221100DR17..... p.443

Décision portant fin de fonction de Mme Laurence DRANT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte de recherche UMR6004 intitulée Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes (LS2N) - 09/02/2022 - 09/02/2022 - DEC220819DR17..... p.445

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Yvane Daire, directrice de l'unité UMR6566 intitulée Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CReAAH), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 12/02/2022 - - DEC220744DR17..... p.446

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu Leprince pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE) - 10/03/2022 - - DEC221102DR17..... p.448

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6015 intitulée Biologie mitochondriale et cardiovasculaire (MITOVASC) - 09/03/2022 - - DEC221115DR17..... p.449

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6251 intitulée Institut de physique de Rennes (IPR) - 14/02/2022 - - DEC221117DR17..... p.450

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6286 intitulée Unité en sciences biologiques et biotechnologies - 14/02/2022 - - DEC221121DR17..... p.451

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas Thély, directeur de l'unité UAR3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne (MSHB), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/03/2022 - - DEC221134DR17..... p.452

Décision portant délégation de signature à M. Marc Lamy de la Chapelle, directeur de l'unité UMR6283 intitulée Institut des molécules et matériaux du Mans (IMMM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/03/2022 - - DEC221185DR17..... p.454

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie Richard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS) - 15/03/2022 - - DEC221137DR17..... p.456

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Le Masson, directeur de l'unité UMR6027 intitulée Institut de recherche Dupuy de Lôme (IRDL), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/02/2022 - - DEC221070DR17..... p.457

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC) - 22/03/2021 - - DEC221215DR17..... p.459

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6021 intitulée Micro et nanomédecines biomimétiques (MINT) - 18/02/2022 - - DEC221015DR17..... p.460

DR18

2022

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Clarisse DHAENENS, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISTAL) - 28/02/2022 - - DEC221009INS2I..... p.461

DR19

2021

Décision portant désignation de M. Jean-François LOHIER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR6507, intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique (LCMT) - 06/12/2021 - 06/12/2021 - DEC213799DR19..... p.463

Décision portant nomination de Mme Tatiana BESSET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA) (Suite au changement de directeur de la structure) - 21/01/2021 - 21/01/2021 - DEC200885DR19..... p.464

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et science des matériaux. - 22/02/2022 - - DEC220989DR19..... p.465

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité Imagerie et stratégie Thérapeutiques pour les Cancers et Tissus cérébraux (ISTCT) UMR 6030 - 14/03/2022 - - DEC221140DR19..... p.466

Décision portant délégation de signature à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation

de Caen, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 -

03/01/2022 - DEC220287DR19..... p.467

Décision portant nomination de M. Philippe Laborie aux fonctions de chargé de mission - 07/02/2022
- - DEC213592IN2P3..... p.469

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'Unité UMR6139 LABORATOIRE DE
MATHÉMATIQUES NICOLAS ORESME (LMNO) - 14/03/2022 - - DEC221139DR19..... p.470

Décision portant à création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6614 intitulée
Complexe de Recherche Interprofessionnel en Aérothermochimie (CORIA) - 01/03/2022 - -
DEC221035DR19..... p.471

Décision portant délégation de signature à M. Gaël DIAS pour les actes relevant des attributions de
la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en
Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen, - 03/01/2022 - 03/01/2022 -
DEC220288DR19..... p.472

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6534 Laboratoire de
Physique Corpusculaire (LPCC) - 01/03/2022 - - DEC221036DR19..... p.473

DR20

2022

Décision portant délégation de signature à M. Christophe Den Auwer pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7272 intitulée Institut de
Chimie de Nice (ICN). - 01/01/2022 - - DEC220393DR20..... p.474

Décision portant nomination de M. Christophe Charlier aux fonctions de directeur de l'unité d'appui
et de recherche n° 3566 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS
Sud-Est). - 15/03/2022 - - DEC220558INSHS..... p.475

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique Douguet, directrice de l'unité GDR2066
intitulée Big Data en Chimie (BigDataChim), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur
secondaire. - 01/01/2022 - - DEC220938DR20..... p.476

Décision portant modification de la décision DEC220252DR20 portant délégation de signature à M.
Rodolphe Lemee, directeur de l'unité UMR7093 intitulée Laboratoire d'Océanographie de
Villefranche (LOV), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire. - 15/02/2022 -
- DEC221086DR20..... p.478

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle Lamont pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2066 intitulée Big Data en
Chimie (BigDataChim). - 01/01/2022 - - DEC220939DR20..... p.479

Instituts

2020

Décision portant ajout de IMT MINES ALES en qualité de tutelle secondaire de l'unité mixte de
recherche n°5254 intitulée « INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES ET DE PHYSICO-CHIMIE
POUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MATERIAUX (IPREM) - 23/07/2020 - -
DEC200688INC..... p.480

2022

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Steve Pannetier aux fonctions de
directeur adjoint administratif de l'institut national de physique nucléaire et de physique des particules
(IN2P3) - 21/03/2022 - - DEC221119DAJ..... p.481

Décision fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la
compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2022 dans les unités de l'Institut de
physique
- 23/03/2022 - - DEC221132INP..... p.482

Décision portant nomination de Mme Véronique RATAJ, directrice par intérim de l'unité mixte de
recherche UMR 8181 intitulée Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS) - 31/01/2022 - -
DEC220697INC..... p.485

Décision portant cessation de fonction et nomination de Mmes Florence EPRON et Karine DE OLIVEIRA VIGIER, directrices adjointes par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP) - 09/03/2022 - - DEC220857INC..... p.486

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Robert GERMAR directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC) - 09/03/2022 - - DEC220950INC..... p.487

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Lionel Buchaillot aux fonctions de directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) - 01/03/2022 - - DEC220993DAJ..... p.488

Décision portant délégation de signature à M. Lionel Buchaillot, directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) - 01/03/2022 - - DEC220994DAJ..... p.489

Décision portant modification de la décision DEC220208DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) - 21/03/2022 - - DEC221120DAJ..... p.491

DEC220638SGCN

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences de l'information et de leurs interactions.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences de l'information et de leurs interactions ;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 27 janvier 2022,

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 10 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Monsieur Silviu NICULESCU, Directeur de recherche » en remplacement de Monsieur Hervé LIEBGOTT, Professeur, démissionnaire.

Au titre de personnalité étrangère :

« Madame Marilena VENDITTELLI, Professeur » en remplacement de Monsieur Rachid GUERRAOUI, Professeur, démissionnaire.

« Monsieur Pascal BROSSARD, Professeur » en remplacement de Monsieur Raphaël JUNGERS, Professeur, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

CNRS
Campus Gérard Mégle
3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr

Alain SCHUHL



DEC220961SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique et notamment ses articles 28 et 29 ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 modifiée fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des conseils scientifiques d'Institut ;

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

DECIDE

Article 1er

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique mentionnés ci-dessous :

Conseil scientifique d'Institut : « Institut de physique »
1 siège - Collège électoral B2

Conseil scientifique d'Institut : « Institut écologie et environnement »
1 siège - Collège électoral A1

Article 2

Les Conseils scientifiques d'Instituts concernés éliront un membre parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature annexé à la présente avec signature manuscrite, accompagné d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, et productions scientifiques les plus récents. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir au Secrétariat Général du Comité national, soit par courriel (SGCN.Secretariat@cns.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), **avant le 07 AVRIL 2022 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/csi/Annexe_CSI.pdf.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation.

Fait à Paris, le 17-FEVRIER-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

DEC221081SGCN

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques ;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC220206DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 27 janvier 2022,

DECIDE :

Art. 1^{er}

L'article 1^{er} de la décision du 18 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Madame Daniela DRAGOMIRESCU, Professeure » en remplacement de Madame Maria-Pilar BERNAL-ARTAJONA, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 09-MARS-2022

DEC221105DAJ

Décision portant modification de la décision DEC181748DAJ du 13 juillet 2018 relative au référent déontologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 modifié relatif au référent déontologue dans la fonction publique, notamment son article 2 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181748DAJ du 13 juillet 2018 relative au référent déontologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'avis du comité technique du CNRS du 16 février 2022,

DECIDE :

Article 1^{er}. - A l'article 1^{er} de la décision DEC181748DAJ du 13 juillet 2018 susvisée, les termes : « renouvelable une fois » sont remplacés par les termes : « renouvelable, sans que la durée totale des mandats puisse excéder six ans ».

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220962DAJ**Décision portant sur les recherches impliquant la personne humaine (RIPH) menées au CNRS****LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données ou « RGPD ») ;

Vu le code de la santé publique, notamment le titre II du livre Ier de la première partie ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les arrêtés du 2 décembre 2016 fixant le contenu et les modalités de présentation du dossier de demande d'avis au comité de protection des personnes sur un projet de recherche mentionnée au 1° ou au 2° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2016 fixant le contenu, le format et les modalités de présentation du dossier de demande d'avis au comité de protection des personnes sur un projet de recherche mentionné au 3° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2018 fixant la liste des recherches mentionnées au 2° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2018 fixant la liste des recherches mentionnées au 3° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant le format du résumé du protocole d'une recherche impliquant la personne humaine mentionnée au 3° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ne comportant que des questionnaires ou des entretiens ;

Vu la délibération de la CNIL n° 2018-153 du 3 mai 2018 portant homologation d'une méthodologie de référence relative aux traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre des recherches dans le domaine de la santé avec recueil du consentement de la personne concernée (MR-001) et abrogeant la délibération n° 2016-262 du 21 juillet 2016 ;

Vu la délibération de la CNIL n° 2018-154 du 3 mai 2018 portant homologation de la méthodologie de référence relative au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre des recherches dans le domaine de la santé ne nécessitant pas le recueil du consentement de la personne concernée (MR-003) et abrogeant la délibération n° 2016-263 du 21 juillet 2016 ;

Vu la décision portant délégation de signature au directeur de l'Institut des Sciences Biologiques (INSB) ;

Considérant que le CNRS assure la promotion des recherches interventionnelles mentionnées au 1° ou au 2° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ne portant pas sur un médicament à usage humain ;

Considérant que le directeur ou la directrice de l'unité assure la promotion des recherches non interventionnelles mentionnées au 3° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique ;

DECIDE :

Art 1^{er} - Le champ d'application de la décision

1.1 Les recherches concernées

Les recherches impliquant la personne humaine (« RIPH ») sont définies par le code de la santé publique comme « *les recherches organisées et pratiquées sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques ou médicales* ». Celles-ci visent à évaluer notamment les mécanismes de fonctionnement de l'organisme humain, normal ou pathologique.

La réglementation encadrant les RIPH a pour principal objectif de protéger les personnes qui se prêtent à ces recherches.

Le code de la santé publique prévoit des procédures adaptées aux risques propres à chaque type de recherches sur la personne, réparties en trois catégories :

1° Les recherches interventionnelles qui comportent une intervention sur la personne non justifiée par sa prise en charge habituelle (ci-après les « recherches de catégorie 1 ») ;

2° Les recherches interventionnelles qui ne comportent que des risques et des contraintes minimales, dont la liste est fixée par arrêté (ci-après les « recherches de catégorie 2 ») ;

3° Les recherches non interventionnelles qui ne comportent aucun risque ni contrainte dans lesquelles tous les actes sont pratiqués et les produits utilisés de manière habituelle, dont la liste est fixée par arrêté (ci-après les « recherches de catégorie 3 »).

Ne relèvent pas de la présente décision, les recherches n'impliquant pas la personne humaine au sens du code de la santé publique, c'est-à-dire celles qui sont organisées et pratiquées sur l'être humain à des fins étrangères au développement des connaissances biologiques ou médicales. Il s'agit de certaines recherches, études ou évaluations dans le domaine de la santé telles que les recherches sur des données déjà collectées, lors du soin ou de recherches antérieures (réutilisation de données) ou encore de certaines expérimentations en sciences humaines et sociales. Ces recherches relèvent d'autres dispositions, notamment de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, ou d'une autre partie du code de la santé publique.

1.2 Le promoteur concerné

Les dispositions de la présente décision s'appliquent lorsque :

- Pour les recherches de catégorie 1 et 2, le promoteur est le CNRS ;
- Pour les recherches de catégorie 3, le directeur ou la directrice de l'unité (DU) dont relève le porteur du projet, est employé par le CNRS.

Lorsque la promotion de la recherche est assurée par une autre tutelle ou par un ou une DU employé par une autre tutelle, les procédures internes fixées par celle-ci s'appliquent. Si toutefois, la tutelle compétente n'a pas défini de procédure interne, le porteur du projet peut se référer à la présente décision.



Art 2 - Les acteurs impliqués

2.1 Les acteurs prévus par le code de la santé publique

A titre liminaire, il est rappelé que les trois catégories de recherches sont soumises à avis favorable d'un comité de protection des personnes (CPP) et, pour les recherches de catégorie 1, à autorisation de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Une autorisation de lieu n'est nécessaire que pour les recherches de catégorie 1. Cependant, les recherches de catégorie 2 et 3, même si aucune autorisation de lieu n'est requise, ne peuvent être réalisées que dans un lieu disposant de moyens humains, matériels et techniques adaptés à la recherche et compatibles avec les impératifs de sécurité des personnes qui s'y prêtent.

Le **promoteur de la recherche** est la personne physique ou morale qui prend la responsabilité de la recherche, en assure la gestion et vérifie que son

-  Pour les recherches de catégorie 1 et 2, le promoteur est le CNRS personne morale.
-  Pour les recherches de catégorie 3, le promoteur est le ou la DU dont relève le porteur du projet.

financement est prévu. Il est l'interlocuteur principal des CPP et de l'autorité compétente définis ci-après. Il doit avoir souscrit une assurance de responsabilité civile pour les recherches de type 1 et 2 et veille à ce que les lieux soient dûment autorisés pour les recherches de type 1, ou adaptés pour les recherches de type 2 et 3.

L'**investigateur** de la recherche est la personne physique qui dirige et surveille la réalisation de la recherche sur un lieu. Il ou elle doit répondre aux qualités et compétences prévues par la loi. En effet, pour pouvoir assumer ses responsabilités, l'investigateur est, selon le domaine de recherche et le risque présenté par celle-ci, un médecin ou une personne qualifiée dans le domaine concerné. Si la recherche est réalisée par une équipe, l'investigateur est le responsable de l'équipe et il est alors dénommé « investigateur principal ». Lorsque la recherche est conduite par plusieurs investigateurs sur plusieurs lieux en France, le promoteur désigne parmi les investigateurs un coordonnateur.

La **commission nationale des recherches impliquant la personne humaine**, placée auprès du ministre chargé de la santé, est chargée de la coordination, de l'harmonisation et de l'évaluation des pratiques des CPP. Le secrétariat de la commission procède par tirage au sort à la désignation du CPP compétent pour se prononcer sur chaque demande d'avis.

Les **comités de protection des personnes (CPP)** sont des comités institués par la loi et agréés par le ministre chargé de la santé. Avant le commencement de chaque projet de recherche, le CPP rend un avis sur les conditions de validité de la recherche, notamment au regard de la protection des personnes qui s'y prêtent, l'adéquation, l'exhaustivité et l'intelligibilité des informations écrites fournies aux participants et la procédure à suivre pour obtenir leur consentement éclairé, la pertinence de la recherche, l'adéquation entre les objectifs poursuivis et les moyens mis en œuvre, la qualification du ou des investigateurs, les modalités d'indemnisation et de recrutement des participants, la méthodologie de la recherche au regard des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'**agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)** autorise les recherches de catégorie 1. Elle est destinataire, pour information, de l'avis favorable du CPP et du résumé de la recherche, pour les recherches de catégorie 2 et 3. Elle peut demander des informations complémentaires au CPP sur un projet de recherche.

La **personne qui se prête à la recherche** est le participant qui est inclus dans la recherche dans les conditions prévues par le code de la santé publique. Préalablement à la réalisation de la recherche, une information lui est délivrée et son consentement libre et éclairé est recueilli par l'investigateur, conformément aux art. L. 1122-1 et suivants du même code. Des conditions et garanties particulières sont prévues par le code pour les personnes protégées (mineur, femme enceinte, majeur hors d'état d'exprimer son consentement, etc.).

2.2 Les acteurs au CNRS

a) L'Institut des Sciences Biologiques (INSB)

L'INSB est chargé de l'application de la réglementation relative aux RIPH de catégorie 1 et 2.

- Le directeur ou la directrice de l'INSB

Titulaire d'une délégation de signature du président-directeur général, il ou elle est le représentant du CNRS promoteur pour les recherches de catégorie 1 et 2. Il ou elle prend l'ensemble des décisions relatives à ce type de recherches, qu'elles soient menées au sein d'une unité relevant de l'INSB ou d'un autre Institut du CNRS. Il ou elle signe les actes destinés aux autorités compétentes, telles que le CPP et l'ANSM.

- Le comité d'experts « promotion recherches interventionnelles sur la personne »

Le comité conseille le directeur ou la directrice de l'INSB pour la sélection des projets qui seront promus par le CNRS. Pour ce faire il évalue l'intérêt scientifique, les aspects méthodologiques et réglementaires, le lieu de déroulement ainsi que la faisabilité de chaque projet transmis au CNRS.

Présidé par l'un de ses membres qui ne peut pas être le directeur ou la directrice de l'INSB, il est composé de 4 à 8 membres désignés par le directeur ou la directrice de l'INSB disposant d'une expertise particulière dans les domaines de recherche. Sont notamment membres le ou la responsable de la cellule « Réglementation et Bioéthique », un représentant ou une représentante de la DAJ et le directeur ou la directrice adjoint administratif de l'INSB.

En tant que de besoin, le président ou la présidente du comité peut solliciter l'avis de toute personne dont il ou elle juge l'expertise nécessaire à l'examen des dossiers soumis au comité.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

- La cellule « Réglementation et Bioéthique » (ci-après « la cellule bioéthique »)

Elle assure au quotidien les obligations du CNRS, promoteur des recherches de catégorie 1 et 2. Elle instruit les dossiers avant de les adresser aux membres du comité d'experts « promotion recherches interventionnelles sur la personne ».

Si le projet est sélectionné et promu par le CNRS, elle a pour mission d'accompagner le porteur du projet dans la mise en forme des documents à transmettre aux autorités compétentes.

Elle suit les protocoles dont le CNRS s'est porté promoteur tout au long de leur déroulement.

Si nécessaire, elle peut conseiller après sollicitation les porteurs de projets de recherche de catégorie 3.

De façon générale, elle est l'interface entre les entités concernées au CNRS, les autorités compétentes (CPP, ANSM, etc.) et les partenaires ou les interlocuteurs « externes » (cotutelle, structure d'accueil, assureur, etc.).

b) Le délégué ou la déléguée à la protection des données (DPD) du CNRS

Lorsque la recherche est promue par le CNRS (pour les recherches de catégorie 1 et 2) ou lorsque le ou la DU promoteur est employé par le CNRS (pour les recherches de catégorie 3), la procédure relative à la protection des données à caractère personnel du CNRS s'applique et le ou la DPD est celui ou celle du CNRS.

Le service protection des données du CNRS (SPD) est l'équipe du ou de la DPD du CNRS. Il assure la conformité des traitements de données à caractère personnel du CNRS et des unités dont le ou la DPD est celui ou celle du CNRS.

Il ou elle apporte son soutien à la cellule bioéthique sur toute question relative au traitement des données à caractère personnel pour les recherches de catégorie 1 et 2. Notamment, il ou elle accompagne le ou la DU et le porteur, en s'assurant du respect de la MR-001 et de la signature de l'engagement de conformité, ou lorsque les conditions de la MR-001 ne peuvent être respectées et qu'une demande d'autorisation auprès de la CNIL est nécessaire.

Pour les recherches de catégorie 3, il ou elle accompagne le ou la DU et le porteur, en s'assurant du respect de la MR-003 et de la signature de l'engagement de conformité, ou lorsque les conditions de la MR-003 ne peuvent être respectées et qu'une demande d'autorisation auprès de la CNIL est nécessaire.

c) L'unité

Seules les unités propres ou mixtes relevant du CNRS peuvent voir leurs projets promus par le CNRS.

- Le directeur ou la directrice de l'unité

Il ou elle est responsable des RIPH menées au sein de son unité.

Pour les recherches de catégorie 1 et 2, il ou elle signe un acte d'engagement établi et transmis par l'INSB. Il ou elle est le responsable de traitement des données à caractère personnel en vertu de la MR-001. Il s'assure de la conformité à la MR-001 et réalise, en lien avec le ou la DPD, les démarches de conformité relatives à la protection des données à caractère personnel (analyse d'impact sur la vie privée, inscription de chaque traitement au registre, etc.).

Pour les recherches de catégorie 3, il ou elle est promoteur mais aussi responsable de traitement des données à caractère personnel en vertu de la MR-003. Il s'assure de la conformité à la MR-003 et réalise, en lien avec le ou la DPD, les démarches de conformité relatives à la protection des données à caractère personnel (analyse d'impact sur la vie privée, inscription de chaque traitement au registre, etc.).

- Le porteur de projet

Il s'agit du ou de la responsable scientifique à l'origine du projet, qui demande la promotion par le CNRS pour les recherches de catégorie 1 et 2 ou par le ou la DU pour les recherches de catégorie 3.

Il ou elle peut ou non être un agent CNRS. En revanche, il ou elle doit être affecté au sein d'une unité propre ou mixte relevant du CNRS.

Dans le cas où il ou elle a les qualifications requises par le code de la santé publique en adéquation avec les caractéristiques de la recherche (médecin pour les RIPH 1 ; « personne qualifiée » pour les recherches de catégorie 2 qui n'ont aucune influence sur la prise en charge médicale de la personne qui se prête à la recherche et pour les recherches de catégorie 3), il ou elle peut être investigateur principal. En cette qualité, il ou elle dirige et surveille la RIPH. Il ou elle signe l'acte d'engagement établi et transmis par l'INSB.

Si le porteur de projet ne peut pas être investigateur principal de la recherche, cette fonction pourra être exercée par une personne relevant ou ne relevant pas d'une unité propre ou mixte du CNRS. La personne exerçant les fonctions d'investigateur principal ou coordonnateur est identifiée dans le protocole de recherche.

L'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, est notamment chargé de recueillir et conserver, dans les conditions de sécurité décrites dans le protocole, les notices d'information et les formulaires de consentement datés et signés.

Il ou elle se rapproche du ou de la DPD compétent pour réaliser les démarches nécessaires auprès de la CNIL.

d) La délégation régionale

Pour les recherches de catégorie 1 et 2, elle prend en charge le remboursement des frais exposés et l'indemnité en compensation des contraintes subies par les participants aux recherches menées par les unités relevant de sa circonscription

auxquelles sont rattachés les porteurs de projet. Les demandes d'indemnités sont recueillies par les unités puis transmises à la délégation qui assure l'indemnisation des sujets sur le fondement d'une décision d'indemnisation.

Pour les recherches de catégorie 3, ces frais sont pris en charge par l'une ou l'autre des tutelles de l'unité sur le fondement d'une décision d'indemnisation.

Art 3 - Le déroulement des recherches de catégorie 1 et 2 au CNRS

3.1 L'instruction de la demande de promotion par le CNRS

Les demandes de promotion des recherches de catégorie 1 et 2 sont transmises à la cellule bioéthique par courrier électronique (insb.ethique@cnrs.fr).

Le dossier de demande doit comprendre les éléments suivants :

- le protocole de la recherche sur la personne,
- un résumé de la recherche,
- l'acte d'engagement signé par le ou la DU et l'investigateur,
- la notice d'information et le formulaire de consentement,
- la demande d'autorisation de l'ANSM pour les RIPH de catégorie 1,
- le formulaire de demande d'avis au CPP,
- le document additionnel destiné au seul CPP,
- l'autorisation de lieu pour les RIPH de catégorie 1 ou, à défaut pour les recherches de catégorie 2 une attestation signée par le ou la DU et, lorsque la recherche n'a pas lieu dans l'unité, par le ou la responsable du lieu de recherche, justifiant de l'adéquation des moyens humains, matériels et techniques au projet de recherche et de leur compatibilité avec les impératifs de sécurité des personnes qui s'y prêtent,
- le curriculum vitae des investigateurs et collaborateurs scientifiques.

Les modèles de certains de ces documents sont disponibles sur le site de la cellule bioéthique (<https://www.insb.cnrs.fr/fr/bioethique>).

La cellule bioéthique instruit la demande de promotion en vérifiant les pièces transmises par le demandeur.

La cellule bioéthique envoie au comité d'experts un dossier complet en vue de l'examen du projet en session. Celui-ci peut demander, via la cellule bioéthique, des compléments d'information au porteur de projet et au ou à la DU.

Si un projet de recherche est mené au sein d'une unité relevant à titre principal d'un Institut du CNRS autre que l'INSB, le comité d'experts peut solliciter un avis scientifique de la part de cet Institut. Dans ce cas, le délai de réponse de cet Institut est d'un mois à compter de la demande de l'INSB. Dans l'attente, l'instruction du dossier par l'INSB est suspendue.

La décision finale de promouvoir une recherche appartient au directeur ou à la directrice de l'INSB.

Si cette décision est favorable, les formulaires de demande d'avis au CPP, et le cas échéant de demande d'autorisation à l'ANSM, sont signés par le directeur ou la directrice de l'INSB et transmis au secrétariat de la commission nationale des recherches impliquant la personne humaine par la cellule bioéthique. Le cas échéant, elle peut s'appuyer sur l'unité concernée pour assurer la communication de ces documents.

Le montant de l'assurance est prélevé sur le budget de l'INSB.

3.2 Le début de la recherche promue par le CNRS

Dès réception de l'avis favorable du CPP et, pour les RIPH de catégorie 1, de l'autorisation de l'ANSM, et une fois l'ensemble des démarches relatives à la protection des données à caractère personnel effectuées, la recherche peut commencer. Elle doit démarrer dans un délai maximum de deux ans, à défaut de quoi l'avis du CPP et l'autorisation de l'ANSM seront réputés caduques.

Dès l'inclusion du premier sujet, l'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, complète et transmet une déclaration de début de recherche à la cellule bioéthique. Cette déclaration est signée par le ou la DU et l'investigateur.

La cellule bioéthique transmet au CPP, à l'assureur et à l'ANSM, la déclaration de début de recherche.

3.3 Le suivi d'une recherche promue par le CNRS

Le suivi des recherches promues par le CNRS est assuré par l'INSB, via la cellule bioéthique, qui s'appuie sur l'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, pour le respect de l'ensemble des obligations légales et réglementaires.

Pour toute modification que l'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, souhaite apporter à sa recherche, il ou elle doit saisir la cellule bioéthique ainsi que le ou la DPD.

Toutes modifications substantielles de la recherche, à savoir celles qui ont un impact significatif sur tout aspect de la recherche, notamment sur la protection des personnes, nécessite l'obtention préalable d'un avis favorable du CPP et d'une autorisation de l'ANSM pour les RIPH de catégorie 1. Si nécessaire, les participants doivent être informés et leur consentement à nouveau recueilli à la lumière de la modification apportée au projet.

Tout au long de la recherche, l'INSB peut demander des informations au porteur du projet ou à l'investigateur et mettre en place des outils de suivi que ceux-ci devront compléter.

Au cours de la recherche, le directeur ou la directrice de l'INSB peut décider d'effectuer un contrôle, sur place ou sur pièces, d'une recherche promue par le CNRS. Ce contrôle est assuré par le comité d'experts.

En cas de manquement du porteur de la recherche ou de l'investigateur aux obligations fixées par la réglementation ou aux instructions du CNRS, le directeur ou la directrice de l'INSB pourra décider de mettre un terme à la promotion de la recherche par le CNRS, sans préjudice d'autres mesures internes.

3.4 La fin de la recherche promue par le CNRS

L'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, informe la cellule bioéthique de la fin de la recherche, à savoir la date de la dernière inclusion.

La cellule bioéthique transmet au CPP et à l'ANSM la déclaration de fin de recherche dans un délai de 90 jours.

Il revient à l'investigateur, en lien avec le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte, de rédiger le rapport final et un résumé de ce rapport et de les communiquer à la cellule bioéthique dans les meilleurs délais.

Le résumé du rapport final doit être adressé au CPP et à l'ANSM par la cellule bioéthique dans un délai d'un an suivant la fin de la recherche.

La cellule bioéthique conserve le rapport final.

Le comité d'experts évalue la recherche, notamment la qualité des relations entre l'investigateur ou le porteur de projet lorsqu'il s'agit d'une personne distincte et le promoteur, ainsi que la qualité des résultats scientifiques.

Art 4 - Le déroulement des recherches de catégorie 3 au CNRS

Le porteur du projet peut prendre l'attache de la cellule bioéthique afin de vérifier que la recherche relève bien de la catégorie 3, puis il ou elle transmet la demande de promotion au ou à la DU dont il ou elle relève.

Le porteur prend contact avec le ou la DPD compétent afin de vérifier qu'il ou elle entre dans le cadre simplifié établi par la MR-003 ou s'il faut solliciter une autorisation de la CNIL (dpd.demandes@cns.fr), et de réaliser les démarches de conformité relatives à la protection des données à caractère personnel (analyse d'impact sur la vie privée, inscription de chaque traitement au registre, etc.).

Le ou la DU transmet la demande signée au CPP après avoir vérifié que le dossier prévu par les textes est complet.

Le suivi de la recherche est assuré par le ou la DU, accompagné par le ou la DPD et si nécessaire par la cellule bioéthique.

Art 5 - Dispositions diverses

La présente décision abroge la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018.

Elle est publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 9 mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit

DEC221104DRH

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Vu** le code de la recherche, notamment son article L. 431-6 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1993 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;
Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;
Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;
Vu le décret n° 2021-1449 du 4 novembre 2021 relatif au contrat de mission scientifique prévu par l'article L. 431-6 du code de la recherche, notamment son article 1^{er} ;
Vu l'avis du conseil scientifique en date du 27 janvier 2022 ;

DECIDE

Article unique

Les catégories de projet ou d'opération de recherche pouvant bénéficier du contrat de mission scientifique prévu par l'article L. 431-6 du code de la recherche sont les suivantes :

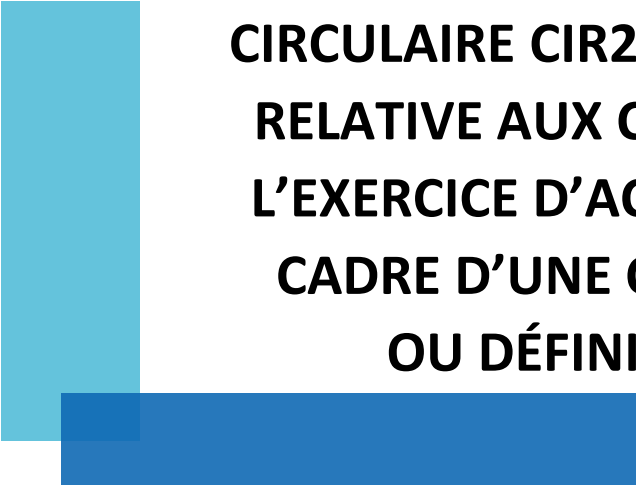
- Projet ou opération de recherche ou de développement sélectionné dans le cadre d'appels à projets régionaux, nationaux, européens et internationaux ;
- Projet ou opération de recherche ou de développement retenu dans le cadre des grands programmes d'investissement de l'État tels que les infrastructures de recherche ou les programmes de la mission « investissements d'avenir » et ceux qui en prendront la suite ;
- Projet ou opération de recherche, s'inscrivant dans le cadre du contrat d'objectifs de l'établissement ou bénéficiant d'une convention de subvention signée avec l'État ;
- Projet ou opération d'étude ou d'expertise mené en collaboration avec des entreprises de recherche et développement ou des bailleurs de fonds publics ou privés.

Fait à Paris, le **14 MARS 2022**

Le président-directeur général

Antoine Petit



Two overlapping rectangular bars, one light blue and one darker blue, positioned to the left of the title.

CIRCULAIRE CIR220298DRH DU 01/03/2022 RELATIVE AUX CUMULS D'ACTIVITÉS ET À L'EXERCICE D'ACTIVITÉS PRIVÉES DANS LE CADRE D'UNE CESSATION TEMPORAIRE OU DÉFINITIVE DE FONCTIONS

Abroge et remplace la circulaire n°CIR132217DRH du 16 juillet 2013 mise à jour le 20 juillet 2018 relative à la déontologie des agents publics du CNRS, au cumul d'activités et à la participation au capital social des sociétés.

SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION	5
II.	LE PRINCIPE D'EXERCICE EXCLUSIF DES FONCTIONS	6
A.	Le principe général	6
B.	Les interdictions particulières	6
III.	LES DEROGATIONS AU PRINCIPE D'EXERCICE EXCLUSIF DES FONCTIONS	7
A.	Propos liminaires : situations étrangères au principe d'exercice exclusif des fonctions	7
B.	Les cumuls d'activités des agents à temps complet ou à temps incomplet.....	7
1.	L'exercice d'une activité accessoire sur autorisation ou déclaration.....	8
a.	L'exercice d'une activité accessoire soumise à autorisation.....	8
➤	Le cadre juridique	8
➤	La procédure applicable	11
b.	L'exercice d'une activité accessoire soumise à déclaration préalable	11
➤	Le cadre juridique	11
➤	La procédure applicable	13
2.	La création ou la reprise d'entreprise en qualité de dirigeant ou l'exercice d'une activité libérale ...	14
a.	Le cadre juridique	14
b.	La procédure applicable	14
3.	La poursuite de la direction d'une entreprise ou d'une association à but lucratif	15
a.	Le cadre juridique	15
b.	La procédure applicable	16
4.	Le cumul d'activités des agents à temps incomplet.....	16
a.	Le cadre juridique	16
b.	La procédure applicable	17
IV	LES DEPARTS VERS LE SECTEUR PRIVE	17
A.	Le cadre juridique	17
B.	La procédure applicable	18
V.	LES LIBERTÉS DE L'AGENT PUBLIC	19
A.	La libre gestion du patrimoine personnel ou familial.....	19
B.	La libre production des œuvres de l'esprit.....	20
C.	Le bénévolat	20
VI.	LE CONTROLE DEONTOLOGIQUE	21

A.	Le contrôle de l'atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance et à la neutralité du service	21
1.	Appréciation de certaines situations particulières.....	22
a.	La collaboration de l'agent avec un partenaire de son laboratoire : le cas de la consultation...	22
b.	L'exercice d'une activité accessoire cumulée avec un concours scientifique auprès de la même entreprise	22
B.	Le contrôle du respect des obligations déontologiques	23
1.	La définition du conflit d'intérêts	23
a.	La notion d'intérêt privé.....	23
b.	La notion d'intérêt public	24
2.	La confrontation des intérêts	24
3.	Les mesures de prévention d'une situation de conflit d'intérêts	24
a.	Le rôle de l'agent	24
➤	Lorsque l'agent est placé dans une position hiérarchique :.....	25
➤	Lorsque l'agent a reçu une délégation de signature :	25
➤	Lorsque l'agent appartient à une instance collégiale :.....	25
➤	Lorsqu'il exerce des compétences qui lui ont été « dévolues en propre » :.....	25
b.	Le référent déontologue.....	25
VII.	LE CONTROLE DE LA PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS	25
A.	La prise illégale d'intérêts par un agent en activité	26
B.	La prise illégale d'intérêts par un agent ayant cessé temporairement ou définitivement ses fonctions publiques	27
VIII.	LA SANCTION DE LA VIOLATION DES OBLIGATIONS DEONTOLOGIQUES	28
	ANNEXES.....	30
	Annexe 1 : formulaire de demande de création ou reprise d'entreprise ou d'exercice d'une activité libérale dans le cadre d'un cumul ;.....	30
	Annexe 2 : formulaire d'appréciation d'une demande de création ou reprise d'entreprise ou d'exercice d'une activité libérale dans le cadre d'un cumul ;.....	30
	Annexe 3 : formulaire de déclaration de poursuite d'une activité de dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif ;	30
	Annexe 4 : formulaire de déclaration de cumul d'activités d'un agent occupant un emploi à temps incomplet ;.....	30
	Annexe 5 : formulaire de demande d'exercice d'une activité privée dans le cadre d'un départ temporaire ou définitif de la fonction publique ;	30
	Annexe 6 : formulaire d'appréciation d'une demande d'exercice d'une activité privée dans le cadre d'un départ temporaire ou définitif de la fonction publique.	30

I. INTRODUCTION

La présente circulaire a vocation à exposer les différents régimes applicables aux agents du CNRS, ingénieurs, techniciens et chercheurs, souhaitant exercer un cumul d'activités ou exercer une activité privée durant une période où ils cessent temporairement ou définitivement leurs fonctions.

Elle présente également la nature et la portée du contrôle déontologique exercé par le CNRS dans ces différentes situations.

S'agissant des cumuls d'activités, ils constituent des dérogations au principe selon lequel les agents publics doivent consacrer l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées et ne peuvent, en conséquence, exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit (cf. partie II « Le principe d'exercice exclusif des fonctions »).

Ces dérogations (énoncées au sein de la partie III de la présente note) permettent aux agents du CNRS de :

- Cumuler avec leur activité principale une activité accessoire (cf. « 1. L'exercice d'une activité accessoire sur autorisation ou déclaration ») ;
- Solliciter un temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise ou encore exercer une activité libérale (cf. « 2. La création ou la reprise d'entreprise en qualité de dirigeant ou l'exercice d'une activité libérale ») ;
- Continuer à exercer durant une période de deux ans maximum à compter de leur recrutement une activité de dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif (cf. « 3. La poursuite d'une activité de dirigeant d'une entreprise ou d'une association à but lucratif ») ;
- Cumuler leur emploi à temps incomplet avec une ou plusieurs activités privées lucratives (cf. « 4. Le cumul d'activités des agents à temps incomplet »).

Selon les situations, le cumul d'activités peut être réalisé soit après l'octroi d'une autorisation par le CNRS, soit après le dépôt par l'agent concerné d'une déclaration.

De même, les agents publics qui cessent leurs fonctions temporairement (mise à disposition, détachement, disponibilité...) ou définitivement (retraite, fin de contrat de travail, démission...) doivent solliciter l'autorisation du CNRS dès lors qu'ils souhaitent exercer, **dans les trois ans après la cessation de leurs fonctions**, une activité lucrative (salariée ou non) dans une entreprise privée ou dans un organisme de droit privé, ou encore s'ils souhaitent exercer dans ce même délai une activité libérale (cf. partie IV « Les départs vers le secteur privé »).

Dans tous ces cas de figure (cumuls d'activités ou départs vers le secteur privé), les activités privées des agents ne doivent pas porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou encore à la neutralité du service, ni conduire les intéressés à méconnaître les obligations déontologiques qui leur sont applicables (dignité, loyauté, désintéressement, impartialité, intégrité, probité etc, cf. « partie VI « Le contrôle déontologique »). Elles ne doivent pas non plus placer les agents en situation de commettre l'infraction de prise illégale d'intérêts (cf. partie VII « Le contrôle de la prise illégale d'intérêts »).

Les dispositifs prévus aux articles L. 531-1 et suivants du code de la recherche, relatifs à la participation des personnels de la recherche à la création d'entreprises et aux activités d'entreprises existantes (participation en qualité d'associé ou de dirigeant à une entreprise nouvelle ou existante, concours scientifique, participation aux organes de direction d'une société commerciale), font quant à eux l'objet d'une circulaire distincte (instruction n° INS201074DRH du 4 juin 2020 mise à jour le 1^{er} septembre 2021).

II. LE PRINCIPE D'EXERCICE EXCLUSIF DES FONCTIONS

A. Le principe général

L'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires [cf. nouvel article L. 123-1 du code général de la fonction publique] dispose que : « *1.-Le fonctionnaire consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il ne peut exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit* ».

Ce principe s'oppose à ce que les agents publics du CNRS exercent une activité lucrative¹ auprès de tiers. Ils doivent en effet consacrer, en vertu de ce principe d'exercice exclusif des fonctions, l'intégralité de leur activité aux tâches qui leur sont confiées. Aussi, ce n'est que par dérogation voire exception à ce principe que des agents peuvent exercer, en sus de leurs fonctions, une autre activité professionnelle.

B. Les interdictions particulières

L'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. nouvel article L. 123-1 du code général de la fonction publique] énonce une série d'interdictions à l'intention des agents publics :

- l'interdiction de créer ou de reprendre une entreprise donnant lieu à immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou à affiliation au régime des travailleurs indépendants, si l'agent occupe un emploi à temps complet et qu'il exerce ses fonctions à temps plein ;
- l'interdiction de donner des consultations, de procéder à des expertises ou de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel ;
- l'interdiction de prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient **ou en relation avec cette dernière**, des intérêts de nature à compromettre son indépendance. Cette interdiction constitue une limite au principe de libre gestion du patrimoine des agents publics (cf. partie V « *Les libertés de l'agent public* ») ;
- l'interdiction de cumuler un emploi permanent à temps complet avec un ou plusieurs autres emplois permanents à temps complet ;
- l'interdiction de participer aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif. A contrario, un agent public peut participer aux organes de direction d'associations à but non lucratif.

L'association à but non lucratif est celle qui répond aux critères suivants² :

- l'organisme est géré et administré à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes, ou par personnes interposées, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation ;
- l'organisme ne procède à aucune distribution directe ou indirecte de bénéfices, sous quelque forme que ce soit ;
- les membres de l'organisme et leurs ayants droit ne peuvent pas être déclarés attributaires d'une part quelconque de l'actif, sous réserve du droit de reprise des apports.

¹ Étant précisé qu'une activité non rémunérée peut être lucrative (voir par exemple : Conseil d'État, 16 juillet 2014, n° 955201 ou encore Conseil d'État, 15 décembre 2000, n° 148080).

² Critères de l'administration fiscale : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2358-PGP.html/identifiant=BOI-IS-CHAMP-10-50-10-20-20170607>.

Toutefois, la rémunération de certains dirigeants ne remet pas en cause le caractère désintéressé de la gestion si certaines conditions sont remplies.

Pour l'appréciation de l'ensemble de ces conditions, il convient d'examiner :

- la rémunération des dirigeants et salariés de l'organisme ;
- les autres avantages procurés aux dirigeants ;
- les prélèvements effectués sur les ressources ;
- l'attribution de parts d'actif.

À supposer que l'agent soit le gérant d'une société ou d'une association répondant à ces critères, il convient d'apprécier si cette activité nécessite ou non l'octroi d'une autorisation. Si l'agent perçoit une rémunération pour l'exercice de cette activité, il devra demander une autorisation préalable. Si l'agent n'est pas rémunéré, alors il s'agira d'une activité bénévole pour laquelle il n'y a pas lieu de solliciter une autorisation (cf. article 10 du décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique).

III. LES DEROGATIONS AU PRINCIPE D'EXERCICE EXCLUSIF DES FONCTIONS

A. Propos liminaires : situations étrangères au principe d'exercice exclusif des fonctions

L'interdiction posée à l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. nouvel article L. 123-1 du code général de la fonction publique] ne s'applique pas lorsque l'agent exerce, dans le cadre de ses fonctions, un rôle au sein des organes de direction d'une société en qualité de représentant du CNRS.

Dans ce cas de figure, il ne s'agit pas de l'exercice d'une activité privée, mais du prolongement de ses fonctions publiques. En effet l'agent mandataire de son employeur exerce une tâche qui lui a été confiée.

Le principe d'exclusivité n'est pas non plus méconnu par la mise à disposition à temps incomplet. La mise à disposition est une modalité de la position d'activité dans laquelle l'agent est mis à disposition par son employeur auprès d'un autre organisme. Il ne méconnaît donc pas son obligation d'exclusivité en exerçant une activité pour le compte de l'organisme d'accueil. La perception d'une rémunération complémentaire de la part dudit organisme n'est pas soumise à l'octroi d'une autorisation quelconque mais doit en revanche être expressément prévue dans la convention de mise à disposition.

Toutefois, la mise à disposition (même à temps incomplet) au sein d'une entreprise ou d'un organisme de droit privé s'apprécie comme un départ (partiel) vers le secteur privé et doit, dès lors, faire l'objet d'une autorisation rendue après un contrôle déontologique (cf. partie IV « *Les départs vers le secteur privé* »).

En parallèle à ces situations, plusieurs possibilités de cumul d'activités existent pour les agents à temps complet ou à temps incomplet, dérogeant ainsi au principe d'exercice exclusif des fonctions.

B. Les cumuls d'activités des agents à temps complet ou à temps incomplet

L'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. articles L. 123-4 à L.123-8 du code général de la fonction publique] prévoit quatre situations dans lesquelles un agent public occupant un emploi à temps complet ou à temps incomplet peut exercer un cumul d'activités. Le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique précise les conditions dans lesquelles ces dérogations peuvent être mises en œuvre.

Ces dérogations concernent :

- l'exercice, à titre accessoire, d'une activité lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé (1) ;
- le cumul pour création ou reprise d'entreprise ou pour l'exercice d'une activité libérale (2) ;
- la poursuite de l'activité de dirigeant d'une entreprise ou d'une association à but lucratif par un agent public nouvellement recruté en qualité de fonctionnaire ou d'agent contractuel (3) ;
- le cumul d'activités des agents occupant un emploi à temps incomplet (4).

En ce qui concerne les activités accessoires, celles-ci peuvent également, par dérogation aux dispositions susmentionnées, être réalisées sur le fondement de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche. Les conditions d'application de ce régime dérogatoire sont précisées par le décret n° 2021-1424 du 29 octobre 2021 relatif à la déclaration de certaines activités accessoires par les personnels de l'enseignement supérieur et les personnels de la recherche en application de l'article L. 951-5 du code de l'éducation et de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche (cf. 1.2 « *L'exercice d'une activité accessoire soumise à déclaration préalable* »).

1. L'exercice d'une activité accessoire sur autorisation ou déclaration

Les agents du CNRS peuvent réaliser des activités accessoires sur le fondement du droit commun applicable à l'ensemble des agents publics (1.1), mais également en application de dispositions dérogatoires, spécifiquement prévues pour les personnels de la recherche (1.2).

a. L'exercice d'une activité accessoire soumise à autorisation

➤ *Le cadre juridique*

Les dispositions du IV de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-7 du code général de la fonction publique] prévoient que : « *Le fonctionnaire peut être autorisé par l'autorité hiérarchique dont il relève à exercer à titre accessoire une activité, lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé dès lors que cette activité est compatible avec les fonctions qui lui sont confiées et n'affecte par leur exercice* ».

L'exercice d'une telle activité, sur le fondement de ces dispositions, est conditionné à l'octroi d'une autorisation préalable.

• **La qualification de l'activité comme activité accessoire**

Pour être qualifiée d'accessoire, l'activité doit remplir trois conditions :

- il doit s'agir de l'une des activités mentionnées à l'article 11 du décret du 30 janvier 2020 ;
- l'activité accessoire doit être distincte de l'activité principale de l'agent ;
- l'activité doit rester accessoire par rapport à l'activité principale de l'agent, notamment en termes de quotité de temps de travail consacrée à cette activité.

✓ **Première condition : l'activité doit être l'une de celles mentionnées à l'article 11 du décret du 30 janvier 2020**

Pour être susceptible d'être qualifiée d'accessoire, l'activité projetée doit nécessairement être l'une de celles mentionnées à l'article 11 du décret du 30 janvier 2020. Dans le cas contraire, elle ne pourra en aucun cas être réalisée dans le cadre d'un cumul à titre accessoire, et il n'y a donc pas lieu de vérifier si les autres conditions sont réunies.

Sur ce point, il ne suffit pas de s'en remettre à la qualification retenue par l'agent, mais de vérifier si l'activité qu'il se propose d'exercer correspond bien à l'une des activités listées par cet article.

L'article 11 du décret du 30 janvier 2020 dispose que les activités exercées à titre accessoire susceptibles d'être autorisées sont les suivantes :

1° Les expertises et consultations : lesquelles permettent à un agent de réaliser des prestations purement intellectuelles auprès de tiers, par exemple en apportant un conseil destiné à permettre à la personne qui le consulte de prendre une décision, en fournissant une étude, ou encore en permettant à un agent d'être commis expert au terme d'une procédure administrative ou judiciaire. Dans tous les cas, cette activité accessoire ne saurait conduire l'agent à méconnaître l'interdiction qui lui est faite de donner des consultations, de procéder à des expertises et de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette expertise ou cette consultation s'exerce au profit d'une personne publique (cf. 4° du I de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 ou 3° de l'article L. 123-1 du code général de la fonction publique) ;

2° L'enseignement et la formation ;

3° Les activités à caractère sportif ou culturel, y compris l'encadrement et l'animation dans les domaines sportif, culturel, ou de l'éducation populaire ;

4° Les activités agricoles au sens du premier alinéa de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime³ dans des exploitations agricoles constituées ou non sous forme sociale.

5° L'activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale mentionnée à l'article R. 121-1 du code de commerce, et selon le régime institué par cet article⁴ ;

6° L'aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin, permettant à l'agent public de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide ;

7° Les travaux de faible importance réalisés chez des particuliers ;

8° Une activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif. La notion d'activité doit être entendue comme une action limitée dans le temps, qui peut être occasionnelle ou régulière. S'agissant de l'activité assurée auprès d'une personne publique, en particulier, il ne peut s'agir de pourvoir un emploi vacant, y compris lorsqu'il s'agit d'un emploi à temps incomplet ou non complet et ce, quel que soit la quotité de travail de celui-ci ;

9° Une mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un État étranger ;

³ L'article L. 311-1 dispose que : « Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. Les activités de cultures marines et d'exploitation de marais salants sont réputées agricoles, nonobstant le statut social dont relèvent ceux qui les pratiquent. Il en est de même des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle. Il en est de même de la production et, le cas échéant, de la commercialisation, par un ou plusieurs exploitants agricoles, de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation, lorsque cette production est issue pour au moins 50 % de matières provenant d'exploitations agricoles ».

⁴ Conformément à l'article R. 121-1 du code de commerce : « Est considéré comme conjoint collaborateur le conjoint du chef d'une entreprise commerciale, artisanale ou libérale qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans avoir la qualité d'associé au sens de l'article 1832 du code civil. »

10° Uniquement sous le statut de micro-entrepreneur, l'activité de services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du code du travail, c'est-à-dire :

- La garde d'enfants ;
- L'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile ;

11° Uniquement sous le statut de micro-entrepreneur, l'activité de vente de biens fabriqués personnellement par l'agent. A contrario la vente de produits non fabriqués par l'agent, par exemple dans le cadre de ventes à domicile, ne peut être exercée dans le cadre d'un cumul d'activités à titre accessoire.

✓ **Deuxième condition : l'activité accessoire doit être distincte de l'activité principale**

Cela signifie qu'un agent ne saurait exercer au profit d'un tiers, et se faire rémunérer à cette occasion, une activité qui, eu égard aux circonstances, relèverait plutôt de ses fonctions principales.

Ce cas de figure se rencontre lorsque les équipes de recherche d'un laboratoire contractent avec un partenaire, par exemple dans le cadre d'un contrat de collaboration de recherche. Ce partenaire ne saurait rémunérer les agents du laboratoire pour qu'ils exécutent dans le cadre d'un cumul, des tâches qui ne sont pas étrangères au projet de recherche.

En effet, le contrat de collaboration conclu entre l'équipe et le partenaire implique que l'activité des agents mobilisés sur ce projet soit leur activité « principale ». Il en est ainsi même si l'agent se propose d'exercer une activité qui ne ressort pas de ses compétences, ou si la demande émane du partenaire, et non du responsable hiérarchique de l'agent. L'agent qui n'a pas été mobilisé sur le projet de recherche unissant son équipe et la société ne peut pas plus exercer d'activité rémunérée au profit de cette société, dès lors que cette activité ne se distingue pas de l'activité générée par le contrat de recherche.

✓ **Troisième condition : l'activité doit présenter un caractère accessoire par rapport à l'activité principale de l'agent**

Le caractère accessoire de l'activité s'apprécie au regard de plusieurs critères, notamment le temps qui lui sera consacré mais également de la rémunération accordée à ce titre.

Pour permettre à l'administration de vérifier le caractère accessoire de l'activité, l'agent doit fournir les informations suivantes dans sa demande (cf. article 12 du décret du 30 janvier 2020) :

- identité de l'employeur ou nature de l'organisme pour le compte duquel s'exercera l'activité accessoire envisagée ;
- nature, durée, périodicité et conditions de rémunération de l'activité accessoire.

L'agent est invité à accompagner sa demande de toute autre information de nature à éclairer l'autorité hiérarchique sur l'activité accessoire envisagée. Des informations complémentaires peuvent également lui être demandées par l'administration lorsqu'elle s'estime insuffisamment informée pour rendre une décision de façon éclairée.

En outre, le caractère accessoire de l'activité s'apprécie différemment selon que l'agent est à temps plein ou à temps partiel ; il convient dans ce dernier cas d'établir un ratio.

● **Aménagements d'horaires**

L'article 13 du décret du 30 janvier 2020 rappelle que l'activité ne peut s'exercer qu'en dehors des heures de service. Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle, lorsque l'agent souhaite exercer une activité accessoire, à ce qu'il bénéficie d'un aménagement d'horaire.

Cet aménagement se justifie notamment par référence aux missions dévolues aux fonctionnaires du CNRS sur le fondement de l'article L.411-1 du code de la recherche.

- **Les modalités d'exercice de l'activité accessoire**

Pour réaliser son activité accessoire, l'agent peut librement conclure un contrat d'entreprise, un contrat de travail ou exercer en qualité de vacataire auprès d'une personne publique.

L'agent peut également exercer son activité accessoire sous le régime des travailleurs indépendants prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale, en recourant au statut de micro-entrepreneur (y compris en optant pour le régime de l'entreprise individuelle à responsabilité limitée⁵), comme l'y autorise expressément l'article 11 du décret du 30 janvier 2020. L'affiliation à un tel régime est d'ailleurs obligatoire pour les activités de services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du code du travail et de vente de biens produits personnellement par l'agent.

➤ *La procédure applicable*

L'agent doit solliciter l'autorisation de pratiquer ce cumul d'activités en saisissant sa délégation de rattachement, via un formulaire disponible sur la plateforme Ariane.

Il transmet les informations nécessaires au traitement de sa demande et apporte les précisions sollicitées le cas échéant par le(s) service(s) instructeur(s) de la demande, c'est-à-dire le Service des Ressources Humaines et le cas échéant le Service Partenariat et Valorisation.

Cette activité ne doit pas porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service ni placer l'intéressé en situation de méconnaître l'article 432-12 du code pénal (cf. partie VII « *Le contrôle de la prise illégale d'intérêts* »).

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST)⁶, l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par le service des ressources humaines.

La délégation régionale dont relève l'agent rend une décision d'autorisation ou de refus dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande d'autorisation est réputée avoir été rejetée.

L'autorisation peut comporter des réserves ou des recommandations visant à assurer le respect par l'agent de ses obligations déontologiques, ainsi que le fonctionnement normal du service.

En outre, conformément à l'article 14 du décret du 30 janvier 2020, tout changement substantiel intervenant dans les conditions d'exercice ou de rémunération de l'activité exercée à titre accessoire est assimilé à l'exercice d'une nouvelle activité et nécessite par conséquent l'octroi d'une autorisation après dépôt d'une nouvelle demande.

b. L'exercice d'une activité accessoire soumise à déclaration préalable

➤ *Le cadre juridique*

Par dérogation au régime exposé ci-dessus, l'article L. 411-3-1 du code de la recherche prévoit un régime déclaratif pour l'exercice d'activités accessoires réalisées par les personnels de la recherche auprès de

⁵ En effet, l'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL) permet à un entrepreneur de constituer un patrimoine professionnel séparé de son patrimoine personnel, sans créer de société. L'entrepreneur individuel reste soumis au régime des travailleurs indépendants prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale.

⁶ Article L 410 – 1 du code pénal - Décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation - Arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation – circulaire N° 6306/SG du premier ministre du 11 octobre 2021

certaines structures et lorsque ces activités correspondent aux missions définies à l'article L 411-1 du code de la recherche.

Les conditions d'application de cette dérogation sont fixées par le décret n° 2021-1424 du 29 octobre 2021 relatif à la déclaration de certaines activités accessoires par les personnels de l'enseignement supérieur et les personnels de la recherche en application de l'article L. 951-5 du code de l'éducation et de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche.

Les activités accessoires entrant dans ce régime donnent également lieu à un contrôle déontologique par l'administration.

L'article 2 du décret du 29 octobre 2021 susmentionné précise en effet que l'activité accessoire doit être compatible avec les fonctions confiées à l'agent et ne pas affecter leur exercice. Il est également précisé que l'activité accessoire ne peut porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance et à la neutralité du service. Par conséquent, bien qu'une activité accessoire exercée sur le fondement de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche peut correspondre à la mission de développement des connaissances, elle ne peut permettre à un agent de mener, dans ce cadre, une activité de recherche pour le compte de l'organisme concerné. Outre qu'une activité de recherche ne peut être regardée comme étant accessoire, cette situation serait de nature à porter atteinte aux intérêts matériels et moraux du CNRS et donc au fonctionnement normal du service.

Des conditions spécifiques sont posées pour entrer dans le champ de ce régime dérogatoire au droit commun.

• **L'activité accessoire doit nécessairement être réalisée auprès :**

- d'un établissement d'enseignement supérieur, qu'il soit public ou privé ;
- d'un établissement public de recherche à caractère administratif ou à caractère industriel et commercial (EPST et EPIC⁷) ;
- d'un établissement public relevant du décret n° 2021-882 du 1^{er} juillet 2021 fixant la liste des établissements publics dont les statuts prévoient une mission de recherche⁸ ;
- d'une fondation reconnue d'utilité publique ayant pour activité principale la recherche publique au sens de l'article L. 112-1 du code de la recherche⁹ ;
- du Haut Conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) ;
- d'une administration de l'État ou d'une collectivité territoriale ;
- d'une organisation internationale intergouvernementale ;
- d'une institution ou d'un organe de l'Union européenne.

Il résulte de cette liste qu'une activité accessoire réalisée auprès d'une entreprise n'entre pas dans le régime des activités soumises à déclaration ; elle continue ainsi de relever du régime de l'autorisation exposé précédemment.

• **L'activité accessoire doit correspondre aux missions définies à l'article L. 411-1 du code de la recherche, à savoir :**

- le développement des connaissances ;
- leur transfert et leur application dans tous les domaines contribuant au progrès de la société ;
- l'information des citoyens dans le cadre de la politique nationale de science ouverte et la diffusion de la culture scientifique et technique dans toute la population, notamment parmi les jeunes ;
- la participation à la formation initiale et à la formation continue ;
- la construction de l'espace européen de la recherche et la participation aux coopérations européennes et internationales en matière de recherche et d'innovation ;
- l'administration de la recherche ;
- l'expertise scientifique.

⁷ Par exemple le CEA, le CNES, l'ONERA, l'IFREMER.

⁸ Par exemple l'ADEME.

⁹ Par exemple l'Institut Curie ou l'Institut Pasteur.

➤ *La procédure applicable*

L'agent doit présenter une déclaration auprès de sa délégation de rattachement, via un formulaire disponible sur la plateforme *Ariane*. Cette déclaration doit être présentée au moins quinze jours avant le début de l'activité.

L'article 3 du décret du 29 octobre 2021 indique que la déclaration devra préciser la nature, la durée, la périodicité et les conditions de rémunération de cette activité accessoire, mais également de toute autre information de nature à éclairer l'autorité compétente sur l'activité accessoire envisagée.

Ces informations permettent à l'administration de vérifier le caractère accessoire de l'activité projetée

Le caractère accessoire implique que, bien que pouvant porter sur l'ensemble des missions imparties aux personnels de la recherche, l'activité ne peut conduire l'agent à occuper un emploi permanent ou une fonction au sein de l'organisme considéré.

Ainsi, une activité qui correspond à la mission de développement des connaissances ne peut conduire dans le cadre d'un cumul à exercer une activité de recherche inventive. Une telle activité ne pourrait être considérée comme accessoire et compatible avec les fonctions confiées à l'agent et ne pas affecter leur exercice.

D'autres outils, notamment la mise à disposition ou le détachement, permettent en effet à des personnels de la recherche de concourir aux missions de l'article L. 411-1 en exerçant auprès d'une autre entité, dans des conditions préservant les intérêts (notamment en terme de propriété intellectuelle ou de protection du potentiel scientifique ou technique de la nation) de l'employeur principal.

De même, l'exercice des fonctions de vice-président d'une université, bien que recouvrant la mission d'administration de la recherche, ne peut être considéré comme une activité accessoire. Pour ce type de situation, il convient d'avoir recours à la mise à disposition à temps incomplet. En revanche, l'exercice d'une mission de pilotage stratégique de politiques de recherche et d'innovation participe de la même mission et pourrait faire l'objet d'une cumul d'activités accessoires dès lorsqu'elle ne conduit pas l'agent à occuper un emploi permanent ou une fonction au sein de l'organisme considéré.

Il résulte de ce qui précède qu'à l'exception de la première, l'activité accessoire soumise à déclaration doit répondre aux mêmes conditions que l'activité accessoire de droit commun. Elle peut en outre être réalisée selon les mêmes modalités, et le cas échéant en bénéficiant d'aménagements d'horaires.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 29 octobre 2021, la délégation peut s'opposer au cumul pour l'un des motifs suivants :

- si l'intérêt du service le justifie ;
- si l'activité déclarée n'entre pas dans le champ de la dérogation prévue par l'article L. 411-3-1 du code de la recherche ;
- si les informations communiquées dans la déclaration sont incomplètes ou inexactes ;
- si le cumul est incompatible avec les fonctions exercées par l'agent ou l'emploi qu'il occupe au regard des obligations déontologiques applicables aux agents publics ;
- si le cumul est susceptible de placer l'agent en situation de prise illégale d'intérêts.

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par le service des ressources humaines.

Dans de telles hypothèses, la délégation émet une décision d'opposition au cumul d'activités. En revanche, aucune décision n'est édictée par l'administration lorsque l'ensemble des conditions sont réunies.

La délégation peut également faire part à l'agent de recommandations visant à assurer le respect de ses obligations déontologiques et le fonctionnement normal du service.

En outre, comme pour les activités accessoires soumises à autorisation, tout changement substantiel intervenant dans les conditions d'exercice ou de rémunération de l'activité soumise à déclaration est assimilé à l'exercice d'une nouvelle activité et nécessite par conséquent le dépôt d'une nouvelle déclaration (cf. article 5 du décret du 29 octobre 2021).

2. La création ou la reprise d'entreprise en qualité de dirigeant ou l'exercice d'une activité libérale

a. Le cadre juridique

Les dispositions du III de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-8 du code général de la fonction publique] permettent à un agent public qui occupe un emploi à temps complet de demander l'autorisation à son employeur d'accomplir un service à temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise et à exercer, à ce titre, une activité privée lucrative. L'agent peut également être autorisé à exercer, dans le cadre du même régime, une activité libérale.

La création ou la reprise de l'entreprise peut avoir pour objet la valorisation par l'agent de ses propres compétences.

Toutefois l'agent ne peut en principe, dans le cadre de son entreprise, travailler pour le compte du CNRS. En effet, l'agent ne saurait au titre de l'activité privée qu'il exerce, accomplir des tâches qu'il est censé réaliser en tant qu'agent public : il appartient plutôt au CNRS de mobiliser son agent sur les tâches confiées, et non de lui permettre de s'y investir par le biais d'une activité privée.

Deux conditions doivent être réunies pour que le cumul d'activités entre dans le champ de ce régime.

✓ Première condition : l'agent doit créer ou reprendre une entreprise en qualité de dirigeant ou exercer une activité libérale

L'agent ne peut solliciter une autorisation de cumul pour création ou reprise d'entreprise que s'il a vocation à devenir le dirigeant de celle-ci. Le dirigeant est celui à qui les statuts de la société confèrent les pouvoirs les plus étendus pour agir en son nom à l'égard des tiers, sa dénomination dépend de la forme juridique de l'entreprise (directeur général, président, gérant, etc.).

La création d'entreprise nécessite une immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou une affiliation au régime microsocial prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale.

Contrairement au dispositif précédent, il n'existe pas de liste limitative d'activités susceptibles d'être exercées dans le cadre de ce régime. Exemples : commerce, informatique, communication etc...

✓ Deuxième condition : l'agent doit solliciter un temps partiel pour création ou reprise d'entreprise qui ne peut être inférieur à un mi-temps

Le passage à temps partiel est une obligation pour bénéficier d'un cumul pour création ou reprise d'entreprise ou exercice d'une activité libérale, et ce nonobstant le fait que l'activité a vocation à être réalisée en dehors des horaires de travail de l'agent, par exemple pendant les week-ends. Ce temps partiel ne peut en outre être inférieur à un mi-temps.

b. La procédure applicable

Préalablement à l'immatriculation de l'entreprise, ou plus globalement avant tout commencement de l'activité, l'agent doit demander l'autorisation d'exercer un cumul pour création ou reprise d'entreprise ou exercice d'une activité libérale d'une part, et l'autorisation d'exercer ses fonctions à temps partiel pour création ou reprise d'entreprise d'autre part.

Le dossier de demande de cumul est constitué par l'agent en lien avec le SRH, qui le transmet à la Direction des ressources humaines (SCEJ) pour instruction.

Ce dossier doit être composé :

- d'une lettre de l'agent présentant sa demande de cumul ;
- du formulaire de demande de création ou reprise d'entreprise ou d'exercice d'une activité libérale dans le cadre d'un cumul (cf. **Annexe 1**) ;
- du formulaire d'appréciation de cette demande (cf. **Annexe 2**) ;
- des statuts ou projets de statuts de l'entreprise, ou de l'extrait K-bis (sauf micro-entreprise) ;
- de la demande de passage à temps partiel ;
- d'un état des services de l'agent.

La décision est prise par la Direction des ressources humaines dans un délai de deux mois à compter de la communication du dossier complet au SCEJ. La Direction des ressources humaines opère un contrôle déontologique ainsi qu'un contrôle pénal afin d'apprécier la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées par l'agent. En effet, l'activité ne doit pas compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service, conduire l'agent à méconnaître les obligations déontologiques applicables aux agents publics ou le placer en situation de commettre l'infraction de prise illégale d'intérêts réprimée à l'article 432-12 du code pénal (cf. articles 16 et 24 du décret du 30 janvier 2020).

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par la direction des ressources humaines.

L'autorisation, qui peut être assortie de réserves, est délivrée pour la création ou la reprise d'une seule entreprise ; un agent ne peut solliciter simultanément plusieurs autorisations de cumul pour création ou reprise d'entreprise ou exercice d'une activité libérale.

Ce cumul est limité dans le temps ; l'autorisation est délivrée pour une durée maximale de trois ans à compter de la création ou de la reprise de l'entreprise ou du début de l'activité libérale, renouvelable pour une durée d'un an (cette demande de renouvellement est transmise à la Direction des ressources humaines dans les mêmes conditions que la demande initiale).

L'agent qui souhaiterait poursuivre son activité privée au-delà de cette période maximale de quatre ans devra alors cesser ses fonctions publiques (par exemple en demandant à être placé en disponibilité pour convenances personnelles).

En outre, une nouvelle autorisation d'accomplir un service à temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise ne peut être accordée moins de trois ans après la fin d'un service à temps partiel pour le même motif.

3. La poursuite de la direction d'une entreprise ou d'une association à but lucratif

a. Le cadre juridique

Les dispositions du II (1°) de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-4 du code général de la fonction publique] prévoient qu'il est dérogé à l'interdiction d'exercer à titre professionnel une activité privée lucrative : « *Lorsque le dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif, lauréat d'un concours ou recruté en qualité d'agent contractuel de droit public, continue à exercer son activité pendant une durée d'un an, renouvelable une fois, à compter de son recrutement* ».

Cette hypothèse de cumul d'activités n'est pas soumise à l'octroi d'une autorisation de l'employeur public. En revanche, l'agent doit déclarer auprès de lui son activité.

Si l'activité que l'agent exerce est en réalité une activité qui peut être qualifiée d'accessoire (par exemple, une activité de formation exercée sous le statut de micro-entrepreneur), alors cela ne rentre pas dans le champ de l'article précité. L'agent devra dans ce cas solliciter une autorisation de cumul d'activités à titre accessoire, ce qui lui permettra de cumuler son activité au-delà de la période de deux ans maximum prévue par les dispositions susmentionnées.

b. La procédure applicable

L'agent doit présenter sa déclaration de poursuite d'une activité de dirigeant d'entreprise ou d'association à but lucratif (cf. **Annexe 3**) dès sa nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire ou préalablement à la signature de son contrat de travail. Cette déclaration mentionne la forme et l'objet social de l'entreprise ou de l'association, son secteur et sa branche d'activité (cf. article 7 du décret du 30 janvier 2020).

La déclaration de l'agent est transmise par le SRH à la Direction des ressources humaines (SCEJ) pour contrôle déontologique, accompagnée de la fiche de poste de l'intéressé et des statuts de l'entreprise ou extrait K-bis (sauf micro-entreprise) ou des statuts de l'association à but lucratif qu'il dirige.

La Direction des ressources humaines vérifie la compatibilité de l'activité privée avec les fonctions exercées par l'agent, celle-ci doit en effet être compatible avec les obligations de service de l'agent. Elle ne doit en outre ni porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance, à la neutralité du service ou encore aux principes déontologiques opposables aux agents publics, ni placer l'intéressé en situation de méconnaître les dispositions de l'article 432-12 du code pénal relatives à la prise illégale d'intérêts (cf. article 6 du décret du 30 janvier 2020).

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par la direction des ressources humaines.

La Direction des ressources humaines informe le SRH du caractère compatible ou non de l'activité privée et peut, le cas échéant, s'opposer à la poursuite de l'activité ou émettre des réserves ou recommandations à l'égard de l'agent.

La poursuite de l'activité est limitée à une période d'un an renouvelable une fois. A l'issue de cette période de deux ans, l'agent devra soit mettre fin à son activité de dirigeant, soit demander à être placé dans une position administrative permettant la poursuite d'une telle activité (disponibilité pour convenances personnelles).

4. **Le cumul d'activités des agents à temps incomplet**

a. Le cadre juridique

Les dispositions du II (2°) de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-5 du code général de la fonction publique] prévoient également qu'il est dérogé à l'interdiction d'exercer à titre professionnel une activité privée lucrative lorsque l'agent public occupe un emploi permanent à temps non complet ou incomplet pour lequel la durée du travail est inférieure ou égale à 70 % de la durée légale ou réglementaire du travail.

Ainsi, au CNRS, les agents contractuels de droit public occupant un emploi en CDD ou CDI à temps incomplet pour lequel la durée du travail est inférieure ou égale à 70 % de la durée légale ou réglementaire du travail peuvent exercer, à titre professionnel, une ou plusieurs activités privées lucratives secondaires quelles qu'elles soient.

Comme dans le cas précédent, ce cumul n'est pas soumis à l'octroi d'une autorisation de l'employeur public, mais l'agent doit obligatoirement déclarer son activité. En revanche, contrairement à l'hypothèse précédente, ce cumul n'est pas limité dans le temps.

b. La procédure applicable

L'agent doit présenter une déclaration écrite (cf. **Annexe 4**) mentionnant la nature de la ou des activités privées envisagées ainsi que, le cas échéant, la forme et l'objet social de l'entreprise, son secteur et sa branche d'activités (cf. article 9 du décret du 30 janvier 2020).

Cette déclaration est transmise par le SRH à la direction des ressources humaines (SCEJ) pour contrôle déontologique, accompagnée de la fiche de poste de l'intéressé et le cas échéant des statuts ou extrait K-bis de l'entreprise (sauf micro-entreprise) au sein de laquelle l'agent exerce son activité privée.

La direction des ressources humaines vérifie la compatibilité de la ou des activités privées avec les fonctions exercées par l'agent au CNRS. Les activités privées doivent en effet être réalisées en dehors des obligations de service de l'agent et dans des conditions compatibles avec les fonctions qu'il exerce ou l'emploi qu'il occupe.

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par le service des ressources humaines.

Elle informe le SRH du caractère compatible ou non du ou des activités privées et peut, le cas échéant, s'opposer à la poursuite de celles-ci ou émettre des réserves ou recommandations à l'égard de l'agent.

En outre, l'agent qui relève de plusieurs autorités est tenu d'informer par écrit chacune d'entre elles de toute activité qu'il exerce auprès d'une autre administration.

IV LES DEPARTS VERS LE SECTEUR PRIVE

A. Le cadre juridique

Le législateur encadre les conditions dans lesquelles un agent public peut exercer une activité professionnelle dans le secteur privé après cessation temporaire ou définitive de ses fonctions publiques.

En effet, l'article 25 octies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 124-4 du code général de la fonction publique] dispose que « *III. - Le fonctionnaire cessant définitivement ou temporairement ses fonctions saisit à titre préalable l'autorité hiérarchique dont il relève afin d'apprécier la compatibilité de toute activité lucrative, salariée ou non, dans une entreprise privée ou un organisme de droit privé ou de toute activité libérale avec les fonctions exercées au cours des trois années précédant le début de cette activité* ».

Il y a départ vers le secteur privé lorsque les conditions décrites ci-dessous sont réunies.

✓ **Première condition : l'existence d'une cessation temporaire ou définitive de fonctions**

Le contrôle déontologique s'exerce dès lors qu'il y a cessation temporaire (mise à disposition, détachement, disponibilité..) ou définitive (radiation des cadres, fin de contrat de travail, démission) de fonctions.

Bien que partielle, la mise à disposition à temps incomplet est également regardée comme une cessation de fonctions au sens des dispositions susmentionnées.

En l'absence d'une telle situation, il y a lieu d'examiner si le projet de l'agent peut être réalisé dans le cadre d'un cumul d'activités.

✓ Deuxième condition : l'exercice d'une activité privée lucrative ou d'une activité libérale

Le contrôle déontologique ne s'impose que si l'agent souhaite réaliser une activité dans le secteur privé, c'est-à-dire soit auprès d'une entreprise privée, soit d'un organisme de droit privé (par exemple une association de type loi 1901 ou encore une fondation), soit encore si l'agent souhaite exercer une activité libérale.

Il n'y a en revanche aucun contrôle déontologique s'agissant de départs vers des entités publiques, telle qu'une collectivité territoriale ou encore un établissement public à caractère administratif (par exemple une université publique, y compris étrangère, ou encore un établissement public de coopération intercommunale). En revanche, la loi assimile à une entreprise privée : « *tout organisme ou toute entreprise exerçant son activité dans un secteur concurrentiel conformément aux règles de droit privé* ». Par conséquent, sont assimilés à des entreprises privées les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) dont certaines activités se déploient dans le secteur concurrentiel. Dans ce cas de figure, le contrôle déontologique s'impose uniquement si l'agent souhaite rejoindre un service de l'EPIC intervenant effectivement dans le secteur concurrentiel. A défaut, le départ de l'agent vers l'EPIC n'est pas soumis à un contrôle déontologique. Exemple : le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est un EPIC, certaines de ses activités relèvent du secteur concurrentiel. L'agent qui souhaiterait rejoindre un service du CEA intervenant dans le secteur concurrentiel sera alors soumis à un contrôle déontologique. Si en revanche l'intéressé souhaite rejoindre un service intervenant hors de ce secteur, par exemple la direction générale de l'établissement, son départ ne sera pas soumis à un contrôle déontologique car il ne sera pas considéré comme un départ vers le secteur privé.

✓ Troisième condition : l'activité doit débiter au cours des trois années suivant la cessation de fonctions

Le contrôle déontologique a pour objet de déterminer si l'activité privée projetée est compatible avec les fonctions exercées par l'agent au cours des trois années précédant le début de cette activité. Au-delà de ce délai de trois ans, l'exercice d'une activité privée n'est soumis à aucun contrôle déontologique et s'effectue donc librement.

Exemple : un agent en disponibilité depuis plus de trois ans qui souhaiterait rejoindre une entreprise privée n'a pas à solliciter d'autorisation de la part du CNRS.

B. La procédure applicable

Le dossier de départ vers le secteur privé est constitué par l'agent en lien avec le SRH, qui le transmet au Service Conseil et Expertise Juridique (SCEJ) de la Direction des ressources humaines (DRH) pour instruction.

Ce dossier doit être composé :

- d'une lettre de l'agent présentant sa demande de cessation de fonctions (MAD, détachement, disponibilité, démission...), sauf hypothèse de cessation de fonctions à l'initiative de l'administration (fin de contrat, radiation des cadres...) ;
- du formulaire de demande d'exercice d'une activité privée dans le cadre d'un départ temporaire ou définitif de la fonction publique (cf. **Annexe 5**) ;
- du formulaire d'appréciation de cette demande (cf. **Annexe 6**) ;
- si possible d'une copie du contrat de travail ou de la promesse d'embauche ;
- des statuts, du K-bis, ou des projets de statuts de l'entreprise (sauf micro-entreprise) ou de l'organisme de droit privé ;
- d'un état des services de l'agent.

La décision d'autorisation ou de refus est prise par la DRH dans un délai de deux mois à compter de la communication du dossier complet au SCEJ. La Direction des ressources humaines opère un contrôle déontologique ainsi que – en cas de départ vers une entreprise – un contrôle pénal, afin d'apprécier la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées par l'agent au cours des trois années précédant le début de cette activité.

Par ailleurs, lorsque l'activité accessoire est susceptible de compromettre la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), l'avis du fonctionnaire sécurité défense doit être sollicité par le service des ressources humaines.

L'autorisation peut comporter des réserves visant à assurer le respect des obligations déontologiques qui s'imposent aux agents publics, ou encore à préserver le fonctionnement normal du service.

Tout changement d'activité pendant un délai de trois ans à compter de la cessation de fonctions est porté par l'agent concerné à la connaissance de son administration, et ce avant le début de cette nouvelle activité (cf. article 18 du décret du 30 janvier 2020).

V. LES LIBERTÉS DE L'AGENT PUBLIC

A. La libre gestion du patrimoine personnel ou familial

Les agents publics sont libres de détenir des parts sociales de sociétés et percevoir les bénéfices qui s'y attachent¹⁰. Ils gèrent librement leur patrimoine personnel ou familial, par exemple en louant un bien qu'ils possèdent.

Ainsi, la création d'entreprises destinées à la gestion du patrimoine personnel ou familial des agents ne nécessite aucune autorisation du CNRS, que les agents y participent en qualité d'associés, de co-gérant ou même de gérant d'une SCI familiale.

Ce principe de libre gestion du patrimoine personnel ou familial ne s'applique en revanche pas lorsque le capital de l'entreprise est partagé avec un tiers ou lorsque l'activité envisagée nécessite la mise en œuvre de moyens matériels et intellectuels lui conférant un caractère professionnel. Aussi l'agent devra solliciter une autorisation de cumul pour création ou reprise d'entreprise lorsque l'entreprise de gestion de ses biens est le support d'une véritable activité professionnelle et ne correspond donc pas à la simple gestion du patrimoine personnel ou familial.

Le caractère professionnel s'apprécie en tenant compte de différents indices tels que la forme juridique de l'entreprise, la nature et l'ampleur de l'activité, les moyens matériels et intellectuels mis en œuvre ou encore, le cas échéant, la répartition du capital avec des tiers.

En outre, la prise de participation au capital social d'une société ne doit pas conduire l'agent à méconnaître les dispositions de l'article 25 septies (4° du I.) de la loi du 13 juillet 1983 [cf. 4° de l'article L. 123-1 du code général de la fonction publique] qui interdisent à un agent public : *« De prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance »*.

Cette interdiction limite le principe de libre gestion du patrimoine des agents publics, qui ne peuvent pas détenir librement des parts dans une société lorsque cela risque de les placer dans une situation de conflit d'intérêts.

En outre, les dispositions des articles 432-12 et 432-13 du code pénal sanctionnent la prise illégale d'intérêts durant l'exercice des fonctions publiques mais également après cessation des fonctions publiques (cf. partie VII « *Le contrôle de la prise illégale d'intérêts* »).

Dans un tel cas de figure, l'agent risque de méconnaître son obligation de probité et de désintéressement dans la mesure où il pourrait, dans l'exercice de ses fonctions, favoriser la société au sein de laquelle il détient des intérêts, et ce au détriment de son administration.

¹⁰ Si ce principe de libre gestion du patrimoine personnel et familial ne figure plus expressément dans la loi du 13 juillet 1983 (et n'est pas non plus repris par le code général de la fonction publique), il n'a toutefois pas été remis en cause par le législateur.

C'est pourquoi, si l'agent n'a pas en principe à solliciter une autorisation de son administration pour détenir des parts dans une société en lien avec son administration, il s'expose tout de même à un risque déontologique, voire pénal.

A *minima*, l'agent est donc invité à déclarer les participations qu'il détient lorsque la société est en lien avec son service ou son laboratoire. En l'absence de lien entre le CNRS et la société dans laquelle l'agent détient une participation, il n'existe en principe pas de risque de conflit d'intérêts.

B. La libre production des œuvres de l'esprit

Conformément aux dispositions du V de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-2 du code général de la fonction publique], l'agent public peut librement produire des œuvres de l'esprit, au sens des dispositions des articles L.112-1, L.112-2 et L.112-3 du code de la propriété intellectuelle. Il peut faire commerce de ses œuvres et librement gérer les droits qui y sont attachés. Le fonctionnaire peut donc, par exemple, sans aucune autorisation ni déclaration, produire des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques et percevoir, comme auteur, les droits attachés à ces œuvres.

Cette exception au principe d'exercice exclusif des fonctions s'applique uniquement lorsque la production des œuvres est autonome, même si elle peut éventuellement intervenir dans le cadre d'une relation de subordination avec un autre employeur (voir en ce sens CE, 8 novembre 2000, *M. X.*, n° 200835, revenant sur une précédente jurisprudence CE, 28 septembre 1988, *Ministre de l'éducation nationale c/ M.*, n° 66781).

Exemple : agent exerçant, à titre professionnel, l'activité de photographe : si les œuvres photographiques figurent parmi la liste des œuvres de l'esprit mentionnées à l'article L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle, toute photographie n'a pas le caractère d'une œuvre de l'esprit au sens de ces dispositions. Dès lors, toute activité de photographe ne peut être exercée librement par un agent public. En effet, il résulte de la jurisprudence que pour recevoir une telle qualification, l'œuvre photographique doit être originale et empreinte de la personnalité de son auteur (TGI Paris, 14 mai 1987, *Jonvelle*). Le statut pris par l'agent pour exercer son activité (auteur-photographe, artisan) peut éclairer sur la question de savoir si l'activité relève de la production d'œuvres de l'esprit ou s'il s'agit d'une activité commerciale de prestation de services (par exemple dans le cadre d'événements festifs).

La gestion patrimoniale des droits d'auteur ne peut toutefois conduire l'agent à devenir gérant d'une société au sens du 1° du I de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-1 du code général de la fonction publique].

C. Le bénévolat

L'agent public peut librement exercer une activité bénévole au profit de personnes publiques ou **privées sans but lucratif**, dans le respect des obligations déontologiques qui s'imposent à lui (cf. article 10 du décret du 30 janvier 2020). **Une activité non rémunérée réalisée auprès d'une entreprise ne relève dès lors jamais du bénévolat au sens de la réglementation sur les cumuls d'activités des agents publics.**

En outre, l'activité bénévole doit être réalisée en dehors des heures de service de l'agent, éventuellement à l'occasion de congés annuels.

VI. LE CONTRÔLE DÉONTOLOGIQUE

Lorsque l'agent se propose d'exercer une activité privée (que ce soit dans le cadre d'un cumul ou après cessation de ses fonctions), l'administration doit apprécier si cette activité est de nature à porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service (A), ou conduire l'agent à méconnaître les obligations déontologiques auxquelles il est astreint (B).

Ce contrôle déontologique ne doit pas être confondu avec le contrôle que le chef de service exerce, au titre de son pouvoir hiérarchique, au regard de l'intérêt du service. Par exemple, dans le cadre d'un départ vers le secteur privé durant une période de disponibilité pour convenances personnelles, le chef de service peut s'opposer à la demande de disponibilité si les nécessités du service exigent le maintien de l'agent sur son poste, mais de telles considérations ne relèvent pas du contrôle déontologique.

A. Le contrôle de l'atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance et à la neutralité du service

Au titre de son contrôle déontologique dans les hypothèses exposées précédemment, le CNRS doit apprécier si le projet de cumul d'activités ou de départ vers le secteur privé de l'agent risque de compromettre ou de mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service.

L'administration doit en particulier être vigilante lorsque l'activité que l'agent se propose d'exercer est voisine ou analogue à celle qu'il exerce au sein de son administration, lorsque l'activité a vocation à s'effectuer auprès d'elle par le biais d'une entreprise, ou encore lorsque l'agent se propose d'exercer une activité auprès de l'un des partenaires de son laboratoire ou de son service.

Il est ainsi possible de cerner diverses hypothèses où l'exercice d'une activité serait de nature à porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance et à la neutralité du service.

Les hypothèses sont les suivantes :

- en cas d'exercice d'une activité qui conduirait l'agent à contracter avec sa propre administration pour exercer des missions, qu'en tant qu'agent public, il est déjà censé accomplir à son profit. Par exemple l'agent chargé d'assurer des formations qui proposerait à son propre service de réaliser – sur son temps libre – les mêmes formations ;
- en cas d'exercice d'une activité le mettant en concurrence avec son service, ou le conduisant à contracter avec des partenaires de son administration au détriment de celle-ci. Cela peut être le cas d'un chercheur qui crée son entreprise, et qui détourne les partenaires de son laboratoire à son profit. Une convention entre cette société et le CNRS peut toutefois permettre de préserver les intérêts matériels et moraux de l'établissement ;
- en cas d'exercice d'une activité pour laquelle l'agent se prévaut abusivement de sa qualité de fonctionnaire, pour contracter avec les partenaires industriels de son administration, ou des tiers. Par exemple l'agent qui, sur le site internet de son entreprise, ferait état de sa qualité d'agent du CNRS, utilisant ainsi la notoriété de l'établissement au profit de son activité privée ;
- en cas d'exercice d'une activité le conduisant à entrer en contact avec son propre service, ou son administration, au profit de ses clients ;
- en cas d'exercice d'une activité le conduisant à collaborer avec une personne morale en litige avec le CNRS ;
- en cas d'exercice d'une activité où son (ancienne) administration est son client ou partenaire principal, sinon exclusif, en l'absence de procédure de publicité et de mise en concurrence, et en l'absence de motif d'intérêt général. Par exemple l'agent qui, durant une période où il a cessé ses fonctions publiques, prolongerait dans les faits son activité au sein de son unité par le biais d'une entreprise.

Dans toutes ces situations, le bon fonctionnement, l'indépendance et la neutralité du service peuvent être mis en cause dès lorsqu'elles peuvent donner à penser que l'agent a pu profiter de ses fonctions publiques pour développer son activité privée, et ce éventuellement au détriment de son administration. L'image de l'administration, vis-à-vis du public et de ses propres agents, peut également souffrir de l'interférence de l'activité de l'agent avec son service. Enfin, le service public de la recherche lui-même et les intérêts financiers et moraux du CNRS peuvent pâtir de l'activité privée de l'agent.

Lorsqu'un risque d'atteinte est identifié mais que celui-ci peut être neutralisé, l'administration peut assortir l'autorisation délivrée à l'agent de réserves.

Les réserves peuvent par exemple prescrire un comportement ou porter sur les modalités d'exercice de l'activité. C'est ainsi qu'il peut être fait mention de l'interdiction d'entretenir un quelconque lien avec le service ou ses partenaires (par exemple les partenaires industriels du laboratoire de l'intéressé), au titre de l'activité privée.

A supposer qu'aucune réserve ne puisse être regardée comme suffisante pour écarter le risque d'atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service, il convient alors de rejeter la demande de l'agent.

1. Appréciation de certaines situations particulières

Dans toutes les situations qui vont suivre, malgré l'exercice d'une activité auprès de sa propre administration ou d'un partenaire de son administration, l'agent ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à la neutralité ou à l'indépendance de son service. Néanmoins, même dans les cas de figure qui vont suivre, il y a lieu pour le CNRS d'apprécier si l'agent se trouve dans une situation de conflit d'intérêts (voir partie B infra).

a. La collaboration de l'agent avec un partenaire de son laboratoire : le cas de la consultation

L'activité de l'agent auprès d'un partenaire de son laboratoire n'est pas, en soi, de nature à porter atteinte au fonctionnement normal du service, à son indépendance ou sa neutralité : il importe toutefois d'apprécier quel est l'objet du contrat liant le laboratoire et son partenaire et si l'activité accessoire que l'agent entend exercer s'en détache.

En effet, dès lors que le laboratoire est dans une relation contractuelle avec un partenaire, le contrat régit l'ensemble des rapports ayant trait à l'exécution de son objet.

Dans ces conditions, un agent ne saurait, pour l'exécution de ce contrat, apporter ses services, par le biais de l'exercice d'une activité accessoire par exemple, au partenaire de son laboratoire. D'une part, il ne saurait s'agir d'une activité accessoire dès lors que, par l'effet du contrat, toute activité se rapportant à l'exécution du projet entre dans le champ de l'activité principale de l'agent. D'autre part, une telle activité n'est pas neutre pour le service : le régime du contrat est évincé et l'agent percevrait indûment une rémunération pour une activité qu'il est censé exercer au titre de ses fonctions publiques.

Dans ces conditions, c'est seulement si l'objet de son activité accessoire est étranger à l'objet de la collaboration entre son laboratoire et le partenaire, que cette activité ne portera pas atteinte au bon fonctionnement du service.

b. L'exercice d'une activité accessoire cumulée avec un concours scientifique auprès de la même entreprise

L'agent qui apporte son concours scientifique à une entreprise est libre d'exercer en plus une activité accessoire auprès de cette même entreprise, à la condition que cette activité accessoire se distingue nettement de son concours scientifique, et qu'il soit régulièrement autorisé à exercer cette activité. De manière générale, il s'agit d'une activité de consultation, d'expertise ou d'enseignement qui se distingue de son concours scientifique.

B. Le contrôle du respect des obligations déontologiques

L'administration doit également vérifier que le projet de cumul d'activités ou de départ vers le secteur privé de l'agent ne risque pas de le conduire à méconnaître l'un des principes déontologiques mentionnés au chapitre IV de la loi du 13 juillet 1983 intitulé « *Des obligations et de la déontologie* » [cf. chapitre Ier du titre II du code général de la fonction publique].

Parmi ces obligations déontologiques figurent notamment la dignité, l'impartialité, l'intégrité, la probité ou encore l'obligation de discrétion professionnelle.

Ainsi par exemple, l'activité sera considérée comme portant atteinte à la dignité des fonctions si l'agent se propose d'exercer une activité réglementée sans en remplir les conditions légales (de diplômes par exemple), lorsque l'activité est susceptible de porter atteinte à la tranquillité publique ou aux bonnes mœurs ou à l'image de son administration (par exemple en cas d'exercice d'une activité portant sur des méthodes non conventionnelles à visée thérapeutique susceptibles de mettre en œuvre des pratiques sectaires¹¹).

En application de l'article 25 bis de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 121-4 du code général de la fonction publique], l'agent public doit en outre veiller à faire cesser immédiatement ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver.

Cet article instaure les conditions d'une plus grande transparence en matière de conflit d'intérêts. Il prévoit une prévention accrue des risques liés à ce type de situation et encourage les agents à une plus grande vigilance sur les facteurs d'apparition de ces conflits dans l'exercice de leurs fonctions.

1. La définition du conflit d'intérêts

Le conflit d'intérêts est défini par l'alinéa 2 de l'article 25 bis de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 121-5 du code général de la fonction publique] comme : « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions* ».

Il y a lieu de revenir sur les différentes notions mobilisées par cet article.

a. La notion d'intérêt privé

L'intérêt peut être purement pécuniaire (la participation au capital d'une société par exemple), il peut être matériel (l'exercice d'une activité auprès de la société), ou encore moral (une activité bénévole ou honorifique). L'intérêt doit être dans le patrimoine de l'agent lors de l'exercice des fonctions, mais l'intérêt futur peut également être de nature à vicier l'acte ou les fonctions de l'agent, dès lors que cet intérêt – bien que futur – est certain.

L'intérêt passé peut également être de nature à conduire l'agent à méconnaître ses obligations déontologiques si, en raison de cet intérêt précédemment détenu, il a entendu favoriser l'entreprise dans laquelle il détenait cet intérêt.

L'intérêt peut être direct ou indirect (par exemple l'activité professionnelle du conjoint). Cela signifie que l'intérêt privé est constitué si l'agent entend satisfaire son propre intérêt ou celui d'un tiers (recrutement d'un proche par exemple). Il peut trouver son origine dans le cadre professionnel ou dans le cadre privé et personnel.

L'intérêt doit revêtir un degré certain d'intensité : l'intérêt dérisoire ou modeste ne suffit pas pour caractériser un conflit d'intérêts.

¹¹ Il convient, pour identifier de telles activités, de s'en remettre aux rapports de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

b. La notion d'intérêt public

La notion d'intérêt public couvre la mission de service public dont l'agent est investi, au regard de ses fonctions et de ses responsabilités.

Pour déterminer si l'exercice indépendant, impartial et objectif de ses fonctions est susceptible d'être influencé par l'interférence d'un autre intérêt public (par exemple un mandat électif) ou d'un intérêt privé, il convient d'apprécier la place de l'agent dans la hiérarchie, ses fonctions scientifiques dans l'exécution du projet de recherche, sa responsabilité budgétaire, juridique et scientifique vis-à-vis du CNRS.

2. La confrontation des intérêts

Pour apprécier si un agent est dans une situation de conflit d'intérêts, il convient de confronter l'intérêt public dont il a la charge avec un autre intérêt public distinct de ses fonctions ou avec un intérêt privé.

Si la confrontation des intérêts fait naître un doute raisonnable sur l'objectivité, l'impartialité ou l'indépendance de l'agent, le conflit d'intérêts est caractérisé. L'agent doit alors se mettre en retrait et alerter sa hiérarchie, conformément à la procédure prévue par l'article 25 bis de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 122-1 du code général de la fonction publique].

A l'inverse, si la confrontation des intérêts ne fait naître aucun doute sur le respect par l'agent de ses obligations déontologiques, alors le conflit d'intérêts n'est pas caractérisé.

Par exemple, un agent désigné responsable scientifique pour le compte du CNRS d'un contrat de collaboration avec une société privée ne peut pas exercer d'activité accessoire auprès de celle-ci lorsque l'exercice de cette mission est susceptible d'être affecté du fait de l'activité réalisée à titre privée pour le compte de l'entreprise. Cela sera le cas si les clauses du contrat de collaboration placent l'agent en position d'avantager la société privée dans le cadre de l'exercice de son activité publique.

En cas de conflit d'intérêts, ou de risque de conflit d'intérêts, le CNRS doit veiller à ses intérêts et, dans l'intérêt du service, prendre toute mesure utile afin que le fonctionnement normal du service ne soit pas mis en cause.

Ces mesures peuvent être prises sans préjudice d'une procédure disciplinaire, si le conflit d'intérêts est caractérisé.

3. Les mesures de prévention d'une situation de conflit d'intérêts

L'objectif est de replacer l'agent au cœur de la prévention des situations de conflit d'intérêts en le responsabilisant. Il doit évaluer lui-même les risques auxquels il peut être exposé dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce but, la loi a instauré des obligations pour renforcer le rôle de l'agent dans la protection des principes déontologiques inhérents à l'exercice d'une activité publique.

a. Le rôle de l'agent

Il est prévu au II° de l'article 25 bis de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article 122-1 du code général de la fonction publique] quatre cas dans lesquels l'agent qui estime se trouver dans une situation de conflit d'intérêts, ou risquant de se trouver dans une telle situation, doit se soumettre à différentes obligations :

➤ *Lorsque l'agent est placé dans une position hiérarchique :*

L'agent doit saisir son supérieur hiérarchique qui peut, suite à cette saisine ou de sa propre initiative, confier à un autre agent le traitement du dossier en cause ou l'élaboration de la décision.

➤ *Lorsque l'agent a reçu une délégation de signature :*

Il doit adopter un comportement responsable en s'abstenant d'user de celle-ci.

➤ *Lorsque l'agent appartient à une instance collégiale :*

Il ne doit pas siéger au sein de celle-ci ou le cas échéant ne pas délibérer.

➤ *Lorsqu'il exerce des compétences qui lui ont été « dévolues en propre » :*

Il doit alors être suppléé par un délégataire et ne doit pas donner d'instruction à celui-ci.

Grâce à ces dispositions, l'agent joue un rôle actif dans la prévention des conflits d'intérêts.

b. Le référent déontologue

L'article 28 bis de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 124-2 du code général de la fonction publique] prévoit le droit pour tout agent public de consulter un référent déontologue, lequel est chargé d'apporter aux fonctionnaires tout conseil utile au respect des obligations et principes déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts. Cette mission de conseil vise également à faire cesser des faits portés à sa connaissance, susceptibles d'être qualifiés de conflits d'intérêts.

Les missions du référent déontologue sont exercées dans le respect des obligations de secret et de discrétion professionnels prévues à l'article 26 de la loi du 13 juillet 1983 [cf. articles L. 121-6 et L. 121-7 du code général de la fonction publique].

VII. LE CONTRÔLE DE LA PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

Le code pénal comprend un chapitre intitulé « Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique ». Au sein de ce chapitre, la section intitulée « Des manquements au devoir de probité » réprime la prise illégale d'intérêts, que celle-ci soit réalisée par un agent en activité (article 432-12) ou encore par un agent qui a cessé temporairement ou définitivement ses fonctions publiques (article 432-13).

Le délit de prise illégale d'intérêts vise à préserver la probité dans la gestion des affaires publiques et le lien de confiance entre les administrés et l'administration. Pour cela, le législateur interdit aux agents publics de se placer dans certaines situations considérées comme étant de nature à jeter le doute sur la bonne gestion des deniers publics et ainsi altérer ce lien de confiance. La méconnaissance par l'agent de ces interdictions est constitutive du délit de prise illégale d'intérêts, **et ce indépendamment de la recherche d'un gain ou d'un avantage personnel** (cf. Crim. 14 juin 2000, n° 99-84.54). L'agent de bonne foi s'expose donc de la même façon que celui qui agit dans le but de se procurer un avantage personnel. En outre, la Cour de cassation a jugé qu'il n'y avait pas lieu de déterminer si l'intérêt de l'auteur de l'infraction était en contradiction avec l'intérêt de l'administration (cf. Crim. 19 mars 2008, 07-84.288).

Il s'agit d'être extrêmement vigilant sur ces situations et d'informer les agents des risques pénaux qu'ils encourent à titre personnel.

A. La prise illégale d'intérêts par un agent en activité

La prise illégale d'intérêts peut tout d'abord intervenir alors que l'agent est en activité. L'article 432-12 du code pénal dispose : « *Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou en partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende* ».

Il convient de revenir plus précisément sur les différentes notions évoquées par cet article, au travers d'exemples issus de la jurisprudence de la Cour de cassation.

- **Notion d'intérêt**

Le délit est d'abord constitué par le fait de prendre, recevoir ou conserver un intérêt dans une entreprise. La prise illégale d'intérêts ne peut donc être constituée qu'en raison de liens d'intérêts détenus par l'agent public dans une entreprise.

La loi évoque un intérêt « quelconque », ce qui recouvre une grande diversité d'intérêts. Celui-ci peut être matériel, moral, affectif... La chambre criminelle de la Cour de cassation a par exemple considéré qu'une « *relation amicale et professionnelle de longue date* » était constitutive d'un intérêt au sens des dispositions relatives à la prise illégale d'intérêts (cf. Crim. 5 avril 2018, 17-81.912).

L'article 432-12 prévoit en outre que la prise d'intérêts peut être directe ou indirecte, c'est-à-dire par personnes interposées. S'est par exemple rendu coupable d'une telle infraction le maire qui a participé, au sein de commissions d'appel d'offres, à l'attribution de marchés publics à une entreprise gérée par son fils (cf. Crim. 3 mai 2001, n° 00-82.880).

La prise d'intérêts doit être concomitante avec le fait d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement de l'entreprise concernée.

- **Notions de surveillance, d'administration, de liquidation et de paiement**

Conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, la « surveillance » ou « l'administration » peut ne recouvrir qu'un pouvoir de préparation ou de proposition de décisions prises par d'autres (cf. Crim. 14 juin 2000, n° 99-84.054 ou encore Crim. 19 novembre 2003 ; n° 02-87.336).

Par conséquent, la circonstance que l'agent ne dispose pas d'un pouvoir décisionnaire ne suffit pas à écarter le risque de prise illégale d'intérêts. En effet, même sans disposer d'un tel pouvoir, l'intéressé peut avoir été chargé, à travers la préparation ou la proposition de décisions, d'influencer la décision prise *in fine* par l'autorité compétente.

Les notions de « liquidation » et de « paiement » renvoient à la répartition des rôles entre l'ordonnateur et le comptable prévue par les règles de comptabilité publique. Ainsi la liquidation est réalisée par l'ordonnateur ou sous sa responsabilité et consiste à vérifier la réalité de la dette et à en déterminer le montant, alors que le paiement est effectué par le comptable public.

Ces pouvoirs peuvent être exercés par les agents dans le cadre de délégations de signature.

B. La prise illégale d'intérêts par un agent ayant cessé temporairement ou définitivement ses fonctions publiques

La prise illégale d'intérêts peut également être constitué après que l'agent ait cessé ses fonctions publiques. L'article 432-13 du code pénal dispose : « Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 Euros d'amende le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que fonctionnaire ou agent d'une administration publique, dans le cadre des fonctions qu'elle a effectivement exercées, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée ou de formuler un avis sur de tels contrats, soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par une entreprise privée ou de formuler un avis sur de telles décisions, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de trois ans suivant la cessation de ces fonctions ».

Cette interdiction s'étend également à toute participation par travail, conseil ou capitaux à une entreprise qui possède « au moins 30 % de capital commun » avec l'entreprise que l'agent souhaite rejoindre (autrement dit une société mère ou fille) ou encore une société qui a conclu un contrat comportant une exclusivité de droit ou de fait avec l'entreprise que l'agent souhaite rejoindre.

Le contenu et la portée des différentes notions évoquées dans cet article peuvent être illustrées par des avis rendus par la Commission de déontologie de la fonction publique, laquelle était chargée jusqu'en janvier 2020 de rendre un avis sur les projets de départs vers le secteur privé des agents publics et de cumul pour création ou reprise d'entreprise.

Pour éviter tout risque de nature pénale, il est conseillé aux agents de s'abstenir de participer à des dossiers intéressant une société qu'ils envisagent de rejoindre dans un délai de trois ans.

- **Notions de surveillance et de contrôle**

Comme pour la « surveillance » et « l'administration » au sens de l'article 432-12 précité, les notions de « surveillance » et de « contrôle » mentionnées à l'article 432-13 du code pénal se recoupent.

Ainsi, un agent désigné membre du conseil d'administration d'une entreprise dans l'exercice de ses fonctions publiques ne peut rejoindre celle-ci dans un délai de trois ans à compter de la cessation de ses fonctions. Cette interdiction ne s'applique pas aux départs vers les entités qui ne sont pas assimilées à des entreprises au sens de l'article 432-13 du code pénal, à l'instar des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT), dès lors que ces entreprises, détenues par des personnes publiques, concourent à la mission de service public de valorisation de la recherche publique. Dès lors, les départs vers les SATT sont seulement soumis à un contrôle déontologique et non au contrôle pénal de la prise illégale d'intérêts.

- **Notions de conclusion de contrats de toute nature ou de formulation d'avis sur de tels contrats**

Ces notions renvoient à des situations dans lesquelles l'agent est soit directement signataire du contrat, soit qu'il est intervenu en amont de la conclusion du contrat avec l'entreprise concernée.

A ainsi été refusé par l'ancienne Commission de déontologie de la fonction publique le départ vers une société d'un chargé de recherche occupant les fonctions de directeur d'unité, dès lors que l'intéressé, qui avait été désigné comme porteur scientifique d'un marché public portant sur l'acquisition de matériel, avait été membre du groupe de travail chargé de définir puis d'analyser les critères de classement des offres, notamment les critères financiers, et qu'il avait ensuite participé à l'analyse des offres, dont celle de l'entreprise qu'il souhaitait rejoindre, ainsi qu'à la rédaction du rapport de synthèse pour la commission d'appel d'offres (avis n° 16E2936 du 8 décembre 2016).

Cette Commission s'était également opposée au projet d'un agent souhaitant rejoindre une entreprise travaillant dans le secteur du bâtiment, dès lors que l'intéressé avait, au cours des trois années précédentes, d'une part, sollicité des devis auprès de plusieurs sociétés de travaux dont celle qu'il souhaitait rejoindre et préparé des formulaires d'accompagnement des offres qui préconisaient de retenir l'offre de cette société,

d'autre part, qu'il avait signé pour l'administration des attestations de service fait relatives à des travaux réalisés par la société (avis n° 17E2385 du 27 juillet 2017).

A l'inverse, la Commission avait estimé que la circonstance d'un ingénieur de l'Institut national de l'information géographique et forestière ait apporté sa compétence technique dans le cadre d'un marché auquel la société qu'il souhaitait rejoindre a candidaté ne caractérise pas un obstacle pénal à ce qu'il rejoigne cette entreprise, dès lors qu'il n'est intervenu dans la préparation de contrats conclus entre ladite société et son administration qu'en qualité d'expert technique et en raison de son savoir-faire (avis n° 17E1679 du 20 juin 2017).

- **Notions de propositions directes à l'autorité compétente de décisions relatives à des opérations réalisées par l'entreprise ou de formulation d'avis sur de telles décisions**

Ces notions impliquent l'existence d'un droit de regard de l'agent sur l'activité réalisée par l'entreprise, par exemple dans le cadre de contrats conclus avec le CNRS (y compris par le biais d'un mandataire).

La Commission de déontologie de la fonction publique a par exemple refusé le départ vers le secteur privé d'un agent d'une collectivité territoriale en charge des espaces verts, dès lors qu'il avait été chargé de coordonner la réalisation de travaux réalisés par des sociétés prestataires – dont la société qu'il souhaitait rejoindre – dans le cadre de marchés de travaux publics. La Commission avait considéré que l'agent avait de ce fait été chargé, dans l'exercice de ses fonctions, d'assurer la surveillance et le contrôle des prestations fournies par la société qu'il souhaitait rejoindre. Elle avait également estimé que l'intéressé, qui avait eu à s'assurer de la conformité des travaux exécutés, devait être regardé comme ayant été chargé de formuler un avis sur un marché et proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par la société ou de formuler un avis sur ces décisions au sens des dispositions de l'article 432-13 du code pénal (avis n° 18T0595 du 12 avril 2018).

VIII. LA SANCTION DE LA VIOLATION DES OBLIGATIONS DÉONTOLOGIQUES

Concernant la méconnaissance de l'obligation d'exclusivité des fonctions publiques et de la réglementation relative aux cumuls d'activités, il convient de distinguer trois situations.

La première est celle où l'agent exerce une activité sans autorisation préalable (ou le cas échéant sans déclaration préalable).

La deuxième situation est celle où l'agent a bien obtenu une autorisation, qu'il méconnaît ou outrepassé, ou alors a procédé à une déclaration incomplète ou erronée de son activité. Dans ces deux hypothèses, l'agent se met en contradiction avec son obligation d'exclusivité. Il se retrouve dans la situation décrite précédemment.

La troisième situation est celle où l'agent a respecté l'autorisation accordée, mais qu'il continue à exercer cette activité malgré l'abrogation de la décision ou la décision d'opposition au cumul. L'agent se retrouve dans la situation décrite précédemment.

Signalons que l'administration peut également retirer (rétroactivement) une autorisation, à condition, d'une part, que celle-ci soit illégale et, d'autre part, que le retrait de la décision intervienne dans un délai de quatre mois à compter de son édicton. Dans une telle hypothèse, l'agent ne sera considéré comme en situation irrégulière que s'il poursuit son activité après avoir été informé du retrait de son autorisation.

Dans toutes ces situations, l'agent méconnaît son obligation d'exclusivité et peut faire l'objet de sanctions disciplinaires.

L'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 [cf. article L. 123-9 du code général de la fonction publique] prévoit en outre le reversement, par voie de retenue sur le traitement, des sommes indûment perçues au titre de l'activité privée réalisée illégalement.

En plus de méconnaître son obligation d'exclusivité, l'agent peut méconnaître ses obligations de probité, de désintéressement, d'indépendance et de loyauté, et cumuler ainsi plusieurs fautes. Ce cumul de fautes peut donner lieu à sanction disciplinaire.

L'agent dûment autorisé peut également, au cours de l'exercice de son activité privée, méconnaître ses obligations déontologiques. Il pourra donc également faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Enfin, l'agent peut méconnaître ses obligations de probité, de désintéressement, d'indépendance et de loyauté, sans exercer d'activité privée. Il en est ainsi lorsqu'il détient une participation au capital d'une société en lien avec le CNRS, et que cette participation le place dans une situation de conflit d'intérêts.

A Paris, le 1^{er} mars 2022

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



ANNEXES

Annexe 1 : formulaire de demande de création ou reprise d'entreprise ou d'exercice d'une activité libérale dans le cadre d'un cumul ;

Annexe 2 : formulaire d'appréciation d'une demande de création ou reprise d'entreprise ou d'exercice d'une activité libérale dans le cadre d'un cumul ;

Annexe 3 : formulaire de déclaration de poursuite d'une activité de dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif ;

Annexe 4 : formulaire de déclaration de cumul d'activités d'un agent occupant un emploi à temps incomplet ;

Annexe 5 : formulaire de demande d'exercice d'une activité privée dans le cadre d'un départ temporaire ou définitif de la fonction publique ;

Annexe 6 : formulaire d'appréciation d'une demande d'exercice d'une activité privée dans le cadre d'un départ temporaire ou définitif de la fonction publique.

DEC220952DRH

Décision modifiant la décision n° DEC171893DRH du 22 août 2017 fixant le barème de la composante technicité et expertise de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du CNRS ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'adjoints techniques de la recherche et d'adjoints techniques de recherche et de formation des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps de techniciens de la recherche et de techniciens de recherche et de formation du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'assistants ingénieurs des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs d'études des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs de recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu la note de gestion n° CIR171898DRH du 22 août 2017 modifiée relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel aux ingénieurs et techniciens du CNRS ;

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, les dispositions de l'article 1^{er} de la décision n° DEC171893DRH du 22 août 2017 fixant le barème de la composante technicité et expertise de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le barème de la composante technicité et expertise de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est fixé comme suit :

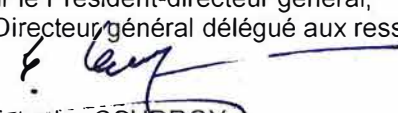
Corps	IR			IE			AI		T			ATR	
Groupe	G1	G2	G3	G1	G2	G3	G1	G2	G1	G2	G3	G1	G2
Montant brut	325,99€	307,65€	248,49€	220,36€	193,35€	183,79€	163,89€	155,74€	175,20€	166,47€	158,29€	185,05€	176,08€

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **24 FEV. 2022**

Pour le Président-directeur général,
Le Directeur général délégué aux ressources


Christophe COUDROY

DEC213847MITI

Décision portant nomination de M. Patrice SIMON aux fonctions de chargé de mission institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique.

Sur proposition de la directrice de la MITI

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Patrice SIMON, Professeur des universités de classe exceptionnelle, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la MITI du 01/09/2021 au 31/08/2023 pour 20% de son temps de travail.

En tant que co-pilote scientifique, sa mission consistera à préparer la programmation scientifique du Programme et Equipements Prioritaires de Recherche (PEPR) « Soutenir l'innovation pour développer les futures générations de batteries » avec un co-pilote désigné par le CEA. Il aura ainsi à co-construire le document stratégique du PEPR puis à en assurer l'animation nationale en étroite relation avec les partenaires, organismes de recherche, établissement d'enseignement supérieur, le SGPI, le MESRI et l'ANR.

Les travaux de ce PEPR s'inscrivent dans la stratégie d'accélération « Batteries » qui a pour objectif de soutenir l'offre et la demande des batteries, en particulier pour les besoins de l'électro-mobilité. Les priorités incluent les générations actuelles et futures des batteries, l'approvisionnement et le développement des matériaux nécessaires à leur fabrication, ainsi que le reconditionnement, et leur recyclage en lien avec le PEPR portant sur les sujets de recyclabilité. Les travaux du PEPR s'intéresseront aux moins aux axes scientifiques des chimies innovantes, des Battery Management Systems (BMS) adaptés aux nouveaux besoins, ainsi qu'aux outils-clés transverses. L'objectif de créer de l'innovation et de nouvelles technologies se fera aussi en renforçant les liens entre mondes académiques et industriels, avec un point important mais non-exclusif pour l'industrie de l'automobile.

Pour cette mission il sera rattaché à la MITI qui prendra en charge ses frais de missions selon les règles administratives en usage.

Pour l'exercice de cette mission, M. Patrice SIMON demeure affecté à l'Université Toulouse III Paul Sabatier Laboratoire CIRIMAT 118 route de Narbonne - 31062 Toulouse

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 2 mars 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl





Alain Schuhl

Directeur Général Délégué à la Science

Paris le 10 novembre 2021

M. Patrice Simon

Université Toulouse III Paul Sabatier
Laboratoire CIRIMAT
118 route de Narbonne
31062 Toulouse

Objet : Lettre de mission

Cher collègue,

Par le présent courrier, j'ai le plaisir de vous informer de votre nomination au poste de chargé de mission auprès de la direction de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires du CNRS à partir du 1 septembre 2021.

En tant que co-pilote scientifique, votre mission consistera à préparer la programmation scientifique du Programme et Equipements Prioritaires de Recherche (PEPR) « Soutenir l'innovation pour développer les futures générations de batteries » avec un co-pilote désigné par le CEA. Vous aurez ainsi à co-construire le document stratégique du PEPR puis à en assurer l'animation nationale en étroite relation avec les partenaires, organismes de recherche, établissement d'enseignement supérieur, le SGPI, le MESRI et l'ANR.

Les travaux de ce PEPR s'inscrivent dans la stratégie d'accélération « Batteries » qui a pour objectif de soutenir l'offre et la demande des batteries, en particulier pour les besoins de l'électro-mobilité. Les priorités incluent les générations actuelles et futures des batteries, l'approvisionnement et le développement des matériaux nécessaires à leur fabrication, ainsi que le reconditionnement, et leur recyclage en lien avec le PEPR portant sur les sujets de recyclabilité. Les travaux du PEPR s'intéresseront aux moins aux axes scientifiques des chimies innovantes, des Battery Management Systems (BMS) adaptés aux nouveaux besoins, ainsi qu'aux outils-clés transverses. L'objectif de créer de l'innovation et de nouvelles technologies se fera aussi en renforçant les liens entre mondes académiques et industriels, avec un point important mais non-exclusif pour l'industrie de l'automobile.

Pour cette mission vous serez rattaché à la MITI qui prendra en charge vos frais de missions selon les règles administratives en usage.

Bien à vous,

Alain Schuhl,
DGDS CNRS



DEC221238DGDS**Décision portant modification des dispositions relatives aux partenaires de l'unité mixte de recherche UMR8026 intitulée Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS)**

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°2021-1206 du 20 septembre 2021 portant création de l'Université de Lille et approbation de ses statuts ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des établissements concernés ;

Décide :

Art. 1 – Dans la décision DEC191237DGDS susvisée, les dispositions relatives aux partenaires de l'unité mixte de recherche UMR8026 intitulée Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) sont modifiées ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Tutelles principales : CNRS, UNIV LILLE
- Tutelle secondaire : -

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 24 mars 2022

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC213632DR01

Décision portant nomination de M. Baptiste Villain aux fonctions de secrétaire général de la Délégation régionale Île-de-France Villejuif

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC210871DAJ du 15 mars 2021 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Baptiste Villain, ingénieur de recherche de 2^{ème} classe, est nommé secrétaire général de la Délégation régionale Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} décembre 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 30 novembre 2021

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221032DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Roberto Wolfler Calvo, directeur de l'unité FR3734 intitulée « Fédération MathSTIC » (MathSTIC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR3734, intitulée « Institut de linguistique Française » (ILF), dont le directeur est Monsieur Roberto Wolfler Calvo ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Roberto Wolfler Calvo, directeur de l'unité FR3734, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

La décision n°DEC211215DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 22 décembre 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC211159DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Philippe Savarin, directeur de l'UMR7244 intitulée « Laboratoire de Chimie, Structures, Propriétés de Biomatériaux et d'Agents Thérapeutiques » (CSPBAT), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Madame Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement pour trois ans de l'UMR7244 intitulée « Laboratoire de Chimie, Structures, Propriétés de Biomatériaux et d'Agents Thérapeutiques (CSPBAT) », dont le directeur est Monsieur Philippe Savarin ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Philippe Savarin, directeur de l'UMR7244, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Savarin, délégation de signature est donnée à Madame Arabelle Baudette, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC202108DR01 du 1er janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 15 mars 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221118DR01

Décision portant délégation de signature à M. Matthias Beekmann, directeur de l'UAR3563 intitulée « Enveloppes fluides de la ville à l'exobiologie » (EFFLUVE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UAR3563 intitulée « Enveloppes fluides de la ville à l'exobiologie », dont le directeur est M. Matthias Beekmann ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthias Beekmann, directeur de l'UAR3563, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthias Beekman, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle Mondon, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211118DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 03 mars 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221063DR01

Décision portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, aux responsables de services de la délégation (OS)

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;
Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;
Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;
Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;
Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif ;
Vu la décision DEC211903DAJ du 31 mai 2021 portant nomination de Monsieur Frédéric Valès aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif ;
Vu la décision DEC210933DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Madame Charlotte Leiser aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM) ;
Vu la décision DEC213632DR01 du 30 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Baptiste Villain aux fonctions de secrétaire général de la délégation régionale Île-de-France Villejuif ;
Vu la décision DEC213742DR01 du 30 novembre 2021 portant nomination de Madame Vanessa Ferrez aux fonctions d'adjointe au secrétaire général de la délégation régionale Île-de-France Villejuif ;
Vu la décision DEC151537DR01 du 15 juillet 2015 portant nomination de Madame Cécile Aït-Kaci aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation régionale Île-de-France Villejuif ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, délégation est donnée à Monsieur Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon et de Monsieur Frédéric Valès, délégation est donnée à Madame Charlotte Leiser, adjointe à la déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM), à l'effet de signer tous les actes visés à l'article 1.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès et de Madame Charlotte Leiser, délégation est donnée à Monsieur Baptiste Villain, secrétaire général de la délégation régionale Île-de-France-Villejuif, à l'effet de signer tous actes visés à l'article 1.



Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès, de Madame Charlotte Leiser et de Monsieur Baptiste Villain, délégation est donnée à Madame Vanessa Ferrez, adjointe au secrétaire général de la délégation régionale Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous les actes visés à l'article 1.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès, de Madame Charlotte Leiser, de Monsieur Baptiste Villain et de Madame Vanessa Ferrez, délégation est donnée à Madame Cécile Aït-Kaci, responsable du service des ressources humaines de la délégation régionale Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous actes visés à l'article 1.

Article 6

La décision n° DEC212060DR01 du 1^{er} juin 2021 est abrogée.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 7 mars 2022

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC220944DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Giuseppe Castagna pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF), dont le directeur est Monsieur Frédéric Magniez ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Giuseppe Castagna, directeur de recherche de 1^{ère} classe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Giuseppe Castagna, délégation est donnée à M. Maximilien Lesellier, ingénieur d'études de classe normale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 24 janvier 2022

Le directeur d'unité
Frédéric Magniez



DEC220915DR01

Décision portant délégation de signature à M. Olivier Guédon, directeur de l'unité UMR8050 intitulée « Laboratoire d'Analyse et de Mathématiques Appliquées » (LAMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8050 intitulée « Laboratoire d'Analyse et de Mathématiques Appliquées » (LAMA), dont le directeur est Olivier Guédon ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier Guédon, directeur de l'unité UMR8050, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Guédon, délégation de signature est donnée à M. Étienne Sandier, professeur des universités de 2^{ème} classe, et à M. François Bouchut, directeur de recherche de 1^{ère} classe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211097DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 3 février 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon





DEC220862DR01

Décision portant nomination de Mme Christelle VASNIER aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant création de l'UMR8038 et nommant M. Nicolas LEULLIOT, directeur de l'unité mixte UMR8038 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR8038¹ en date du 01/07/2019 ;

Considérant que Mme Christelle VASNIER a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS dans le courant de l'année 2010 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Christelle VASNIER, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments » à compter du 02/07/2019

Mme Christelle VASNIER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Christelle VASNIER, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le directeur de l'unité
Nicolas LEULLIOT

Pour la Déléguée régionale
Visa de la déléguée régionale du CNRS
Marie-Hélène PAPILLON

Adjoint à la Déléguée régionale
Eugène VALES

Visa de la présidente de l'Etablissement public de l'Université de Paris
Christine CLERICI

Christine Clerici
Présidente
Université de Paris

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)



DEC220860DR01

Décision portant nomination de Mme Joëlle PÉRARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant création de l'UMR8038 et nommant M. Nicolas LEULLIOT, directeur de l'unité mixte UMR8038 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR8038¹ en date du 01/07/2019 ;

Considérant que Mme Joëlle PÉRARD a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS du 11 au 12 décembre 2006 et du 8 au 10 janvier 2007 ;

DÉCIDE :

Article 1^{er} : Mme Joëlle PÉRARD, Chargée de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments » à compter du 02 /07 /2019

Mme Joëlle PÉRARD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Joëlle PÉRARD, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Pour la Déléguée régionale

Le directeur de l'unité
Nicolas LEULLIOT

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Marie-Hélène PAPILLON

Et par délégation, l'adjoint à la Déléguée régionale

Frédéric VALES

Visa de la présidente de l'Etablissement public expérimental – Décret N°2019-209 du 20 mars 2019
Christine CLERICI

Christine Clerici
Présidente

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale)



DEC220792DR01

Décision portant nomination de Mme Violette HALDYS aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant création de l'UMR8038 et nommant M. Nicolas LEULLIOT, directeur de l'unité mixte UMR8038 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 8038¹ en date du 01/07/2019 ;

Considérant que Mme Violette HALDYS a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS du 7 au 9 novembre et du 1^{er} au 5 décembre 2011.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Violette HALDYS, Ingénieure de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8038 intitulée « Cibles Thérapeutiques et conception de Médicaments » à compter du 02 /07 /2019

Mme Violette HALDYS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Violette HALDYS, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 février 2022

Le directeur de l'unité
Nicolas LEULLIOT

Pour la Déléguée régionale

Visa de la déléguée régionale du CNRS à la Déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON

Frederic VAVES

Visa de la présidente de l'Etablissement public expérimental – Décret N°2019-209 du 20 mars 2019
Christine CLERICI

Christine Clerici
Présidente

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC220598INC

Décision portant fin de mission de Mme Mélanie ÉTHEVE-QUELQUEJEU chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

DECIDE :

Article 1er

A compter du 01/01/2022, il est mis fin à la mission de Mme Mélanie ÉTHEVE-QUELQUEJEU auprès de l'institut de chimie.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 9 mars 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schmitt



DEC214093DR01

Décision portant nomination de Mme Chrystel REDON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UPR3407 intitulée « Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181906DGDS en date du 21/12/2018 portant renouvellement de l'UPR3407 intitulée « Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux » et nommant M. Dominique VREL, directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 10 février 2021 ;

Considérant que Mme Chrystel REDON a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation à la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 18 au 20 octobre 2021, puis du 15 au 17 novembre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Chrystel REDON, Technicienne de classe exceptionnelle, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UPR3407 intitulée Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux, à compter du 11 février 2021.

Mme Chrystel REDON exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Chrystel REDON est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : la présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villetaneuse, le 4 janvier 2022

Pour la Déléguée régionale
et par délégation / *[Signature]*
Frédéric VALES

Visa de la Déléguée régionale du CNRS IdF Villejuif,
Marie-Hélène PAPILLON

Le Directeur de l'unité,
Dominique VREL

[Signature]
Dominique VREL
Directeur du LSPM
CNRS UPR 3407

DEC214082DR01

Décision portant nomination de Mme Marie-Hélène GBAGUIDI aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8145 intitulée Mathématiques appliquées à Paris 5

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191108INSMI en date du 17/06/2019 nommant Mme Anne ESTRADÉ, directrice de l'UMR8145 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 30/06/2020 ;

Considérant que Mme Marie-Hélène GBAGUIDI a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation régionale CNRS IdF Villejuif du 18 au 20 octobre 2021, puis du 15 au 17 novembre 2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marie-Hélène GBAGUIDI, assistante ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8145 intitulée Mathématiques appliquées à Paris 5, à compter du 01/07/2020.

Mme Marie-Hélène GBAGUIDI exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marie-Hélène GBAGUIDI, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : la présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29/12/2021

La directrice de l'unité



Anne ESTRADÉ

Pour la Déléguée régionale

Visa de la déléguée régionale du CNRS IdF Villejuif
et par délégation Marie-Hélène PAPILLON



Frédéric VALES

Visa de la présidente de l'Etablissement public expérimental – Décret N°2019-209 du 20 mars 2019
Christine CLERICI



Christine Clerici
Présidente

DEC213991IN2P3

Décision portant nomination de M. Rémi Cornat aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Rémy Cornat, ingénieur de recherche hors classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet les compétences projets.

Pour l'exercice de cette mission, M. Rémy Cornat demeure affecté au Laboratoire Physique Nucléaire et Hautes Energies à Paris.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 M. Rémy Cornat, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris-Centre.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 février 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221289DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Dana RAPPOPORT, directrice de l'unité UMR8170 intitulée Centre d'Asie et du Sud-Est – CASE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC11898DGS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8170 intitulée Centre Asie du Sud-Est-CASE ;

Vu la décision DEC202256INSHS du 7 janvier 2021 portant nomination de Mme Dana RAPPOPORT aux fonctions de directrice par intérim de l'UMR8170 à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC212674INSHS du 30 septembre 2021 portant nomination de Mme Dana RAPPOPORT aux fonctions de directrice de plein exercice l'UMR8170 à compter du 1^{er} septembre 2021

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Dana RAPPOPORT, directrice de l'UMR8170, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux



marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dana RAPPOPORT, délégation de signature est donnée à Mme Vanina BOUTE, directrice adjointe, à Mme Anne-Valérie SCHWEYER (CRHC), à Mme Véronique DEGROOT (MC) et à Mme Annabel VALLARD (CRCN), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC213288DR02 du 14 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221314DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SACKUR, directeur de l'unité UMR8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée « Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) » ;

Vu la décision DEC193047INSB du 19 novembre 2019 portant nomination de Mme Alejandrina Cristia aux fonctions de directrice de l'unité susvisée ;

Vu la décision DEC220566INSB du 15 mars 2022 portant cessation de fonctions de Madame Alejandrina Cristia et nomination de Monsieur Jérôme SACKUR aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) à compter du 1^{er} février 2022.

DECIDE :

Article 1^{er}



Délégation est donnée M. Jérôme SACKUR, directeur de l'UMR8554, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme SACKUR, délégation de signature est donnée à Mme Radhia ACHHEB, responsable administrative (AI), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221186DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité USR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation – CRC, dont la directrice est Mme Véronique ROUCHON ;

Vu la décision DEC220089INSHS du 31 janvier 2022 portant cessation de fonctions de Madame Véronique ROUCHON et nomination de Madame Christine ANDRAUD aux fonctions de directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC)

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'UAR3224, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux



marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine ANDRAUD, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Laurence DUPONT (DR2), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC220089INSHS

Décision portant cessation de fonctions de Madame Véronique Rouchon et nomination de Madame Christine Andraud, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche n° 3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC)

LE PRÉSIDENT DU CNRS PAR INTÉRIM,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement des unités de service et de recherche ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Véronique Rouchon, directrice de l'unité d'appui et de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} janvier 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Christine Andraud, professeure au Museum National d'Histoire Naturelle, est nommée directrice par intérim de cette unité d'appui et de recherche, jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 31 janvier 2022

Le président du CNRS par intérim
Antoine Petit



DEC213925INS2I

Décision portant changement d'intitulé du Laboratoire d'Informatique de Paris 6, UMR7606 intitulé « LIP6 ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7606 intitulé Laboratoire d'Informatique de Paris 6 (LIP6)

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, l'intitulé du Laboratoire d'Informatique de Paris 6 est modifié comme suit : « LIP6 ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/01/2022

Le président-directeur général
Antoine PETIT

DEC211902DR04

Décision portant cessation de fonction du régisseur de la régie d'avance instituée auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN, UPR2301

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par arrêté du 3 septembre 2001, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision DEC210118DAJ du 22 Janvier 2021 portant nomination de M. Benoît FORET aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette,

Vu, la décision DEC95A467DR04 du 15 Novembre 1995 portant création de la régie d'avances auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN, abrogée par DEC211401DR04 du 10 mai 2021,

Vu, la décision DEC140766DR04 du 13 Novembre 2014 portant nomination du régisseur de la régie d'avances instituée auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN,

DECIDE :

Article 1^{er} – Cessation des fonctions de régisseur

- I. Il est décidé de mettre fin aux fonctions du régisseur nommé par décision DEC140766DR04.
- II. La cessation des fonctions prend effet le 10 mai 2021.

Article 2 – Montant de l'avance

- I. Le montant de l'avance au régisseur s'élève à 1000 € et doit être restituée dans son intégralité.

Article 3 – Modes de paiement

- I. Le compte de dépôt de fonds au Trésor ayant été ouvert par le régisseur doit être clôturé.
- II. Le régisseur effectuant le paiement des dépenses par : **chèques, carte bancaire** doit remettre l'ensemble de ces moyens de paiement lors de la clôture du compte.

Article 4 – Dispositions finales

- I. Le Délégué régional et l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS et notifiée au régisseur.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10/05/2021

Le Délégué régional,

Avis conforme de l'Agent comptable secondaire

Pour acceptation
Le régisseur
Vincent DUMONTET



DEC220661DR04

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire – UMR9024 « Laboratoire lumière-matière aux Interfaces »

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC210124DAJ du 22 janvier 2021 modifiée portant délégation de signature à Monsieur Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité UMR9024 :

- Mme Gaëlle Trippé Allard, M. Chi Thanh Nguyen.


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2022

Le Délégué régional
Benoît Forêt



DEC220659DR04

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire – UMR9025 « Laboratoire Aimé Cotton »

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC210124DAJ du 22 janvier 2021 modifiée portant délégation de signature à Monsieur Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité UMR9025 :

- MM. Christophe Siour et Lionel Marriaux.


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2022

Le Délégué régional
Benoît Forêt



DEC213581INSU

Décision portant renouvellement de Madame Pascale BRACONNOT aux fonctions de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Madame Pascale BRACONNOT, Directrice de recherche de 1^{ère} classe au CEA, est renouvelée dans ses fonctions de chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), à compter du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 pour 25% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de dossiers « Climat ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

07/02/2022

Pour le Président-directeur général
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



DEC213956IN2P3

Décision portant nomination de Mme Sandrine Pavy aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Sandrine Pavy, ingénieur de recherche de 2^{ème} classe, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet le référentiel projets.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Sandrine Pavy demeure affectée au Laboratoire Leprince Ringuet à Palaiseau.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 Mme Sandrine Pavy, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 février 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC213945INP

Décision portant nomination de M. Antoine Rousse, en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut de physique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Antoine Rousse, directeur de recherche de première classe est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut de physique du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour 40% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des projets lasers intenses pour l'Institut de physique.

Pour l'exercice de cette mission, M. Antoine Rousse demeure affecté à l'UMR7639 – Laboratoire d'Optique Appliquée (LOA) – 828 Boulevard des Maréchaux, 91762 Palaiseau Cedex.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 02/03/22

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221011DR04

**Décision portant délégation de signature à *Madame Sylvia NIETO PELLETIER*, directrice de l'unité *UMR7065* intitulée *IRAMAT*,
par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire**

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant Monsieur Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2022, de l'unité UMR7065, intitulée « IRAMAT », dont la directrice est Madame Sylvia NIETO PELLETIER ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Sylvia NIETO PELLETIER, directrice de l'unité UMR7065, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité pour l'antenne de Saclay à Gif-sur-Yvette, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvia NIETO PELLETIER, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe DILLMANN, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 3 mars 2022

Le délégué régional
Monsieur Benoît FORÊT



DEC221203INP

Décision portant nomination de Mme Severine Barra – Martrenchard en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut de physique ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Mme Severine Barra – Martrenchard, chargée de recherche hors classe est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut de physique, du 01 avril 2022 au 31 décembre 2022 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet l'organisation de l'année de la physique et l'appui à la cellule communication de l'Institut de physique.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Severine Barra – Martrenchard demeure affectée à l'UMR8214 : « Institut des Sciences Moléculaires d'Orsay » (ISMO) – Université Paris-Sud - Bâtiment 520 - 91405 ORSAY Cedex - France

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/03/22

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221010INS2I

Décision portant nomination de M. Didier LUCOR et de M. Michel BEAUDOUIN-LAFON aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9015 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences du Numérique (LISN)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité mixte de recherche UMR9015 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences du Numérique (LISN) et nommant Mme Sophie ROSSET directrice de cette unité ;

Vu l'accord de la cotutelle principale ;

DECIDE :


Article 1^{er}

M. Didier LUCOR, directeur de recherche au CNRS et M. Michel BEAUDOUIN-LAFON, professeur des universités à l'Université Paris Saclay, sont nommés directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la période du 1^{er} mars 2022 au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022


Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC220998INSU

Décision portant nomination de Madame Nathalie YSARD aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche IAS UMR8617 intitulée « Institut d'Astrophysique Spatiale ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC193206DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8617 intitulée « Institut d'Astrophysique Spatiale » et nommant Monsieur Marc OLLIVIER directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

- I. A compter 31 décembre 2021, il est mis fin aux fonctions de Madame Karine BOCCHIALINI, directrice adjointe de l'unité mixte de recherche susvisée.
- II. A compter du 1^{er} mars 2022, Madame Nathalie YSARD, Chargée de Recherche de Classe Normale au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16/03/2022


Le président - directeur général du CNRS
Antoine PETIT

DEC214078DR05

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Grandclément, directeur de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH), dont le directeur est M. Philippe Grandclément ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe Grandclément, directeur de l'unité UMR8102, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Grandclément, délégation de signature est donnée à M. Zakaria Meliani, ASTA , à Mme Marie Marduel, T, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191138DR05 du 9 avril 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221044DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuèle Gautier-Costard, directrice de l'unité GDR2012 intitulée ARctique : Enjeux pour l'Environnement et les Sociétés (AREES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC170002INEE du 6 janvier 2017 portant création de l'unité GDR2012, intitulée ARctique : Enjeux pour l'Environnement et les Sociétés (AREES), dont la directrice est Mme Emmanuèle Gautier-Costard ;

Vu le renouvellement de l'unité GDR2012 à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Emmanuèle Gautier-Costard, directrice de l'unité GDR2012, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuèle Gautier-Costard, délégation de signature est donnée à Mme Michelle Pennec, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC170449DR05 du 2 février 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221045DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Marta Torre Schaub, directrice de l'unité GDR2032 intitulée Regards croisés interdisciplinaires sur le droit, la régulation et le savoir scientifique autour du changement climatique (CLIMALEX), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171293DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité GDR2032, intitulée Regards croisés interdisciplinaires sur le droit, la régulation et le savoir scientifique autour du changement climatique (CLIMALEX), dont la directrice est Mme Marta Torre Schaub ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marta Torre Schaub, directrice de l'unité GDR2032, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marta Torre Schaub, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Guy, IEHC, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181197DR05 du 23 mars 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221046DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Raimond, directrice de l'unité GDR2034 intitulée Approches méthodologiques des dynamiques de l'agrobiodiversité : terrains, réseaux, modèles (ReSoDiv), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171293DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité GDR2034, intitulée Approches méthodologiques des dynamiques de l'agrobiodiversité : terrains, réseaux, modèles (ReSoDiv), dont la directrice est Mme Christine Raimond ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine Raimond, directrice de l'unité GDR2034, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Raimond, délégation de signature est donnée à M. François Massol, CRCN et M. Jérôme Lombard, DR2, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC180120DR05 du 11 janvier 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221047DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Nadia Naffakh Hulot, directrice de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité GDR2073, intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU), dont la directrice est Mme Nadia Naffakh Hulot ;

Vu le renouvellement de l'unité GDR2073 à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 2 ans ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nadia Naffakh Hulot, directrice de l'unité GDR2073, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nadia Naffakh Hulot, délégation de signature est donnée à Mme Mélanie Weigel, IE, Mme Nantsoaniaina Razafinarivo, IE, Mme Fanny Morland, T, Mme Elisabeth Darius, T et Mme Catherine Houy-Lemaire, T aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200185DR05 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221048DR05

Décision portant délégation de signature à M. Laurent Berthe directeur de l'unité GDR3650, intitulée Action Concertée pour l'Etude des Matériaux sous très grandes Vitesses de Déformations (ACO-CHOCOLAS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171292DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité GDR3650, intitulée Action Concertée pour l'Etude des Matériaux sous très grandes Vitesses de Déformations (ACO-CHOCOLAS), dont le directeur est M. Laurent Berthe

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent Berthe, directeur de l'unité GDR3650, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Berthe, délégation de signature est donnée à M. Christophe Canu, TCE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC180053DR05 du 8 janvier 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221090DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC213588DAJ du 15 décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Catherine Larroche, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR8068 intitulée Technologie et Ethnologie des Mondes Préhistoriques (TEMPS) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8068.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- la directrice de l'unité ;
- 1 directrice adjointe et 1 directeur adjoint ;
- 2 membres élus ;
- 7 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 08 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221091DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC213588DAJ du 15 décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Catherine Larroche, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR9023 intitulée Modélisation aléatoire de Paris Nanterre (Modal'X).

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9023.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 6 membres élus ;
- 5 membres nommés ;

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 08 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221097INSU

Décision portant nomination de Madame Susanna VERGANI en qualité de chargée de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Madame Susanna VERGANI, Directrice de recherche au CNRS est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/04/2022 au 01/04/2024 pour 25 % de son temps de travail.

Sa mission aura pour objet l'aide au suivi des programmes et projets de l'Institut dans le domaine de l'astronomie des hautes énergies et des nouveaux messagers. Cela comprend notamment les IR/TGIR et missions spatiales en exploitation, EGO/VIRGO, HESS, XMM-Newton, ainsi que celles et ceux en développement, CTA, SVOM, ATHENA et LISA. Elle sera également responsable du suivi pour l'INSU des activités du Programme National des Hautes Energies, PNHE. Elle pourra aussi être amenée à apporter son expertise sur toute évaluation du domaine des hautes énergies nécessaires à la direction de l'INSU, ainsi que de la représenter dans les instances et événements scientifiques de son domaine de compétence.

Pour l'exercice de cette mission, Madame Susanna VERGANI demeure affectée au GEPI – UMR8111, Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation – 5 Place Jules Janssen 92195 MEUDON.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 mars 2022

Pour le président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL



DEC221150DR05

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migeant, adjoint à la déléguée régionale, à Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Larroche, déléguée régionale de la délégation Ile-de-France Meudon

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche, aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC212054DAJ du 4 juin 2021 nommant M. Éric Migeant, aux fonctions d'adjoint au délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision n° DEC110220DR05 du 17 janvier 2011 nommant Mme Christelle Le Moullec, aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC151078DR05 du 20 avril 2015 nommant Mme Béatrice Jeanmichel, aux fonctions de responsable du service des affaires générales de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC183273DR05 du 18 décembre 2018 nommant M. Pascal Simier, aux fonctions de responsable du service logistique et technique de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC201016DR05 du 12 mai 2020 nommant Mme Nathalie Royer, aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon ;



DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Larroche, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon, délégation est donnée à M. Éric Migevant, adjoint à la déléguée régionale, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Larroche, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon, et de M. Éric Migevant, adjoint à la déléguée régionale, délégation est donnée à :

- Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Mme Catherine Larroche,
- Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Mme Catherine Larroche,
- M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Mme Catherine Larroche,
- Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Mme Catherine Larroche.

Article 3

La décision n° DEC212191DR05 du 9 juin 2021 est abrogée.

Article 4

La présente décision prend effet au 3 janvier 2022.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Meudon, le 14 mars 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221151DR05

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migevant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche, aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Éric Migevant, adjoint à la déléguée régionale, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

La présente décision prend effet au 3 janvier 2022.

Article 3

La décision n° DEC212122DR05 du 9 juin 2021 est abrogée.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 14 mars 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC221187DR05

Décision portant création d'un conseil de service au sein de la MOY1678 intitulée Direction des systèmes d'information (DSI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC213588DAJ du 15 décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Catherine Larroche, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de service au sein de la MOY1678.

Article 2 : Composition

Le conseil de service comprend 16 membres :

- le directrice de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 12 membres élus ;
- 2 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de service exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 17 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC214106DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Cécilia D'Ercole, directrice de l'unité UMR8210 intitulée Anthropologie et histoire des mondes antiques (ANHIMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8210, intitulée Anthropologie et histoire des mondes antiques (ANHIMA), dont la directrice est Mme Cécilia D'Ercole ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Cécilia D'Ercole, directrice de l'unité UMR8210, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécilia d'Ercole, délégation de signature est donnée à Mme Florence Gherchanoc, PU, Mme Sylvia D'Intino, CR, et Mme Mélanie Falck, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC193255DR05 du 1er janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220334DR05

Décision portant délégation de signature à M. Pierre Wagner, directeur de l'unité UMR8590 intitulé Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (IHPST), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8590 intitulée Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (IHPST), dont le directeur est M Pierre Wagner ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M Pierre Wagner directeur de l'unité UMR8590, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Wagner, délégation de signature est donnée à Mme Francesca Merlin, CRCN, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213727DR05 du 25 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220360DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Maria Gorea, M. Laurent Costa, et Mme Sophia Fremiot pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7041 intitulée Archéologies et Sciences de l'Antiquité (ArScAn)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7041, intitulée Archéologies et Sciences de l'Antiquité (ArScAn), dont le directeur par intérim est M. Ricardo Gonzalez Villaescusa ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Maria Gorea, PU2, M. Laurent Costa, IR1 et Mme Sophia Fremiot, IEHC, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nanterre, le 11 janvier 2022

Le directeur d'unité par intérim
Ricardo Gonzalez Villaescusa

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220402DR05

Décision portant délégation de signature à M. Hector Flores directeur de l'unité UMR8111 intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation (GEPI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8111, intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation, dont le directeur est Hector Flores ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Hector Flores directeur de l'unité UMR8111, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hector Flores délégation de signature est donnée à M. Noël Robichon, MC, M. Philippe Laporte, IRHC, Isabelle Guinouard, IEHC, Mme Sabine Kimmel, IEHC et Mme Mélissa Heurtel, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hector Flores, M. Noël Robichon, MC, M. Philippe Laporte, IRHC, Isabelle Guinouard, IEHC, Mme Sabine Kimmel, IEHC et Mme Mélissa Heurtel, AI, délégation de signature est donnée à Mme Pascale Hammes, TCS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 4 000 HT.

Article 4

La décision n° DEC212046DR05 du 31 août 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220441DR05

Décision portant délégation de signature à M. Noël Robichon, M. Philippe Laporte, Mme Isabelle Guinouard, Mme Sabine Kimmel, Mme Mélissa Heurtel, Mme Pascale Hammes, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8111 intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation (GEPI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8111, intitulée Galaxies, Etoiles, Physique, Instrumentation, dont le directeur est Hector Flores ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Noël Robichon, MC, M. Philippe Laporte, IRHC, Mme Isabelle Guinouard, IEHC, Mme Sabine Kimmel, IEHC et Mme Mélissa Heurtel AI, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël Robichon, MC, M. Philippe Laporte, IRHC, Mme Isabelle Guinouard, IEHC, Mme Sabine Kimmel, IEHC et Mme Mélissa Heurtel AI, délégation est donnée à Mme Pascale Hammes, TCS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision, dans la limite de 4000 € HT.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Hector Flores

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC220481INSHS

Décision portant nomination de Madame Claire Aragau directrice de l'unité mixte de recherche n°7218 intitulée Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE)**LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 7218 intitulée Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE) et nommant M. Jean-Fabien Steck directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213423INSHS en date du 10 décembre 2021 portant cessation de fonctions de Monsieur Jean-Fabien Steck et nomination de Madame Claire ARAGAU, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche intérim de l'unité mixte de recherche n°7218 intitulée Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE) ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :**Article 1^{er}**

À compter du 1^{er} février 2022, Mme Claire Aragau, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre, est nommée directrice de l'unité mixte de recherche susvisée pour la durée fixée dans la décision DEC191237DGDS portant renouvellement de l'unité.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

21 MARS 2022

Le Président – Directeur général
Antoine Petit



DEC220493DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Pierre Rey, directrice de l'unité UMR8138 intitulée Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (SIRICE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8138 intitulée Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (SIRICE), dont la directrice est Mme Marie-Pierre Rey;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marie-Pierre Rey, directrice de l'unité UMR8138, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Pierre Rey, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine Maras, TCS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC171518DR05 du 9 mai 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220553DR05

Décision portant délégation de signature à M. Michel Blay, directeur de l'unité MOY1676 intitulée Comité pour l'histoire du CNRS (Histoire CNRS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC090040DAJ du 9 avril 2009 portant création de l'unité MOY1676, intitulée Comité pour l'histoire du CNRS (Histoire CNRS), dont le directeur est M. Michel Blay ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Michel Blay, directeur de l'unité MOY1676, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Blay, délégation de signature est donnée à M. Denis Guthleben, IR2, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC132343DR05 du 2 septembre 2013 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220554DR05

Décision portant délégation de signature à M. Félix Rey, directeur de l'unité UMR3569 intitulée Virologie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181900DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR3569, intitulée Virologie, dont le directeur est M. Félix Rey ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Félix Rey, directeur de l'unité UMR3569, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Félix Rey, délégation de signature est donnée à Mme Mélanie Weigel, IE, Mme Nantsoaniaina Razafinarivo, IE, Mme Fanny Morland, T, Mme Elisabeth Darius, T, et Mme Catherine Houy-Lemaire, T, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC200925DR05 du 13 février 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220955DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8238, intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), dont la directrice est Mme Caroline Ibos ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Caroline Ibos, directrice de l'unité UMR8238, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Caroline Ibos, délégation de signature est donnée à M. Éric Fassin, PU, Mme Ilaria Simonetti, Céline Campagne, TCS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200395DR05 du 29 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC220992DR05

Décision portant délégation de signature à M. Zakaria Meliani et Mme Marie Marduel, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8102 intitulée Laboratoire Univers et Théories (LUTH), dont le directeur est M. Philippe Grandclément ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Zakaria Meliani, ASTA, et Mme Marie Marduel, T, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Philippe Grandclément



DEC214039DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Mélanie Dulong de Rosnay, directrice de l'unité GDR2091 intitulée Internet IA et société, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213587DAJ du 6 décembre 2021 nommant Mme Catherine Larroche déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité GDR2091, intitulée Internet IA et société, dont la directrice est Mme Mélanie Dulong de Rosnay ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Mélanie Dulong de Rosnay, directrice de l'unité GDR2091, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mélanie Dulong de Rosnay, délégation de signature est donnée à Mme Francesca Musiani, CR, à Mme Céline Vaslin, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200009DR05 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Catherine Larroche



DEC214060DR06

Décision portant délégation de signature à M. Jean Yves MARION directeur de l'unité UMR7503 intitulée Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications (LORIA) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC19191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige HELMER-LAURENT déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité UMR7503 intitulée Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications dont le directeur est Jean Yves MARION ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean Yves MARION directeur de l'unité UMR7503, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves MARION, délégation de signature est donnée à M. Yannick Toussaint, Professeur, Mme Nathalie Bussy, Responsable administrative de l'unité, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves MARION ou des délégataires visés à l'article 2, délégation de signature est donnée à Mme Jennifer MASONI pour exclusivement certifier les services faits.

Article 4

La décision n° DEC192236DR06 du 26 aout 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du(de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy le 14 décembre 2021

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC213829DR06

Décision portant nomination de M. Olivier FABRE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7375 intitulée Laboratoire de Chimie Physique Macromoléculaire.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21/12/2017 portant renouvellement de l'unité UMR7375, intitulée Laboratoire de Chimie Physique Macromoléculaire ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Olivier FABRE, Ingénieur d'Etudes, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7375 à compter du 24 août 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 24/08/2021

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Marie-Christine AVERLANT-PETIT



DEC214061DR06

Décision portant délégation de signature à M. Samuel FERREY directeur de l'unité USR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSHL) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC19191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige HELMER-LAURENT déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC180056INSHS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité USR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine dont le directeur est Samuel FERREY ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Samuel FERREY directeur de l'unité USR3261, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samuel FEREY, délégation de signature est donnée à Mme Aline MARCHETTI, IE et responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samuel FEREY ou de son délégataire visé à l'article 2, délégation de signature est donnée à Mme Charline BIENAIME pour exclusivement certifier les services faits.

Article 4

La décision n° DEC192244DR06 du 26 aout 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du(de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy le 13 décembre 2021

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC220790DR06

Décision portant nomination de M. Samson BISARO, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7053 intitulée Laboratoire Lorrain de Chimie Moléculaire.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21/12/2017 portant renouvellement de l'unité UMR7053, intitulée Laboratoire Lorrain de Chimie Moléculaire ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Samson BISARO, Ingénieur de Recherche 1^{ère} Classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7053 à compter du 01 janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 01/01/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Andreea PASC



DEC220816DR06

Décision portant nomination de M. Julien Pergaud aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 nommant M. Emmanuel Fara, directeur de l'unité UMR6282 Biogéosciences ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 31 janvier 2020 ;

Considérant que M. Julien Pergaud suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée les 09, 10, 12, 13/03/2020 (FIAP UB), le 18/06/21, le 25/11/2021 et le 03/02/2022 (FIAP UL) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Julien Pergaud, Ingénieur d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6282 intitulée Biogéosciences, à compter du 1^{er} mars 2022.

M. Julien Pergaud exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Julien Pergaud est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon, le 09 février 2022

Le directeur de l'unité

Emmanuel Fara

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Edwige Helmer-Laurent

Visa du Président d'Université de Bourgogne

Vincent Thomas

DEC220864DR06

Décision portant nomination de M. Michel Aubert aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7065 intitulée Institut de Recherches sur les Archéomatériaux (IRAMAT)**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'UMR7065 intitulée IRAMAT dont la directrice est Mme Sylvia Nieto-Pelletier

Vu l'avis du conseil d'unité en date du 03 juillet 2012 ;

Considérant que M. Aubert Michel a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS du 24 au 26/11/1997 et du 19 au 21/01/1998

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Michel Aubert, IE CNRS, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7065 intitulée Institut de Recherches en Archéomatériaux à compter du 10 février 2022.

M. Michel Aubert exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Michel Aubert est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 10 février 2022

La directrice de l'unité

Sylvia Nieto-Pelletier

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Edwige Helmer-Laurent

Visa du Président d'Université De Technologie
de Belfort-Montbéliard

Ghislain Montavon

DEC220932DR06

Décision portant délégation de signature à Mr Emmanuel FARA, directeur de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences (BGS) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC19191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige HELMER-LAURENT déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences (BGS) dont le directeur est Emmanuel FARA ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Emmanuel FARA, directeur de l'unité UMR6282, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel FARA, délégation de signature est donnée à M. Thomas SAUCEDE, Maître de conférence et directeur adjoint et à M. Benjamin POHL, Chargé de recherche et directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192259DR06 du 26 août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du(de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy le 15 février 2022

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC220933DR06

Décision portant délégation de signature à M. Thomas SAUCEDE et M. Benjamin POHL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6282 intitulée BIOGEOSCIENCES (BGS)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences (BGS) dont le directeur est Emmanuel FARA ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Thomas SAUCEDE**, directeur-adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thomas SAUCEDE, délégation est donnée à **M. Benjamin POHL**, directeur adjoint aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon, le 15 février 2022

Le directeur d'unité
Emmanuel FARA

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220764INSIS

Décision portant cessation de fonction de Mme Cécile Vallières aux fonctions de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche UMR7274 intitulée "Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP)"

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR7274 intitulée "Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP)" et nommant M. Laurent FALK directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de Madame Cécile Vallières, directrice adjointe de l'UMR7274 intitulée « Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP) ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220178DR06

Décision portant nomination de M. Quentin Bonnin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6302 intitulée Institut de Chimie Moléculaire de l'Université de Bourgogne**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC161216DGDS en date du 16 décembre 2016 nommant M. Franck Denat directeur de l'unité UMR6302 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 21 octobre 2020 ;

Considérant que M. Quentin Bonnin a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'université de Bourgogne les 9, 10, 12 et 13/03/2020, 18/06/2021, 22/09/2021 ainsi que la formation organisée par le CNRS du 16 au 18/11/2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Quentin Bonnin, IR CNRS, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6302 intitulée Institut de Chimie Moléculaire de l'Université de Bourgogne à compter du 1^{er} février 2022.

M. Quentin Bonnin exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Quentin Bonnin est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon, le 11 janvier 2022

Le directeur de l'unité

Franck Denat

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa du Président d'Université de Bourgogne

Edwige Helmer-Laurent

Vincent Thomas

DEC221130DR06

Décision portant désignation de M. Ghouti Medjahdi aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7198 intitulée Institut Jean Lamour : Matériaux - Métallurgie - Nanosciences - Plasma - Surfaces.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Thierry Belmonte en qualité de directeur de l'UMR7198 IJL ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « sources radioactives scellées, générateurs électriques de rayons X et accélérateurs de particules » délivré à M. Ghouti Medjahdi le 18 novembre 2021 par APAVE ;

Vu la consultation du conseil de laboratoire en date du 08 septembre 2016

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Ghouti Medjahdi, IE, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 18 novembre 2021 jusqu'au 05 novembre 2026.

Article 2 : Missions¹

M. Ghouti Medjahdi exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 10 mars 2022

Le directeur d'unité

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Thierry Belmonte

Visa du Président de l'Université de Lorraine

¹ [Le Directeur d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du Conseiller en radioprotection. Il précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations de la PCR avec ce service. Si plusieurs PCR sont désignées, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC220815DR06

Décision portant nomination de Mme Aude Balourdet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 nommant M. Emmanuel Fara, directeur de l'unité UMR6282 Biogéosciences ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 31 janvier 2020 ;

Considérant que Mme Aude Balourdet a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée les 09, 10, 12, 13/03/2020 (FIAP UB), le 18/06/21, le 25/11/2021 et les 03 et 04/02/2022 (FIAP UL) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Aude Balourdet, Technicienne de la recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6282 intitulée Biogéosciences, à compter du 1^{er} mars 2022.

Mme Aude Balourdet exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Aude Balourdet, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon, le 09 février 2022

Le directeur de l'unité

Emmanuel Fara

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Edwige Helmer-Laurent

Visa du Président d'Université de Bourgogne

Vincent Thomas

DEC213868DR07

Décision portant désignation de M. Laurent JOUFFRET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR6296 intitulée « Institut de Chimie de Clermont-Ferrand ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 01/01/2021 nommant M. Fabrice LEROUX, directeur de l'UMR6296 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives non scellées* » délivré à M. Laurent JOUFFRET le 26/04/2021 par Apave Centre de Formation de Lyon ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 28 / 01 / 2021 ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Laurent JOUFFRET, chercheur, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'UMR6296 intitulée « Institut de Chimie de Clermont-Ferrand », à compter du 14 / 12 / 2021 [indiquer la date de signature de la présente décision de désignation] jusqu'au 27/02/2023.

Article 2 : Missions¹

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le

M. Laurent JOUFFRET exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Aubière, le 14/12/2021

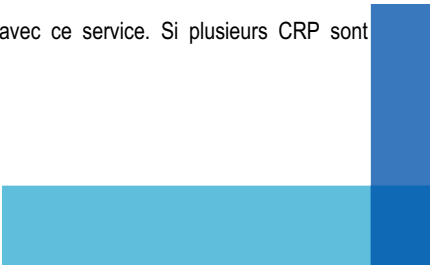
Le directeur d'unité
Fabrice LEROUX

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Clermont-Auvergne
Mathias BERNARD

temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]





DEC221060DR07

Décision portant délégation de signature à M. François COSSET, directeur de l'unité UMR5308 intitulée CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN INFECTIOLOGIE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201522DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5308, intitulée CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN INFECTIOLOGIE, dont le directeur est François COSSET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. François COSSET, directeur de l'unité UMR5308, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François COSSET, délégation de signature est donnée à M. François VANDENESCH, directeur adjoint, à Mme Nathalie ALAZARD-DANY, Professeur agrégé, à Mme Cécile MONNIER-LOUDIN, Ingénieur d'études et à Mme Carine LAZERT, Technicien, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 1^{er} janvier 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 2 mars 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221069DR07

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 portant nomination de M. Laurent BARBIERI aux fonctions de délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1^{er} Mars 2021 ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 Février 2021 portant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 Septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité UMR5256_IRCELYON M. Jérôme CANIVET

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Villeurbanne, le 3 Mars 2022

Le Délégué régional

Laurent BARBIERI



DEC221072DR07

Décision modifiant la décision DEC211329DR07 du 17 Mars 2021, portant délégation de signature à M. Eric DEBAYLE, directeur de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC211329DR07 du 17 Mars 2021, portant délégation de signature à M. Eric DEBAYLE, directeur de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement,

Vu la décision n° DEC220111INSU du 31 Janvier 2022, portant nomination de Monsieur Vincent BALTER aux fonctions de directeur adjoint de l'UMR5276, intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement,



DECIDE :

Article 1^{er}

L'article 2 de la decision DEC211329DR07 du 17 Mars 2021, susvisée, est modifié comme suit;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric DEBAYLE, délégation de signature est donnée à M. Vincent GROSSI, directeur adjoint, à M. Vincent BALTER, directeur adjoint et à Mme Emma BESSIERES, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er ; et à Mme Marie-Jeanne BARRIER, Technicien, aux fins mentionnées à l'article 1er et dans la limite de 5000 euros.

Article 2

La présente decision qui prend effet au 1er Janvier 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 3 Mars 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221133DR07

Décision portant délégation de signature à M. Pier Francesco FERRARI, directeur de l'unité UMR5229 intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5229, intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod, dont le directeur est Pier Francesco FERRARI ;

Vu la décision DEC213505INSB du 5 Janvier 2022, portant nomination de Mme Suliann BEN HAMED aux fonctions de directrice adjointe de l'unité UMR5229, intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod,

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pier Francesco FERRARI, directeur de l'unité UMR5229, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pier Francesco FERRARI, délégation de signature est donnée à Mme Suliann BEN HAMED, directrice adjointe et à Mme Annie BUSSON, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 1er mars 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 15 mars 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC220653IN2P3

Décision portant nomination de M. Benoit Delaunay aux fonctions de directeur adjoint de l'unité d'appui et de recherche UAR6402 intitulée Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules

LE PRÉSIDENT DU CNRS PAR INTÉRIM,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201519DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité d'appui et de recherche n°6402 intitulée Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules et nommant M. Pierre-Etienne Macchi directeur de cette unité ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2022, M. Benoit Delaunay, Ingénieur de recherche hors-classe au CNRS, est nommé directeur adjoint de l'unité d'appui et de recherche intitulée « Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules », pour la durée fixée dans la décision DEC201519DGDS portant création de cette même unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 février 2022

Le président du CNRS par intérim
Antoine Petit



DEC220727DR07

Décision portant délégation de signature à M. Guy MOUCHIROUD, directeur de l'unité UAR2204 intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC211938INSB du 9 novembre 2021 portant création de l'unité UAR2204, intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche, dont le directeur est Guy MOUCHIROUD ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Guy MOUCHIROUD, directeur de l'unité UAR2204, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy MOUCHIROUD, délégation de signature est donnée à Mme Andree DEFOURS, Ingénieur d'études, et à Mme Isabelle ROMERA, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 1^{er} janvier 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 3 février 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC220773INSU

Décision portant cessation de fonctions de Madame Andrea FLOSSMANN, directrice, et de Madame Karine SELLEGRI, directrice adjointe et portant nomination de Madame Agnès BORBON aux fonctions de directrice par intérim et de Monsieur Olivier JOURDAN comme directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°6016 intitulée « Laboratoire de Météorologie Physique » (LAMP).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°6016 intitulée « Laboratoire de Météorologie Physique » (LAMP) et nommant Madame Andréa FLOSSMANN directrice et Madame Karine SELLEGRI directrice adjointe de l'unité susvisée ;

Vu l'accord des tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. À compter du 1^{er} février 2022, il est mis fin aux fonctions de Madame Andrea FLOSSMANN directrice, et Madame Karine SELLEGRI, directrice adjointe de l'unité susvisée.

II. A compter de cette même date, Madame Agnès BORBON, Chargée de Recherche au CNRS, est nommée directrice par intérim et Monsieur Olivier JOURDAN, Maître de Conférences à Université Clermont-Auvergne, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité susvisée, jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16/03/2022



Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT

DEC221001DR07

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène WURMSER, responsable de l'antenne lyonnaise de l'unité UAR3155 intitulée Institut de Recherche sur l'Architecture Antique (IRAA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'Unité de service USR3155 en Unité d'appui à la recherche UAR3155 intitulée Institut de Recherche sur l'Architecture Antique, dont la responsable de l'antenne lyonnaise est Hélène WURMSER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Hélène WURMSER, responsable de l'antenne lyonnaise de l'unité UAR3155, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 1er mars 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC213857DR07

Décision portant désignation de M. Romain GUYOT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5242 intitulée « Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 01/01/2021 nommant M. François LEULIER, directeur de l'UMR5242 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie et recherche « *sources radioactives non scellées et sources scellées associées* » délivré à M. Romain GUYOT le 14/09/2021 par RadioProtection

Compétences & Services ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 24/06/2021 ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Romain GUYOT, ingénieur d'études, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5242 intitulée « Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon », à compter du 22 / 02 / 2022 [indiquer la date de signature de la présente décision de désignation] jusqu'au 25/09/2023.

Article 2 : Missions¹

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

M. Romain GUYOT exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lyon, le 22/02/2022

Le directeur d'unité
François LEULIER

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa du président de l'École Normale Supérieure de Lyon
Jean-François PINTON



DEC213872DR07

Décision portant désignation de M. Saïd TBATOU aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5822 intitulée « Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 01/01/2021 nommant Mme Anne EALET, directrice de l'UMR5822 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives non scellées* » délivré à M. Saïd TBATOU le 18/06/2021 par Apave Formation Marseille ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Saïd TBATOU, ingénieur d'études, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5822 intitulée « Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon », à compter du 23 / 02 / 2022 [indiquer la date de signature de la présente décision de désignation] jusqu'au 24/09/2024.



Article 2 : Missions¹

M. Saïd TBATOU exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lyon, le 23/02/2022

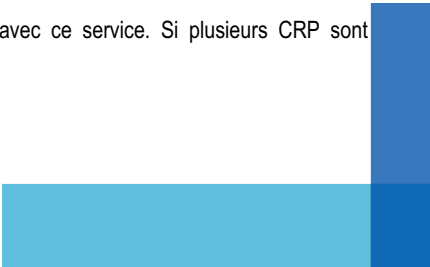
La directrice d'unité
Anne EALET

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]





DEC214041DR07

Décision modifiant la décision DEC213445DR07 du 20 octobre 2021, portant délégation de signature à Mme Anne VERJUS, directrice de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE: Actions, discours, pensée politique et économique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201535DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE: Actions, discours, pensée politique et économique , dont la directrice est Mme Anne VERJUS;

Vu la décision DEC213445DR07 du 20 octobre 2021, portant délégation de signature à Mme Anne VERJUS, directrice de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE: Actions, discours, pensée politique et économique

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DECIDE :

Article 1^{er}

L'article 2 de la decision DEC213445DR07 du 20 octobre 2021, susvisée, est modifié comme suit;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne VERJUS, délégation de signature est donnée à Mme Sophie BEROUD, directrice adjointe, et à Mme Anne-Sophie PRESLE, Assistante ingénieur,, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 2

La présente decision qui prend effet au 1er Décembre 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 13 Janvier 2021

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC220779DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Marion Blin, adjointe au délégué régional, et à M. Pascal Toutin, responsable du service « Patrimoine et Logistique » (Délégation régionale de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 4 février 2010 modifiée relative à la délégation de pouvoir consentie au Président du CNRS ;

Vu le projet de convention de bail emphytéotique établie par Me Laurent Bougrier, notaire à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), et portant sur des parcelles de terrain situées au lieudit Les Hôtels sur la commune de Villamblain (Loiret),

DECIDE :

Article 1^{er}. – Délégation est donnée à Mme Marion Blin, adjointe au délégué régional de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes, et à M. Pascal Toutin, responsable du service « Patrimoine et Logistique » de la délégation régionale de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tout acte notarié nécessaire à la conclusion d'une convention de bail emphytéotique d'une durée de quarante ans portant sur la location de parcelles de terrain situées au lieudit Les Hôtels sur la commune de Villamblain (Loiret).

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 février 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220612INSU

Décision modificative portant nomination de Madame Nathalie POTHIER aux fonctions de chargée de mission à temps partiel à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

Vu la décision DEC213450INSU du 15 novembre 2021 portant nomination de Madame Nathalie POTHIER comme Chargée de Mission à temps partiel à l'INSU ;

DECIDE :

Article 1er

Madame Nathalie POTHIER, Ingénieure de Recherche de 2^{de} classe, est nommée chargée de mission à temps partiel (CMTP) auprès du Président Directeur Général pour l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), à compter du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de la stratégie de publication, la bibliométrie et le suivi de la production scientifique.

Pour l'exercice de cette mission, Nathalie POTHIER demeure affectée à l'«Observatoire des Sciences de l'Univers en région Centre-Val de Loire» (UMS3116-OSUC), Campus Géosciences, 1A rue de la Férolerie 45071 ORLEANS CEDEX 2.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, Nathalie POTHIER percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3 :

La dépense sera imputée sur le compte 64641000-subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Centre Limousin Poitou Charentes (DR08).

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 2 mars 2022

Le Président-directeur général
Antoine PETIT

DEC221299DR10

Décision portant nomination de M. Denis WAGNER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3212, intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (INCI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR3212, intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives, dont le directeur est M. Michel Barrot ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Délégation Alsace ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M Denis Wagner, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR3212 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 28/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité – INCI UPR3212
Michel Barrot



Michel BARROT
Directeur de l'INCI
UPR 3212



DEC221014DR10

Décision portant délégation de signature à M. Jean MOLINIER, directeur de l'unité GDR2027 intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité GDR2027, intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT) dont le directeur est M. Jean MOLINIER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean MOLINIER, directeur de l'unité GDR2027, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean MOLINIER, délégation de signature est donnée à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, et à Mme Cathie NOTHISEN, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Délégation de signature est donnée à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, et à Mme Cathie NOTHISEN, Assistante ingénieur, pour la certification du service fait.

Article 3

La décision n° DEC190534DR10 du 31 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4


Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **24 FEV. 2022**

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221013DR10

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence DROUARD, directrice de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR2357, intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP), dont la directrice est Mme Laurence DROUARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Laurence DROUARD, directrice de l'unité UPR2357, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence DROUARD, délégation de signature est donnée à Mme Magali DAJJAT, Ingénieure de recherche, dans la limite de 20 000 € HT maximum, à M. Philippe GIEGE, Directeur de recherche, dans la limite de 20 000 € HT maximum, et à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, dans la limite de 20 000 € HT, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Délégation de signature est donnée à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, et à Mme Cathie NOTHISEN, Assistante ingénieur, pour la certification du service fait.

Article 3

La décision n° DEC190372DR10 du 21 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

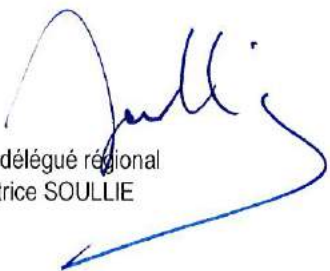
Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le

24 FEV. 2022


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

DEC220988DR10

Décision portant délégation de signature à M. Frédéric DARDEL, directeur de l'unité UMR7104 intitulée Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7104, intitulée Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC) dont le directeur est M. Frédéric DARDEL ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Frédéric DARDEL, directeur de l'unité UMR7104, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric DARDEL, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine TESTAZ, Ingénieure de recherche, à Mme Françoise LAGRIFFOUL, Ingénieure de recherche, à M. Norbert GHYSELINCK, Directeur de recherche, dans la limite de 25 000 € HT maximum, à Mme Peggy MATHON, Ingénieure d'étude, dans la limite de 25 000 € HT maximum, et à Mme Valérie REINE, Assistante ingénieure, dans la limite de 25 000 € HT maximum, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Pour la signature du service fait, délégation est donnée à Mme Laetitia CARBONNIER, Assistante ingénieure, à Mme France CHIVAILLE, Assistante ingénieur, à Mme Nelly GALINDO, Technicienne, à Mme Valérie GASSERT – SCHON, Assistante ingénieur, à Mme Annick KINDER, Ingénieure d'étude, à Mme Brigitte MUNIER, Technicienne, à Mme Joëlle PENSAVALLE, Assistante ingénieur, à Mme Nina PRATS TORNE, Assistante ingénieur, à Mme Myriam REBETEZ, Ingénieure d'étude, à Mme Françoise SCHUBEL, Ingénieure d'étude, à Mme Sylvie UFFLER, Assistante ingénieur, et à Mme Karin WILLMANN, Assistante ingénieur.

Article 3

La décision n° DEC201901DR10 du 20 octobre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégrant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **21 FEV. 2022**

Le délégué régional
Patrice SCOLLIE



DEC220654DR10

Décision portant délégation de signature à M. Christian GAUTHIER, M. Philippe CHOFFEL, M. Mathias ECK, Mme Katia BRUZZONE et Mme Virginie OBERLE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3627 intitulée Fédération de Recherche Matériaux et Nanosciences du Grand Est (FRMNGE)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR3627, intitulée Fédération de Recherche Matériaux et Nanosciences du Grand Est (FRMNGE), dont le directeur est M. Nicolas GIUSEPPONE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian GAUTHIER, Professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GAUTHIER, délégation est donnée à M. Philippe CHOFFEL, Ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GAUTHIER et de M. Philippe CHOFFEL, délégation est donnée à M. Mathias ECK, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GAUTHIER, de M. Philippe CHOFFEL et de M. Mathias ECK, délégation est donnée à Mme Katia BRUZZONE, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GAUTHIER, de M. Philippe CHOFFEL, de M. Mathias ECK et de Mme Katia BRUZZONE, délégation est donnée à Mme Virginie OBERLE, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

¹ Pour mémoire, le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 31 janvier 2022

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of fluid, overlapping strokes that form a stylized, elongated shape.

Le directeur d'unité
Nicolas GIUSEPPONE

DEC220451DR10

Décision portant fin de fonction de M. Fabien Buchberger aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7006 intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC173303DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Paolo Samori, directeur de l'unité UMR7006 ;

Vu la décision DEC191700DR10 en date du 25/06/2019 nommant M. Fabien Buchberger, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 14/06/2019 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Fabien Buchberger, au sein de l'unité UMR7006, intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires, à compter du 01/10/2021.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 18 janvier 2022

Le directeur de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



P. Samori

Dr Muriel MUZET
Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires
ISIS – UMR 7006
8 allée Gaspard Monge – BP 70028
F-67083 STRASBOURG CEDEX



Visa du président de l'Université de Strasbourg



Pour le Président et par délégation
La Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg

M. GIBERT

DEC221311DR10

Décision portant nomination de M. Hubert HOLLENDER, aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7504, intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg, dont le directeur est M. Pierre RABU ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Hubert HOLLENDER, Ingénieur d'étude, est nommé adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg à compter du 29 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 29 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pierre RABU



Pierre RABU
Directeur
de l'IPCMS



DEC221310DR10

Décision portant nomination de M. Fabien MULLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7504, intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg, dont le directeur est M. Pierre RABU ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Fabien MULLER, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7504 à compter du 29 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 29 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pierre RABU



Pierre RABU
Directeur
de l'IPCMS



DEC221304DR10

Décision portant nomination de M. Baptiste BARAKOWSKY aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10) ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Baptiste BARAKOWSKY, Ingénieur d'étude, est nommé adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité MOY1000 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **28 MARS 2022**

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221303DR10

Décision portant nomination de M. Xavier DUTHILLEUL aux fonctions d'adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10) ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Xavier DUTHILLEUL, Ingénieur d'étude, est nommé adjoint du chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité MOY1000 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **28 MARS 2022**

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221302DR10

Décision portant nomination de M. Jean-Luc ORCESI aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité MOY1000 intitulée Délégation Alsace (DR10)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10) ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Luc ORCESI, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité MOY1000 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **28 MARS 2022**

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221301DR10

Décision portant nomination de M. Laurent TROXLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR9022 intitulée Modèles Insectes d'Immunités Innée (M3I)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS portant renouvellement l'unité propre UPR9022, intitulée Modèles Insectes d'Immunités Innée (M3I), dont le directeur est M. Jean-Luc IMLER ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Laurent TROXLER, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité Modèles Insectes d'Immunités Innée (M3I) à compter du 25 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 25/3/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Luc IMLER



DEC221020DR10

Décision portant délégation de signature à Mme Magali DAUJAT, M. Philippe GIEGE et Mme Joëlle FRIEDLIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR2357, intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP), dont la directrice est Mme Laurence DROUARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Magali DAUJAT, Ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.1 de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAUJAT, délégation est donnée à M. Philippe GIEGE, Directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAUJAT et de M. Philippe GIEGE, délégation est donnée à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

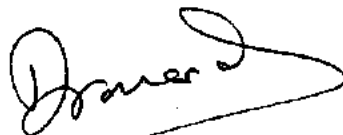
Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire, la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 25 février 2022



La directrice d'unité

Laurence DROUARD



DEC221298DR10

Décision portant nomination de M. Denis WAGNER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UAR3156, intitulée Centre de Neurochimie

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171290DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPS3156, intitulée Centre de Neurochimie, dont la directrice est Mme Marie-France Bader et vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités propres de service (UPS3156) en unités d'appui et de recherche (UAR3156) ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Délégation Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M Denis Wagner, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité l'UAR3156 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 31/03/2022



Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité – UAR 3156
Marie-France BADER





DEC221297DR10

Décision portant nomination de M. Thomas KELLER aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7550 intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg (ObAS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7550, intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg dont le directeur est M. Pierre-Alain Duc ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Thomas Keller, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7550 à compter du 28 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 28 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pierre-Alain DUC



DEC221296DR10

Décision portant nomination de Mme Magali DAUJAT, aux fonctions d'adjointe du chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI adjointe) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR2357, intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes, dont la directrice est Mme Laurence Drouard ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Magali Daujat, Ingénieure de recherche, est nommée adjointe au chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR2357 à compter du 25 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 25 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Laurence Drouard



DEC221292DR10

Décision portant nomination de M. François DISDIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR2357 intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR2357, intitulée Institut de biologie moléculaire des plantes, dont la directrice est Mme Laurence Drouard ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. François Disdier, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR2357 à compter du 25 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 25 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Laurence Drouard



DEC221265DR10

Décision portant nomination de M. Franck PAULUS aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron (ICS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR22, intitulée Institut Charles Sadron, dont le directeur est M. Christian GAUTHIER ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Franck PAULUS, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR22 à compter du 25 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 25 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Christian GAUTHIER



DEC221232DR10

Décision portant nomination de M. Alexis PALATICKY, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée (IRMA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée, dont le directeur est M. Philippe HELLUY ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace (DR10) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Alexis PALATICKY, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint de l'unité UMR7501 à compter du 23/03/2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 23/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité,
Philippe HELLUY



DEC221231DR10

Décision portant nomination de M. Alain SARTOUT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée (IRMA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7501 intitulée Institut de Recherche Mathématique Avancée, dont le directeur est M. Philippe HELLUY ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace (DR10) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Alain SARTOUT, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7501 à compter du 23/03/2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 23/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité,
Philippe HELLUY



DEC221230DR10

Décision portant nomination de M. Morgan DONNARD, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7042 intitulée Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications (LIMA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité UMR7042, intitulée Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications (LIMA), dont le directeur est M. Frédéric LEROUX ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace (DR10) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Morgan DONNARD, Chargé de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7042 à compter du 23 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 23 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Frédéric LEROUX



DEC221229DR10

Décision portant nomination de M. Bruno PARTOUCHE aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7156 intitulée Génétique Moléculaire, Génomique, Microbiologie (GMGM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7156 intitulée Génétique Moléculaire, Génomique, Microbiologie (GMGM), dont le directeur est M. Ivan TARASSOV ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Bruno PARTOUCHE, Technicien, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7156 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 22 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Ivan TARASSOV

Le directeur de l'unité

I. TARASSOV



DEC221228DR10

Décision portant nomination de M. Jean-Christian PONT aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR2010 intitulée Fédération de Chimie « Le Bel »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité FR2010, intitulée Fédération de Chimie « Le Bel » dont le directeur est M. Jean-Pierre LEPOITTEVIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Christian PONT, Ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité FR2010 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg le 22 mars 2022.

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Pierre LEPOITTEVIN

Fédération de Chimie "Le Bel" - FR2010
Directeur: Prof. Jean-Pierre LEPOITTEVIN
1, rue Blaise Pascal 67008 Strasbourg

DEC221227DR10

Décision portant nomination de Mme Sylvie BULOT aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7364 intitulée Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (LNCA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7364., intitulée Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (LNCA), dont le directeur est M Jean-Christophe CASSEL ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Sylvie BULOT, Assistante ingénieur, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7364 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 22 mars 2022



Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Christophe CASSEL



DEC221226DR10

Décision portant nomination de M. Brahim MAACHA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7354 intitulée Droit, Religion, Entreprise et Société (DRES)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7354, intitulée Droit, Religion, Entreprise et Société, dont la directrice est Mme Vincente FORTIER ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Brahim MAACHA, Gestionnaire parc informatique et télécoms, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7354 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG le 22 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Vincente FORTIER



DEC221021DR10

Décision portant délégation de signature à Mme Joëlle FRIEDLIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2027 intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité GDR2027, intitulée Mécanismes épigénétiques des plantes (EPIPLANT) dont le directeur est M. Jean MOLINIER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Joëlle FRIEDLIN, Ingénieure d'étude, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 25 février 2022



Le directeur d'unité

Jean MOLINIER

¹ Pour mémoire, le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC221074DR10

Décision portant nomination de Mme Elody Collin aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9022 intitulée Modèles insectes d'immunité innée (M3I).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Jean-Luc Imler, directeur de l'unité UPR9022 ;

Considérant que Mme Elody Collin a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à Strasbourg du 18 au 20 mai 2010 et du 8 au 10 juin 2010 par la Délégation Alsace du CNRS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Elody Collin, Ingénieure d'étude, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9022 intitulée Modèles insectes d'immunité innée (M3I) à compter du 15/01/2022.

Mme Elody Collin exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Elody Collin, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 03 mars 2022

Le directeur de l'unité

**Le Directeur de l'UPR 9022
du C.N.R.S.**

Pr Jean-Luc IMLER

Visa du délégué régional du CNRS

**Le délégué régional
Patrice SOULLIE**



DEC221084DR10

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie REIBEL-FOISSET, directrice de l'unité UAR3415 intitulée Chronobiotron par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité en UAR3415, intitulée Chronobiotron, dont la directrice est Mme Sophie REIBEL-FOISSET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie REIBEL-FOISSET, directrice de l'unité UAR3415, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie REIBEL-FOISSET, délégation de signature est donnée à Mme Dominique CIOCCA, Ingénieure de recherche, et à M. Christian MEIER, Technicien, dans la limite de 10 000 € HT maximum, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200566DR10 du 13 février 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

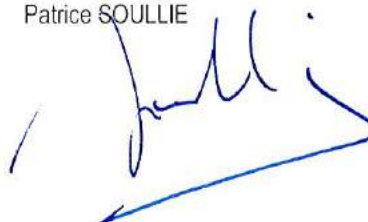
Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **08 MARS 2022**

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221085DR10

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique CIOCCA et à M. Christian MEIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3415 intitulée Chronobiotron

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité en UAR3415, intitulée Chronobiotron, dont la directrice est Mme Sophie REIBEL-FOISSET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Dominique CIOCCA, Ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique CIOCCA, délégation est donnée à M. Christian MEIER, Technicien, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.


Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 8 mars 2022



La directrice d'unité

Sophie REIBEL-FOISSET

¹ Pour mémoire, la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC221223DR10

Décision portant nomination de M. Cédric MULLER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7178, intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien, dont la directrice est Mme Sandrine COURTIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Cédric MULLER, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7178 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 22/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Sandrine COURTIN

La Directrice de l'IPHC
Sandrine COURTIN



DEC221224DR10

Décision portant nomination de M. Nicolas RUDOLF, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7178, intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien, dont la directrice est Mme Sandrine COURTIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Nicolas RUDOLF, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint de l'unité UMR7178 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 22/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Sandrine COURTIN

La Directrice de l'IPHC
Sandrine COURTIN



DEC221225DR10

Décision portant nomination de M. Yannick PATOIS, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI adjoint) de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'UMR7178, intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien, dont la directrice est Mme Sandrine COURTIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Alsace ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Yannick PATOIS, Ingénieur de recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint de l'unité UMR7178 à compter du 22 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 22/03/2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Sandrine COURTIN

La Directrice de l'IPHC
Sandrine COURTIN



DEC213892DR11

Décision portant délégation de signature à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171293DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement pour une durée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2018 de l'unité GDR 3635 intitulée Biodiversité, Origine, Processus cellulaires fondamentaux, Biotechnologies (ARCHEA), dont le directeur est M. Bruno FRANZETTI ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno FRANZETTI, directeur de l'unité GDR3635, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

La décision n° DEC192359DR11 du 27 août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 1^{er} juillet 2021.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC220959INSIS

Décision portant cessation de fonctions de M. Jean-Jacques Bezian, directeur adjoint de la fédération de recherche n°3344 intitulée "Fédération de Recherche sur l'Energie Solaire (FédESol)"

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181904DGDS en date du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Jean-Jacques Bezian aux fonctions de directeur adjoint de la fédération n°3344 intitulée "Fédération de Recherche sur l'Energie Solaire (FédESol) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Jacques Bezian, directeur adjoint de la fédération de recherche n°3344 intitulée "Fédération de Recherche sur l'Energie Solaire (FédESol)", à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC220182DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence DUMOULIN, directrice de l'unité UMR5194 intitulée Laboratoire de Sciences Sociales (PACTE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5194 intitulée Laboratoire de Sciences Sociales (PACTE), dont la directrice est Mme Anne-Laure AMILHAT SZARY ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision DEC213737NSHS du 6 janvier 2022 portant nomination de Mme Laurence DUMOULIN aux fonctions de directrice de l'unité UMR5194, intitulée Laboratoire de Sciences Sociales à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Laurence DUMOULIN, directrice de l'UMR5194, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence DUMOULIN, délégation de signature est donnée à Mme Véronique STRIPPOLI, IE CNRS, directrice administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, et à Mme Elisabeth BLANC, AI CNRS, assistante en gestion financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 5 000 euros HT.

Article 3

La décision n° DEC213193DR11 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 14 janvier 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE



DEC220181DR11

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LA DELEGUEE REGIONALE

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie Fraisse aux fonctions de déléguée régionale de la CIRCONSCRIPTION Alpes (DR11) ;

Vu la décision DEC211834DAJ du 24 juin 2021 portant délégation de signature à Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale de la circonscription Alpes (DR11) et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité UMR5217, intitulée Institut Laboratoire d'informatique de Grenoble (LIG) :

- Mme Maud CHORIER – service administratif
Date : le 24/01/2022 – réunion avec des industriels au bâtiment IMAG

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

CNRS

Délégation Alpes

25 rue des Martyrs – BP 166

38 042 Grenoble Cedex 9

T. 04 76 88 10 00

www.cnrs.fr/alpes



Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 12 janvier 2022.

La déléguée régionale

Marjorie FRAISSE



DEC220763IN2P3

Décision portant nomination de Mme Maud Baylac aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Maud Baylac, ingénieur de recherche hors-classe est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules, du 1^{er} février 2022 au 31 janvier 2024.

Sa mission a pour objet les accélérateurs pour la société.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Maud Baylac demeure affectée au laboratoire de physique subatomique et de cosmologie à Grenoble.

Article 2

Du 1^{er} février 2022 au 31 janvier 2024 Mme Maud Baylac, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Alpes.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Paris, le 02 mars 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC213369DR12

Décision portant délégation de signature à M. Yannick DONNADIEU, directeur de l'unité GDR3641 intitulée Climat, Environnement et Vie : les apports du pré-quaternaire (CEV) par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC212452DAJ du 16 juillet 2021 nommant Mme Nathalie PASQUALINI, déléguée régionale par intérim pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er septembre 2021 ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité GDR3641, intitulée Climat, Environnement et Vie : les apports du pré-quaternaire (GDR CEV), dont le directeur est M. Yannick DONNADIEU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yannick DONNADIEU, directeur de l'unité GDR3641, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



La décision n° DEC190602DR12 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale par intérim (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2021

La déléguée régionale par intérim
Nathalie PASQUALINI



DEC220838DR12

Décision portant délégation de signature à M. Christophe GIRARDEAUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7334 intitulée Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence (IM2NP)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR 7334, intitulée *Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence*, dont le directeur est Jean-Luc AUTRAN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Christophe GIRARDEAUX**, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRARDEAUX, délégation est donnée à **M. Alain ESCODA**, administrateur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRARDEAUX et M. Alain ESCODA, délégation est donnée à **M. Yves KLEIN**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Alain ESCODA et M. Yves KLEIN, délégation est donnée à **Mme Paule SANTANTONIO**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN et Mme Paule SANTANTONIO, délégation est donnée à **Mme Véronique MUNUSAMI**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 6



En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO et Mme Véronique MUNUSAMI, délégation est donnée à **Mme Zolika DJELLOULI**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO, Mme Véronique MUNUSAMI et Mme Zolika DJELLOULI, délégation est donnée à **Mme Johanne BURLES**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO, Mme Véronique MUNUSAMI, Mme Zolika DJELLOULI et Mme Johanne BURLES, délégation est donnée à **Mme Lydia CARLIER**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€.

Article 9

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 10

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

Le directeur d'unité
Jean-Luc AUTRAN



DEC220833DR12

Décision portant délégation de signature à M. Henri MEDARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAf)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8171, intitulée Institut des Mondes Africains, dont la directrice est Mme Fabienne SAMSON ;

Vu la décision DEC213332INSHS du 2 novembre 2021 portant nomination de Mme Elena VEZZADINI, directrice par intérim de l'UMR8171, intitulée Institut des mondes africains - IMAf ;

Vu la décision DEC213811INSHS du 4 janvier 2022 portant nomination de Mme Elena VEZZADINI, directrice de l'UMR8171, intitulée Institut des mondes africains - IMAf ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Henri MEDARD**, Professeur, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Henri MEDARD**, délégation est donnée à **Mme Cécile VINCENTI**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 5 janvier 2022

La directrice d'unité
Elena VEZZADINI



DEC220967DR12

Décision portant délégation de signature à **M. Bruno LOMBARD** pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7031 intitulée *Laboratoire de mécanique et d'acoustique (LMA)*

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité UMR7031, intitulée *Laboratoire de mécanique et d'acoustique*, dont le directeur est *Dominique EYHERAMENDY* ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Bruno LOMBARD**, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Bruno LOMBARD**, délégation est donnée à **M. Pierre Olivier MATTEI**, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Bruno LOMBARD** et de **M. Pierre Olivier MATTEI**, délégation est donnée à **Mme Eloïse DUMAS**, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Bruno LOMBARD**, de **M. Pierre Olivier MATTEI** et de **Mme Eloïse DUMAS**, délégation est donnée à **Mme Marie-Madeleine MORANO**, *assistante coordinatrice*, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5


Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

Le directeur d'unité
Dominique EYHERAMENDY



DEC220037DR12

Décision portant délégation de signature à **M. Claude NAPPEZ**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2020 intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS),

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2020, intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS), dont la directrice est Erica LOPEZ ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Claude NAPPEZ**, Responsable Technique, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

La Directrice d'Unité
Erica LOPEZ



DEC220042DR12

Décision portant délégation de signature à M. Cyril ISNART, directeur par intérim de l'unité UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7307, intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative - IDEMEC, dont le directeur est M. Benoît FLICHE ;

Vu la décision DEC213851INSHS du 6 janvier 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Cyril ISNART, directeur par intérim et de Mesdames Séverine GABRY-THIENPONT et Valérie FESCHET aux fonctions de directrices adjointes par intérim de l'UMR7307, intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative - IDEMEC ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Cyril ISNART, directeur par intérim de l'unité UMR7307, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Cyril ISNART**, délégation de signature est donnée à **Mme Marion DUMOULIN**, IE (pour les engagements inférieurs à 2000 euros), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC212991DR12 du 1^{er} septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 7 janvier 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC220070DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Elena VEZZADINI, directrice de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAf), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8171, intitulée Institut des Mondes Africains, dont la directrice est Mme Fabienne SAMSON ;

Vu la décision DEC213332INSHS du 2 novembre 2021 portant nomination de Mme Elena VEZZADINI, directrice par intérim de l'UMR8171, intitulée Institut des mondes africains - IMAF ;

Vu la décision DEC213811INSHS du 4 janvier 2022 portant nomination de Mme Elena VEZZADINI, directrice de l'UMR8171, intitulée Institut des mondes africains - IMAF ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Elena VEZZADINI, directrice de l'unité UMR8171, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elena VEZZADINI, délégation de signature est donnée à **M. Henri MEDARD**, PR, **Mme Cécile VINCENTI**, IECN, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213636DR12 du 3 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 5 janvier 2022

La déléguée régionale
Aurélie PHILIPPE



DEC220126DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie PASQUALINI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC192507DAJ du 1^{er} octobre 2019 portant nomination de Mme Nathalie PASQUALINI aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nathalie PASQUALINI, adjointe à la déléguée régionale, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC153351DAJ susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

La déléguée régionale
Aurélie PHILIPPE



DEC220351DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Erica LOPEZ, directrice de l'unité UAR2020 intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS), par la déléguée régionale sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2020, intitulée Centre d'exploration fonctionnelle scientifique (CEFOS), dont la directrice est Erica LOPEZ ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Erica LOPEZ, directrice de l'unité UAR2020, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Erica LOPEZ**, délégation de signature est donnée à **M. Claude NAPPEZ**, IEHC, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213164DR12 du 1^{er} septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221152DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie BRASSELET, directrice de l'unité UMR7249 intitulée Institut FRESNEL, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7249, intitulée Institut Fresnel, dont le directeur est Stefan ENOCH ;

Vu la décision DEC193144INSIS du 20 décembre 2019 portant nomination de Mme Sophie BRASSELET, directrice par intérim de l'UMR7249, intitulée Institut Fresnel ;

Vu la décision DEC201398INSIS du 30 juillet 2020 portant nomination de Mme Sophie BRASSELET, directrice de l'UMR7249, intitulée Institut Fresnel ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie BRASSELET, directrice de l'unité UMR7249, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Sophie BRASSELET**, délégation de signature est donnée à **M. Jean-Yves NATOLI**, PR, **M. Julien LUMEAU**, CR, **Mme Emilie CARLOTTI**, AI, **Mme Fatima KOUROUROU**, AI et à **Mme Guylène MAYNARD DEGUERO**, TCE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220011DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} mars 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221153DR12

Décision portant délégation de signature à M. Christian CHABBERT, directeur de l'unité GDR2074 intitulée Physiopathologie vestibulaire (VERTIGE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité GDR2074, intitulée Physiopathologie vestibulaire (VERTIGE), dont le directeur est M. Christian CHABBERT ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian CHABBERT, directeur de l'unité GDR2074, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

La décision n° DEC213161DR12 du 1^{er} septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} janvier 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC212399DR13

Décision portant nomination de M Philippe NOUVEL aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5214 intitulée Institut d'Electronique et des Systèmes.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte n° 5214 intitulée IES et nommant M. Philippe COMBETTE en qualité de directeur ;

Considérant que M Philippe NOUVEL a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS à Montpellier du 14/10/2019 au 19/11/2019.

DECIDE :

Article 1^{er} : M Philippe NOUVEL, IEHC, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5214 intitulée IES, à compter du 01/01/2021.

M Philippe NOUVEL, exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Philippe NOUVEL, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier le 07/07/2021

Le directeur de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS



DEC220233DR13

Décision portant délégation de signature à **M. Etienne SCHWOB**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité **UMR5535 Institut de génétique moléculaire de Montpellier**.

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5535 Institut de génétique moléculaire de Montpellier dont le directeur est M. Etienne SCHWOB

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Emilie JOURDAN IECN Administratrice**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emilie JOURDAN, délégation est donnée à **Mme Nathalie ORTLIEB AI Responsable Pôle Budget et Finances** aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **12 Janvier 2022**

Le directeur de l'Unité

Etienne SCHWOB

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC220736DR13

Décision portant délégation de signature à **M. Julien CAU**, directeur de l'unité **UAR3426** intitulée **BioCampus Montpellier**, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 nommant M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3426 intitulée *BioCampus Montpellier*, dont le directeur est M. Julien CAU

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Julien CAU**, directeur de l'unité UAR3426, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 140000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien CAU, délégation de signature est donnée à **Mme CHAUMONT-DUBEL Séverine MC Directrice Adjointe**, à **Mme Edith DEMETTRE-VERCEIL IR responsable de l'administration du pilotage** et à **M. Mathieu RICHARD IECN responsable du service gestion**, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° **DEC210070DR13** du **6 janvier 2021** donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 10 février 2022

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC221059DR13

Décision portant fin de fonction de M Nicolas DONZEL aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR5253 intitulée Institut Charles Gerhardt Montpellier.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 /12/ 2020 nommant M Eric CLOT, directeur de l'unité UMR5253;

Vu la décision DEC DEC182024DR13 en date du 05 / 07 / 2018 nommant M Nicolas DONZEL, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 01/01/2018;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Nicolas DONZEL, au sein de l'unité UMR5253, intitulée ICGM, à compter du 01 / 01/ 2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 02/03/2022

Le directeur de l'unité
Eric CLOT

Visa du délégué régional du CNRS
Jérôme VITRE



DEC221167DR13

Décision relative aux tarifs des prestations/produits de l'unité UAR3426 intitulée BIOCAMPUS MONTPELLIER – Plateforme MGX

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC162807DAJ en date du 18 janvier 2017 nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon ;

Vu la décision n°DEC180338DAJ en date du 25/01/2018 donnant délégation de signature à M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des prestations de la plateforme MGX Plateau de séquençage très haut débit, Biostatistiques et Bioinformatique de l'UAR3426 intitulée BIOCAMPUS Montpellier sont fixés selon le barème joint en annexe :

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} avril 2022.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2022.

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
M. Jérôme VITRE





Tarification auditable
UAR 3426 BIOCAMPUS

Plateforme MGX

Montpellier GenomiX

**Plateau de Séquençage très haut débit,
 Biostatistiques et Bioinformatique**

(Site Arnaud de Villeneuve, IGF)

Prise d'effet : 01/04/2022

Prestations	Détails	Nature Unité d'œuvre	Tarif Etablissements partenaires* HT	Tarif autres établissements publics HT	Tarif Privé HT
P1	Contrôle qualité échantillon	Echantillon	6,25 €	14,48 €	15,20 €
P2	Construction Banque	Librairie	31,12 €	46,00 €	48,30 €
P3	Séquençage	Piste	234,95 €	293,27 €	307,93 €
P4	Contrôle Qualité Séquence	Librairie	100,06 €	327,06 €	343,42 €
P5	Analyse Bioinfo-Biostat	Librairie	79,24 €	249,90 €	262,40 €
P6	Déplétion Capture	Librairie	119,64 €	199,24 €	209,20 €
P7	Expertise	Expertise	261,74 €	584,08 €	613,28 €

***Tarifs établissements partenaires HT** = ce tarif englobe, les unités CNRS, les établissements partenaires listés ci-après :

- Institut national de la santé et de la recherche médicale (**INSERM**) national,
- Université de Montpellier (**UM**)
- Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (**CHU**) de Montpellier
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (**CIRAD**), national.
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (**INRAE**) national,
- École pratique des hautes études (**EPHE**), national.
- Institut Régional du Cancer de Montpellier (**ICM**)
- Institut de Recherche et Développement (**IRD**) national,
- **SupAgro** Montpellier.

DEC221096DR13

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 Janvier 2017 portant nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de délégué régional de la circonscription Occitanie Est.

Vu la décision DEC220195DAJ du 10 Février 2022 portant délégation de signature à M Jérôme VITRE, délégué régional de la circonscription Occitanie Est (DR13) et notamment son article 1.1 ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité UMR 5175 Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) Mme Magali Proffit.

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 7 mars 2022

Le Délégué régional

Jérôme VITRE



DEC220740DR13

Décision portant modification de la décision DEC210057DR13 donnant délégation de signature à M. Christophe MAUREL, directeur de l'unité UMR5004 intitulée **Biochimie et Physiologie Moléculaire des Plantes**, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC220195 DAJ du 10 février 2022 portant renouvellement de délégation de signature de M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Occitanie Est ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5004 intitulée *Biochimie et Physiologie Moléculaire des Plantes*, dont le directeur est M. Christophe MAUREL ;

Vu la décision DEC214006INSB du 21 janvier 2022, portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche N°5004 intitulée, Biochimie et Physiologie Moléculaire des Plantes (BPMP).

DECIDE :**Article 1^{er}**

La décision portant le n° DEC210057DR13 avec comme intitulé « Biochimie et Physiologie Moléculaire des Plantes » est modifié ainsi :

Le nom de l'unité Biochimie et Physiologie Moléculaire des Plantes est remplacé par « Institut des Sciences des Plantes de Montpellier » (IPSiM).

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin du CNRS

Fait à Montpellier, le 28 février 2022

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC220163DR13

Décision portant délégation de signature à **M. Philippe POIGNET**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité **UMR5506** intitulée **Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM)**.

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5506 intitulée *Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM)*, dont le directeur est M. Philippe POIGNET

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Abdoulaye GAMATIE DR2, Directeur Adjoint** à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Abdoulaye GAMATIE, délégation est à **Christophe DHENAUT Directeur des services** aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **10 Janvier 2022**

Le directeur de l'Unité

Philippe POIGNET

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC221057DR13

Décision portant nomination de Mme Caroline BENOIST aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5506 intitulée Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 / 12 / 2020 nommant M. Philippe POIGNET directeur de l'unité UMR5506;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 10 / 04 / 2020;

Considérant que Mme Caroline BENOIST a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'organisme DP Consultant à Montpellier, du 17/11/2021 au 10/12/2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Caroline BENOIST, AI, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5506 intitulée LIRMM, à compter du 13 / 12 / 2021.

Mme Caroline BENOIST exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Caroline BENOIST, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 02/03/2022

Le directeur de l'unité
Philippe POIGNET

Visa du délégué régional du CNRS

Jérôme VITRE





Locaux propres : UPS

Renouvellement Lettre de cadrage **Décision de nomination à la fonction d'assistant de prévention**

DEC210800DR14

Madame Odile MONDESERT, IEHC CNRS

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique prévoit, en son article 4, la nomination d'Assistants de prévention constituant un réseau de proximité en matière de prévention, sur le terrain.

Article 1 - Nomination et positionnement

Vous avez bien voulu accepter la fonction d'assistant de prévention et avez été nommée à compter du 1^{er} janvier 2021.

Conformément aux dispositions de l'article précité, vous exercez cette fonction sous la responsabilité de Monsieur Philippe VALET, Directeur de RESTORE – U1301 / UMR 5070 et de ce fait, recevrez des directives de sa part et devrez lui rendre compte de votre action.

Cette dernière doit être essentiellement axée sur le conseil et l'assistance.

Pour officialiser votre mission, ce document fait également office de décision portant nomination pour la durée du mandat du directeur d'unité ou pour une durée de 5 ans en dehors des laboratoires de recherche. La reconduction de la mission est possible mais pas par tacite reconduction.

Une mise à jour de votre fiche de poste doit être opérée.

Chaque année, le chef de service / directeur précité et l'assistant de prévention effectueront un bilan des missions et définiront ensemble les objectifs de l'année qui suit. Cette action devra notamment s'appuyer sur l'état d'avancement de l'évaluation des risques professionnels et de son programme d'actions.

Il peut être mis fin à cette mission à la demande de l'une ou l'autre partie. Une décision actera cette fin de fonction.



Article 2 - Champ de compétences

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4-1 du décret du 28 mai 1982 précité, votre mission d'assistant de prévention a pour objet principal d'assister et de conseiller le chef de service / directeur précité dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Vos missions, avec l'appui des conseillers de prévention et des médecins de prévention des tutelles ou partenaires, s'articulent autour de :

- La mise en place d'une politique de prévention des risques et la mise en œuvre de la politique définie par l'hébergeur ;
- l'animation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel des unités ou services relevant de votre périmètre d'action ;
- la prévention des dangers susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents, dans le cadre des actions de prévention arrêtées par le chef de service ;
- l'amélioration des méthodes et du milieu du travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents ;
- l'intégration de la sécurité dans la conception des nouvelles manipulations et installations ;
- l'approfondissement, dans les services, de la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre ;
- la bonne tenue des registres de santé et de sécurité au travail dans les services relevant de votre périmètre d'action.

De plus, vous pourrez être amenée à participer aux travaux des CHSCT des tutelles ou partenaires si l'ordre du jour le nécessite, ou à des groupes de travail.

Vous devez être informée de tout événement ou décision ayant une incidence sur l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans votre périmètre d'action.

Il vous appartient de contribuer à la bonne connaissance des règles d'hygiène et de sécurité par les personnels et à leur bonne application.

Vous proposerez des mesures pratiques et opérationnelles propres à améliorer la prévention des risques professionnels en vous appuyant sur les rapports des inspecteurs sécurité et santé au travail du MESRI, des conseillers de prévention, des médecins de prévention et sur l'évaluation des risques professionnels (décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001).

D'une façon générale, vous rechercherez des solutions pratiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. En ce sens, vous contribuerez à l'analyse des causes des accidents de service et de travail et participerez, avec les autres acteurs de prévention, à la sensibilisation et à la formation des personnels.

En matière d'évaluation des risques, telle que prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, il est rappelé que cette action est prioritaire. L'évaluation des risques professionnels et son programme d'actions, une fois réalisés doivent être mis à jour annuellement, en collaboration avec le chef de service ou directeur d'unité. Les personnels des unités ou services relevant de votre périmètre d'action doivent être associés.



Article 3 - Formation

Conformément à l'article 4-2 du décret précité, vous bénéficiez d'une formation initiale obligatoire 15-16-29-30 septembre ; 1-6-7 octobre ; 24-25 novembre 2003 préalable à votre prise de fonction. Par ailleurs, des sessions de formation continue vous seront dispensées ; vous êtes tenu d'y participer.

Article 4 - Périmètre d'action

Vous exercez votre fonction d'assistant de prévention et avez une compétence sur Laboratoire RESTORE, 5^{ème} étage, Faculté de Chirurgie Dentaire, 3 chemin des Maraîchers, TOULOUSE.

Article 5 - Liens fonctionnels

Tout en restant sous l'autorité directe de votre chef de service, vous informez les différents conseillers de prévention des tutelles ou partenaires des actions réalisées et exercez notamment une première analyse des risques encourus par les agents.

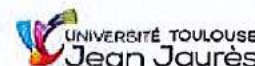
Votre action ne peut se concevoir sans un travail de partenariat étroit avec les conseillers de prévention, le médecin de prévention et l'inspecteur santé et sécurité au travail qui sont vos interlocuteurs directs pour tout conseil et appui technique.

Vous exercerez vos fonctions en relation avec les autres acteurs concourant à l'amélioration des conditions de travail des agents comme les services des ressources humaines, les services immobiliers et/ou techniques, de manière à mobiliser l'ensemble des intervenants chaque fois que nécessaire.

Article 6 - Moyens

Pour l'exercice de cette mission vous disposerez de 20 % (Ce calcul doit correspondre à la disponibilité réelle de l'agent, à la surface du périmètre d'action, à la configuration des locaux, au nombre d'agents, aux risques présents dans le service).

Les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission vous seront attribués (documentation, abonnements, équipements bureautiques,).



Article 7 - Protection des données

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, l'assistant(e) de prévention désigné et le responsable du périmètre d'action de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, périmètre d'action, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'Université Toulouse III – Paul Sabatier : dps@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INSERM : communication.toulouse@inserm.fr

Pour l'INSA : pre@insa-toulouse.fr

Pour l'INP : francois.llanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via une application sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>



Article 8 :

Pour l'université, le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

Pour le CNRS, cette décision sera publiée dans son Bulletin Officiel.

A Toulouse, le 4 février 2021

L'Assistant de Prévention 	Le Chef de service / Directeur du périmètre d'action de l'Assistant de Prévention 	Le Directeur de structure (Composante, institut, unité de recherche...) Dr. Philippe VALET Professeur Université Paul Sabatier
Le Président de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier Le Président Jean-Marc DEUTO	Le Délégué Régional du CNRS 	Le Délégué Régional de l'INSERM L'Adjointe au Délégué régional de l'Inserm Occitanie Pyrénées Héliane CALMES
La Présidente de l'INP ☆ 	Le Directeur de l'INSA 	



Inserm



**UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER**



DECISION

Le Délégué Régional de l'Inserm, Le Président de l'Université Paul Sabatier et le Délégué Régional du CNRS

Vu,

DEC210940DR14

- le Code du Travail, notamment les articles R. 4451-111 à 126 ;
- le Code de la Santé Publique, notamment les articles R. 1333-18 à 20 ;
- l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;
- le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment l'article 3.

Considérant,

- que Mr Bernard LAGANE a suivi avec succès la formation de Personne Compétente en Radioprotection suivante (cases cochées) répondant aux réglementations en vigueur,

Niveau	Secteur	Option
<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine artificielle	
	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine naturelle	
<input checked="" type="checkbox"/> 2	<input checked="" type="checkbox"/> Industrie	<input checked="" type="checkbox"/> Sources scellées, appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules
		<input checked="" type="checkbox"/> Sources non scellées et sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles

Cette formation a été organisée du 07 au 09/11/2016 (module théorique) puis du 29/05 au 08/06/2017 (module pratique) ;

- l'attestation de réussite aux contrôles des connaissances du 08/06/2017 délivrée le 08/06/2017 par Mr Stéphane PONT, formateur certifié de l'organisme agréé DEKRA,
- après avis du CHSCT réuni le 28/06/2017,

Décident :

Mr Bernard LAGANE (CRCN, INSERM) – UMR 1291 Infinity à Toulouse, est nommé **Personne Compétente en Radioprotection** options sources scellées et non scellées pour une durée de cinq ans à compter du 01/01/2021 à l'INSERM UPS de l'UMR 1291 Infinity CHU Purpan BP 3028 31024 Toulouse cedex 03

La reconduction de la mission de PCR à la fin de la validité de la formation ne peut s'effectuer par tacite reconduction. Une nouvelle décision devra être signée après la validation de la remise à niveau.

Son nom et ses coordonnées seront portés à la connaissance de chaque salarié amené à intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée. Une copie de cette désignation sera communiquée à l'ASN et l'IRSN dans le cadre du suivi dosimétrique des travailleurs.

Nomination d'une Personne Compétente en radioprotection

A ce titre, Mr Bernard LAGANE est tenu d'assurer les missions afférentes aux personnes compétentes en radioprotection, telles que définies dans les articles R4451-122 à R4451-124 du code du travail et R1333-19 du code de la santé publique (cf. annexe I) et ne peut exercer ces missions que dans la limite de l'option suivie et validée lors de sa formation. Les missions spécifiques ainsi que le temps alloué et les moyens mis à disposition sont détaillés dans l'annexe II.

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, la Personne Compétente en Radioprotection désignée et le responsable du champ de compétence de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements Informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, champs de compétences, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'UT3 : sandy.houlbreque@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'Inserm : communication.toulouse.inserm.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via l'application web FileZ sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>

Fait à Toulouse, le

Le Délégué Régional Inserm

Le Président de l'université

Le Délégué Régional CNRS

L'Adjointe au Délégué Régional
de l'Inserm Occitanie Pyrénées
Hélène CALMES

Le Président
Jean-Marc BROTO



Pour le Délégué Régional Empêché
Virginie MAHDI

Le Directeur du Laboratoire

Institut Toulouse des Maladies Infectieuses et Inflammatoires
UMR INSERM / CNRS - UPS
Directeur : Dr. Nicolas FAZILLEAU
CHU Purpan, BP 3028
31024 TOULOUSE CEDEX 3
tél. 05 62 74 45 45 - Fax 05 62 74 45 58

Mise à jour : Oct 2020

Nomination d'une Personne Compétente en radioprotection

ANNEXE I

MISSION DU CONSEILLER EN RADOPROTECTION

Extraits du code du travail

Article R4451-122

Sous la responsabilité de l'employeur, le conseiller en radioprotection participe, dans un objectif de prévention, à la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Il exerce ses missions en lien avec le médecin du travail, le salarié mentionné au I de l'article L. 4644-1 et le comité social et économique.

Article R4451-123

Le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) La conception, la modification ou l'aménagement des lieux de travail et des dispositifs de sécurité destinés à prévenir les risques liés aux rayonnements ionisants ;
- b) Les programmes des vérifications des équipements de travail et des lieux de travail prévues à la section 6 au présent chapitre ainsi que les modalités de suivi de l'exposition individuelle des travailleurs ;
- c) L'instrumentation appropriée aux vérifications mentionnées au b) et les dosimètres opérationnels ;
- d) Les modalités de classement des travailleurs prévu à l'article R. 4451-57 ;
- e) Les modalités de délimitation et conditions d'accès aux zones mentionnées aux articles R. 4451-24 et R. 4451-28 ;
- f) La préparation et l'intervention en situations d'urgence radiologique prévues à la section 12 du présent chapitre ;

2° Apporte son concours en ce qui concerne :

- a) L'évaluation des risques prévue à l'article R. 4451-13 et suivants ;
- b) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux mesures et moyens de prévention prévus à la section 5 du présent chapitre, notamment celles concernant la définition des contraintes de dose prévue au 1° de l'article R. 4451-33 et l'identification et la délimitation des zones prévues aux articles R. 4451-22 et R. 4451-26 ;
- c) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux conditions d'emploi des travailleurs prévue à la section 7 du présent chapitre, notamment celles concernant l'évaluation individuelle du risque lié aux rayonnements ionisants prévue à l'article R. 4451-52, les mesures de protection individuelle prévues à l'article R. 4451-56 et l'information et la formation à la sécurité des travailleurs prévue aux articles R. 4451-58 et R. 4451-59 ;

d) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives à la surveillance de l'exposition individuelle des travailleurs prévue à la section 9 du présent chapitre en liaison avec le médecin du travail ;

e) La coordination des mesures de prévention relatives à la radioprotection au sens de l'article R. 4511-5 ;

f) L'élaboration des procédures et moyens pour la décontamination des lieux de travail susceptibles de l'être ;

g) L'enquête et l'analyse des événements significatifs mentionnés à l'article R. 4451-77 ;

3° Exécute ou supervise :

a) Les mesurages prévus à l'article R. 4451-15 ;

b) Les vérifications de l'efficacité des moyens de prévention prévues à la section 6 du présent chapitre à l'exception de celles prévues aux articles R. 4451-40 et R. 4451-44.

Article R4451-124

Nomination d'une Personne Compétente en radioprotection

I.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils qu'il donne en application du 1° de l'article R. 4451-123 sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

Dans les établissements dotés d'un comité social et économique, ces éléments sont utilisés pour établir le rapport et le programme de prévention des risques professionnels annuels prévus à l'article L. 4612-16.

II.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre du 1° du I de l'article R. 1333-19 du code de la santé publique peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du I de l'article R. 4451-123 lorsqu'ils portent sur le même objet.

Extraits du code de la santé publique

Article R1333-19

I.-En fonction de la nature de l'activité exercée, le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) l'examen préalable, du point de vue de la radioprotection, des plans des installations, notamment au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 1333-7 ;
- b) La vérification périodique de l'efficacité du contrôle interne, des procédures et des dispositifs techniques mentionnés à l'article R. 1333-15 ;
- c) La réception et le contrôle, du point de vue de la radioprotection, des sources de rayonnements ionisants nouvelles ou modifiées ;
- d) La réception et l'étalonnage périodique des instruments de mesure et la vérification périodique de leur bon fonctionnement et de leur emploi correct ;
- e) l'optimisation de la radioprotection et l'établissement de contraintes de dose appropriées ;
- f) La définition du système d'assurance qualité mis en place ;
- g) La définition du programme de surveillance radiologique des effluents et de l'environnement ;
- h) La définition des modalités de gestion des déchets radioactifs ;
- i) La définition des dispositions relatives à la prévention des événements significatifs mentionnés à l'article R. 1333-21, les enquêtes et analyses relatives à ces événements et à la définition des actions correctives ;
- j) La préparation aux situations d'urgence radiologique mentionnées à l'article L. 1333-3 et l'intervention d'urgence ;
- k) l'élaboration d'une documentation appropriée, notamment en matière d'évaluation préalable des risques et de procédures écrites ;

2° Exécute ou supervise la mise en œuvre des mesures de radioprotection mentionnées au 1°.

II.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils mentionnés au 1° du I sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

III.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre de l'article R. 4451-123 du code du travail peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du 1° du I du présent article lorsqu'ils portent sur le même objet.

IV.-Afin de s'assurer de l'optimisation de la radioprotection des personnes et des patients, le responsable d'une activité nucléaire peut demander au conseiller en radioprotection de se mettre en liaison avec le physicien médical dans les établissements où sont réalisés les actes tels que définis à l'article R. 1333-45.

Nomination d'une Personne Compétente en radioprotection

ANNEXE II

MOYENS ET MISSIONS SPECIFIQUES DE LA PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION

Le temps alloué à Mr Lagane par le responsable d'Infinity Mr Nicolas Fazilleau pour accomplir ses missions de PCR représente 5 % de son temps de travail.

Ses missions décrites ci-après sont celles demandées par les textes réglementaires :

Analyse, contrôle et formation

- Organisation de la radioprotection (pièce 101 et local à effluents et déchets)
- Formation et Information des personnes amenées à intervenir en zone surveillée (pièce 101, Bâtiment B)
- Réalisation d'une étude de poste pour chaque travailleur et réalisation des fiches d'exposition
- Analyse des risques, zonage
- Planification des contrôles réglementaires internes et externes
- Suivi des relations avec les autorités compétentes (IRSN, ASN, médecine de prévention, CHS)
- Gestion des déchets et effluent radioactifs
- Mise en place du suivi dosimétrique des utilisateurs et d'un suivi médical en lien avec la médecine du travail
- Gestion des situations dégradées
- Veille réglementaire
- Approvisionnement et la gestion des stocks de matières radioactives
- Afficher les consignes et plan de prévention

DEKRA INDUSTRIAL SAS

ACTIVITE RAYONNEMENT NATIONALE

Immeuble Arnelien - 29, avenue J.F. Champollion CS 43797
31037 TOULOUSE CEDEX 1

Tél : 05.61.19.28.73

Fax : 05.61.41.03.28

Organisme enregistré sous le n°74870001787 auprès du préfet de région LIMOUSIN



CERTIFICAT DE FORMATION DE
PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION

*Formation initiale***Arrêté du 06/12/2013 - Validité 5 ans****Monsieur****LAGANE Bernard**

A réussi avec succès l'évaluation du module théorique le 09/11/2016 conformément à l'arrêté du 06/12/2013 pour la fonction :
 A réussi avec succès l'évaluation du module appliqué le 08/06/2017 conformément à l'arrêté du 06/12/2013 pour la fonction :

PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION**Niveau : 2****Secteur d'activité : Industrie/Recherche**

Option(s) : Générateur X - Sources scellées - Accélérateur sources non scellées
 Identifiant des questionnaires utilisés lors des contrôles de connaissance : I2NTC01 et I2SA01.

à l'issue du module théorique organisé à Toulouse, le 09/11/2016.
 à l'issue du module appliqué organisé à Toulouse, le 08/06/2017.

Date d'expiration du certificat : 08/06/2022.**Fait à TOULOUSE, le 08/06/2017****Le Formateur : Stéphane PONT**

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'SPONT', written over a horizontal line.

Certification N° OF-PCR/007

GLOBAL

Expiration le 26/02/2021

Nomination d'un conseiller en radioprotection



DECISION

DEC211111DR14

Le Président de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier, le Délégué Régional du CNRS et le président de l'INTP

Vu,

- le Code du Travail, notamment les articles R. 4451-111 à 126 ;
- le Code de la Santé Publique, notamment les articles R. 1333-18 à 20 ;
- l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;
- le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment l'article 3 ;

Considérant,

- que M Charvillat Cédric a suivi avec succès la formation de Personne Compétente en Radioprotection ci-après (cases cochées) répondant aux réglementations en vigueur¹,

Niveau	Secteur	Option
<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine artificielle	
	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine naturelle	
<input checked="" type="checkbox"/> 2	<input checked="" type="checkbox"/> Industrie	<input checked="" type="checkbox"/> Sources scellées, appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules
		<input type="checkbox"/> Sources non scellées et sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles

Cette formation a été organisée du 12/06/2017 au 14/06/2017 ;

- l'attestation de réussite aux contrôles des connaissances du 12/06/2017 et 14/06/2017 délivrée le 23/06/2017 par M. Pont Stéphane, formateur certifié de l'organisme agréé DEKRA.
- après avis du CHSCT du laboratoire, réuni le 11/12/2020,

Décident :

M Charvillat Cédric, (Ingénieur d'études-CNRS) - Laboratoire CIRIMAT (UMR 5085), est nommé **Conseiller en Radioprotection options sources scellées** pour une durée de cinq ans à compter du 23/06/2017 au Laboratoire CIRIMAT à l'ENSIACET – 4 Allée Emile Monso – 31432 TOULOUSE Cedex 4.

¹ Article R.4451-108 du Code du Travail et à l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020

Nomination d'un conseiller en radioprotection

ANNEXE I

PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION :

Extraits des articles R.4451 du code du travail

Article R4451-122

Sous la responsabilité de l'employeur, le conseiller en radioprotection participe, dans un objectif de prévention, à la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Il exerce ses missions en lien avec le médecin du travail, le salarié mentionné au I de l'article L. 4644-1 et le comité social et économique.

Article R4451-123

Le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) La conception, la modification ou l'aménagement des lieux de travail et des dispositifs de sécurité destinés à prévenir les risques liés aux rayonnements ionisants ;
- b) Les programmes des vérifications des équipements de travail et des lieux de travail prévues à la section 6 au présent chapitre ainsi que les modalités de suivi de l'exposition individuelle des travailleurs ;
- c) L'instrumentation appropriée aux vérifications mentionnées au b) et les dosimètres opérationnels ;
- d) Les modalités de classement des travailleurs prévu à l'article R. 4451-57 ;
- e) Les modalités de délimitation et conditions d'accès aux zones mentionnées aux articles R. 4451-24 et R. 4451-28 ;
- f) La préparation et l'intervention en situations d'urgence radiologique prévues à la section 12 du présent chapitre ;

2° Apporte son concours en ce qui concerne :

- a) L'évaluation des risques prévue à l'article R. 4451-13 et suivants ;
- b) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux mesures et moyens de prévention prévus à la section 5 du présent chapitre, notamment celles concernant la définition des contraintes de dose prévue au 1° de l'article R. 4451-33 et l'identification et la délimitation des zones prévues aux articles R. 4451-22 et R. 4451-26 ;
- c) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux conditions d'emploi des travailleurs prévue à la section 7 du présent chapitre, notamment celles concernant l'évaluation individuelle du risque lié aux rayonnements ionisants prévue à l'article R. 4451-52, les mesures de protection individuelle prévues à l'article R. 4451-56 et l'information et la formation à la sécurité des travailleurs prévue aux articles R. 4451-58 et R. 4451-59 ;

d) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives à la surveillance de l'exposition individuelle des travailleurs prévue à la section 9 du présent chapitre en liaison avec le médecin du travail ;

e) La coordination des mesures de prévention relatives à la radioprotection au sens de l'article R. 4511-5 ;

f) L'élaboration des procédures et moyens pour la décontamination des lieux de travail susceptibles de l'être ;

g) L'enquête et l'analyse des événements significatifs mentionnés à l'article R. 4451-77 ;

3° Exécute ou supervise :

- a) Les mesurages prévus à l'article R. 4451-15 ;

Mise à jour : 16 décembre 2020

Nomination d'un conseiller en radioprotection

ANNEXE II

FORMATION DE LA PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION

Extraits de l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection

Article 3 - Nature et objet de la formation.

La formation mentionnée au 1° de l'article R. 4451-125 du code du travail a pour objet d'apporter aux candidats les fondements techniques et réglementaires nécessaires à l'exercice des missions du conseiller en radioprotection définies à l'article R. 4451-123 du code du travail et à l'article R. 1333-19 du code de la santé publique.

Cette formation, à travers ses niveaux, secteurs et options, est adaptée à la nature et à l'ampleur du risque radiologique et aux conditions d'exécution de l'activité. Elle est déclinée suivant deux formes de compétences, savoir et savoir-faire, adaptées à l'environnement de travail et aux risques associés.

L'enseignement dispensé permet au candidat de connaître et d'être apte à expliquer et mettre en œuvre les principes de radioprotection adaptés aux activités nucléaires pour lesquelles il assure ses missions et d'appliquer les dispositions prévues par la réglementation. A l'issue de sa formation, le candidat est en mesure d'identifier et de comprendre le risque, d'en mesurer les conséquences et de savoir mettre en œuvre les mesures et moyens de prévention pour le maîtriser.

La formation de personne compétente en radioprotection est dispensée par un organisme de formation certifié pour cette prestation. Cette formation est renouvelée périodiquement dans les conditions définies selon les articles 4 à 10.

A l'issue de cette formation, un certificat de formation de personne compétente en radioprotection d'une validité de cinq ans est délivré par l'organisme de formation aux candidats selon les modalités définies à l'article 9.

Article 7 - Renouvellement.

I. - La formation de renouvellement est adaptée aux niveaux, secteurs et options et, le cas échéant, à la formation renforcée mentionnés dans le certificat de formation dont est titulaire la personne compétente en radioprotection.

Cette formation, accessible à une personne titulaire d'un certificat de formation de personne compétente en radioprotection en cours de validité à la date du contrôle de connaissances, est dispensée conformément aux dispositions mentionnées pour chacun des deux niveaux et pour la formation renforcée aux annexes I, II et III.

Article 9 - II. - La durée de validité du certificat de formation est de cinq ans à compter de la date de contrôle de connaissances pour la formation initiale ou à compter de la date d'expiration du précédent certificat pour une formation de renouvellement.

Le certificat de la formation renforcée a la même date d'expiration que le certificat de la formation mentionnée aux articles 5 et 7 auquel il est rattaché.

III. - Le certificat de formation de personne compétente en radioprotection comporte les informations suivantes :

a) Nom et prénoms, date de naissance et photographie d'identité de la personne ayant satisfait au contrôle des connaissances ;

b) Type de formation (initiale, de renouvellement ou renforcée), et en cas de formation de renouvellement ou de formation renforcée, la date de délivrance du certificat précédent ;

Mise à jour : 16 décembre 2020

Nomination d'un conseiller en radioprotection

- c) Niveau de la formation, secteur(s) d'activité et option(s) ;
 - d) Date d'expiration du certificat de formation ;
 - e) Nom de l'organisme de formation certifié, son numéro de certification et la date d'expiration de celle-ci ainsi que le nom de l'organisme de certification ;
 - f) Identifiant des questionnaires utilisés lors du contrôle des connaissances.
- IV. - A l'issue de chaque session, l'organisme de formation communique à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, selon les modalités définies par l'Institut, la liste des certificats délivrés comprenant les éléments mentionnés au III.

ANNEXE III

MOYENS ET MISSIONS SPECIFIQUES DE LA PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION

- *Ma hiérarchie m'octroie tout le temps nécessaire à mon activité de PCR.*
- *Au sein de l'établissement, mon activité de PCR est limitée géographiquement au laboratoire de recherche CIRIMAT à l'ENSIACET – 4 Allée Emile Monso - 31432 TOULOUSE Cedex 4.*

Cette activité consiste en :

- *la formation et information des personnes amenées à intervenir sur des appareils électriques émettant des rayons X.*
- *la délimitation des zonages et les études de postes concernées.*
- *la planification des contrôles réglementaires Internes et externes.*
- *le suivi des relations avec les autorités compétentes (IRSN, ASN, médecine de prévention, CHS...).*
- *la mise en place du suivi dosimétrique.*
- *la gestion des situations dégradées.*
- *la veille réglementaire.*
- *L'approvisionnement, la gestion et la déclaration des tubes à rayons X.*

Nomination d'un conseiller en radioprotection

b) Les vérifications de l'efficacité des moyens de prévention prévues à la section 6 du présent chapitre à l'exception de celles prévues aux articles R. 4451-40 et R. 4451-44.

Article R4451-124

I.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils qu'il donne en application du 1° de l'article R. 4451-123 sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

Dans les établissements dotés d'un comité social et économique, ces éléments sont utilisés pour établir le rapport et le programme de prévention des risques professionnels annuels prévus à l'article L. 4612-16.

II.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre du 1° du I de l'article R. 1333-19 du code de la santé publique peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du I de l'article R. 4451-123 lorsqu'ils portent sur le même objet.

Extraits du code de la santé publique

Article R1333-19

I.-En fonction de la nature de l'activité exercée, le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) l'examen préalable, du point de vue de la radioprotection, des plans des installations, notamment au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 1333-7 ;
- b) La vérification périodique de l'efficacité du contrôle interne, des procédures et des dispositifs techniques mentionnés à l'article R. 1333-15 ;
- c) La réception et le contrôle, du point de vue de la radioprotection, des sources de rayonnements ionisants nouvelles ou modifiées ;
- d) La réception et l'étalonnage périodique des instruments de mesurage et la vérification périodique de leur bon fonctionnement et de leur emploi correct ;
- e) l'optimisation de la radioprotection et l'établissement de contraintes de dose appropriées ;
- f) La définition du système d'assurance qualité mis en place ;
- g) La définition du programme de surveillance radiologique des effluents et de l'environnement ;
- h) La définition des modalités de gestion des déchets radioactifs ;
- i) La définition des dispositions relatives à la prévention des événements significatifs mentionnés à l'article R. 1333-21, les enquêtes et analyses relatives à ces événements et à la définition des actions correctives ;
- j) La préparation aux situations d'urgence radiologique mentionnées à l'article L. 1333-3 et l'intervention d'urgence ;
- k) l'élaboration d'une documentation appropriée, notamment en matière d'évaluation préalable des risques et de procédures écrites ;

2° Exécute ou supervise la mise en œuvre des mesures de radioprotection mentionnées au 1°.

II.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils mentionnés au 1° du I sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

III.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre de l'article R. 4451-123 du code du travail peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du 1° du I du présent article lorsqu'ils portent sur le même objet.

IV.-Afin de s'assurer de l'optimisation de la radioprotection des personnes et des patients, le responsable d'une activité nucléaire peut demander au conseiller en radioprotection de se mettre en liaison avec le physicien médical dans les établissements où sont réalisés les actes tels que définis à l'article R. 1333-45.

Mise à jour : 16 décembre 2020

Nomination d'un conseiller en radioprotection

La reconduction à la mission de CRP à la fin de la validité de la formation ne peut s'effectuer par tacite reconduction. Une nouvelle décision devra être signée après la validation de la remise à niveau.

Son nom et ses coordonnées seront portés à la connaissance de chaque salarié amené à intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée. Une copie de cette désignation sera communiquée à l'ASN et l'IRSN dans le cadre du suivi dosimétrique des travailleurs².

À ce titre, M Charvillat Cédric est tenu d'assurer les missions afférentes aux conseillers en radioprotection, telles que définies dans les articles R4451-122 à R4451-124 du code du travail (cf. annexe I et III). Il ne peut exercer ces missions que dans la limite de l'option suivie et validée lors de sa formation.

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, la Personne Compétente en Radioprotection désignée et le responsable du champ de compétence de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, champs de compétences, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site Intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'UT3 : sandy.houlbregue@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INP : francois.llanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via l'application web FileZ sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>.

Fait à Toulouse, le 17/12/2020

Le Président de l'Université

Le Délégué Régional CNRS

Le Président de l'INPT



Le Président

Le Directeur du Laboratoire

La PCR

Jean-Marc BROTO

Christophe LAURENT

Cédric CHARVILLAT

Directeur du CIRIMAT

Arrêté du 17 juillet 2013 relatif à la carte de suivi médical et au suivi dosimétrique des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants
Mise à jour : 16 décembre 2020

Nomination d'un conseiller en radioprotection



DEC 211895DR14

Le Président de l'Université Toulouse Jean-Jaurès et le Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest

Vu,

- le Code du Travail, notamment les articles R. 4451-111 à 126 ;
- le Code de la Santé Publique, notamment les articles R. 1333-18 à 20 ;
- l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;
- le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment l'article 3 ;
- le certificat de formation de personne compétente en radioprotection (voir niveau, secteur et option ci-dessous) délivré à Madame Magali Philippe le 26/11/2020 par Monsieur Stéphane Pont, formateur certifié de l'organisme agréé Dekra ;

Niveau	Secteur	Option
<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine artificielle	
	<input type="checkbox"/> Rayonnements d'origine naturelle	
<input checked="" type="checkbox"/> 2	<input checked="" type="checkbox"/> Industrie	<input checked="" type="checkbox"/> Sources scellées, appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules
		<input type="checkbox"/> Sources non scellées et sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles

Décident que :

Madame Magali Philippe, Assistant Ingénieur au CNRS est nommée **Conseillère en Radioprotection** à compter du 01/01/2021 au laboratoire Géographie de l'Environnement (GEODE, UMR5602), Université Toulouse - Jean Jaurès, Maison de la Recherche, 5 allées Antonio Machado, 31058 TOULOUSE CEDEX 9.

Cependant pour que cette désignation reste valable Madame Magali Philippe devra respecter les modalités de renouvellement de la formation de la personne compétente en radioprotection (renouvellement à réaliser dans l'année qui précède l'expiration du certificat).

Son nom et ses coordonnées seront portés à la connaissance de chaque salarié amené à intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée. Une copie de cette désignation sera communiquée à l'ASN et l'IRSN dans le cadre du suivi dosimétrique des travailleurs.

A ce titre, Madame Magali Philippe est tenue d'assurer les missions afférentes aux conseillers en radioprotection, telles que définies dans les articles R4451-122 à R4451-124 du code du travail et R1333-19 du code de la santé publique (cf. annexe I) et ne peut exercer ces missions que dans la limite de l'option suivie et validée lors de sa formation. Les missions spécifiques ainsi que le temps alloué et les moyens mis à disposition sont détaillés dans l'annexe II.

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, le Conseiller en Radioprotection désigné et le responsable du champ de compétence de ce dernier sont informés

Nomination d'un conseiller en radioprotection

ANNEXE I

MISSION DU CONSEILLER EN RADOPROTECTION

Extraits du code du travail

Article R4451-122

Sous la responsabilité de l'employeur, le conseiller en radioprotection participe, dans un objectif de prévention, à la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Il exerce ses missions en lien avec le médecin du travail, le salarié mentionné au I de l'article L. 4644-1 et le comité social et économique.

Article R4451-123

Le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) La conception, la modification ou l'aménagement des lieux de travail et des dispositifs de sécurité destinés à prévenir les risques liés aux rayonnements ionisants ;
- b) Les programmes des vérifications des équipements de travail et des lieux de travail prévues à la section 6 au présent chapitre ainsi que les modalités de suivi de l'exposition individuelle des travailleurs ;
- c) L'instrumentation appropriée aux vérifications mentionnées au b) et les dosimètres opérationnels ;
- d) Les modalités de classement des travailleurs prévu à l'article R. 4451-57 ;
- e) Les modalités de délimitation et conditions d'accès aux zones mentionnées aux articles R. 4451-24 et R. 4451-28 ;
- f) La préparation et l'intervention en situations d'urgence radiologique prévues à la section 12 du présent chapitre ;

2° Apporte son concours en ce qui concerne :

- a) L'évaluation des risques prévue à l'article R. 4451-13 et suivants ;
- b) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux mesures et moyens de prévention prévus à la section 5 du présent chapitre, notamment celles concernant la définition des contraintes de dose prévue au 1° de l'article R. 4451-33 et l'identification et la délimitation des zones prévues aux articles R. 4451-22 et R. 4451-26 ;
- c) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives aux conditions d'emploi des travailleurs prévue à la section 7 du présent chapitre, notamment celles concernant l'évaluation individuelle du risque lié aux rayonnements ionisants prévue à l'article R. 4451-52, les mesures de protection individuelle prévues à l'article R. 4451-56 et l'information et la formation à la sécurité des travailleurs prévue aux articles R. 4451-58 et R. 4451-59 ;

d) La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives à la surveillance de l'exposition individuelle des travailleurs prévue à la section 9 du présent chapitre en liaison avec le médecin du travail ;

e) La coordination des mesures de prévention relatives à la radioprotection au sens de l'article R. 4511-5 ;

f) L'élaboration des procédures et moyens pour la décontamination des lieux de travail susceptibles de l'être ;

g) L'enquête et l'analyse des événements significatifs mentionnés à l'article R. 4451-77 ;

3° Exécute ou supervise :

- a) Les mesurages prévus à l'article R. 4451-15 ;
- b) Les vérifications de l'efficacité des moyens de prévention prévues à la section 6 du présent chapitre à l'exception de celles prévues aux articles R. 4451-40 et R. 4451-44.

Article R4451-124

Nomination d'un conseiller en radioprotection

I.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils qu'il donne en application du 1° de l'article R. 4451-123 sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

Dans les établissements dotés d'un comité social et économique, ces éléments sont utilisés pour établir le rapport et le programme de prévention des risques professionnels annuels prévus à l'article L. 4612-16.

II.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre du 1° du I de l'article R. 1333-19 du code de la santé publique peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du I de l'article R. 4451-123 lorsqu'ils portent sur le même objet.

Extraits du code de la santé publique

Article R1333-19

I.-En fonction de la nature de l'activité exercée, le conseiller en radioprotection :

1° Donne des conseils en ce qui concerne :

- a) l'examen préalable, du point de vue de la radioprotection, des plans des installations, notamment au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 1333-7 ;
- b) La vérification périodique de l'efficacité du contrôle interne, des procédures et des dispositifs techniques mentionnés à l'article R. 1333-15 ;
- c) La réception et le contrôle, du point de vue de la radioprotection, des sources de rayonnements ionisants nouvelles ou modifiées ;
- d) La réception et l'étalonnage périodique des instruments de mesurage et la vérification périodique de leur bon fonctionnement et de leur emploi correct ;
- e) l'optimisation de la radioprotection et l'établissement de contraintes de dose appropriées ;
- f) La définition du système d'assurance qualité mis en place ;
- g) La définition du programme de surveillance radiologique des effluents et de l'environnement ;
- h) La définition des modalités de gestion des déchets radioactifs ;
- i) La définition des dispositions relatives à la prévention des événements significatifs mentionnés à l'article R. 1333-21, les enquêtes et analyses relatives à ces événements et à la définition des actions correctives ;
- j) La préparation aux situations d'urgence radiologique mentionnées à l'article L. 1333-3 et l'intervention d'urgence ;
- k) l'élaboration d'une documentation appropriée, notamment en matière d'évaluation préalable des risques et de procédures écrites ;

2° Exécute ou supervise la mise en œuvre des mesures de radioprotection mentionnées au 1°.

II.-Le conseiller en radioprotection consigne les conseils mentionnés au 1° du I sous une forme en permettant la consultation pour une période d'au moins dix ans.

III.-Les conseils donnés par le conseiller en radioprotection au titre de l'article R. 4451-123 du code du travail peuvent être regardés comme étant des conseils donnés au titre du 1° du I du présent article lorsqu'ils portent sur le même objet.

IV.-Afin de s'assurer de l'optimisation de la radioprotection des personnes et des patients, le responsable d'une activité nucléaire peut demander au conseiller en radioprotection de se mettre en liaison avec le physicien médical dans les établissements où sont réalisés les actes tels que définis à l'article R. 1333-45.

Nomination d'un conseiller en radioprotection

ANNEXE II

MOYENS ET MISSIONS SPECIFIQUES DU CONSEILLER EN RADIOPROTECTION

- ✓ Le temps alloué par Vanessa Py, directrice du laboratoire GEODE, pour réaliser les missions de Conseillère en Radioprotection est de 10%.
- ✓ L'organisation de la radioprotection :
Les lieux concernés sont la Plateforme du laboratoire GEODE en salle de sédimentologie ainsi qu'à l'extérieur du laboratoire, en mission.
Etablir le zonage lors de l'utilisation de l'appareil en mode intrusif (connecté à la chambre d'acquisition) et la zone d'opération lors de son utilisation In Situ (sur le terrain).
- ✓ La formation et information : toute personne amenée à utiliser l'analyseur à fluorescence X aura, au préalable, suivi une formation à son utilisation et aux respects des mesures de sécurité, dispensée par Magali Philippe, Conseillère en Radioprotection et Responsable de l'équipement. A l'issue de cette formation, le futur nouvel utilisateur se verra remettre une autorisation d'utilisation de l'analyseur à fluorescence X et s'engage à respecter les mesures édictées.
- ✓ La réalisation des fiches d'exposition pour chaque type d'utilisation de l'analyseur, in situ ou en mode intrusif.
- ✓ La planification des contrôles réglementaires internes et externes dont la réalisation des Vérifications Périodiques (1 fois par an minimum et après chaque maintenance par le constructeur ou nouvelle utilisation de l'analyseur) et l'émission du Rapport Technique (La VP peut être réalisée par la CRP ou un OVA (Organisme Vérificateur Accrédité))
- ✓ Le suivi des relations avec les autorités compétentes (IRSN, ASN, médecine de prévention, CHS...)
- ✓ La gestion des situations dégradées
- ✓ La veille réglementaire

Nomination d'un conseiller en radioprotection

que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, champs de compétences, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via l'application web FileZ sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>

Fait à Toulouse, le 26 février 2021

Le Président de l'Université
Toulouse Jean Jaurès

Présidente,

Virginie GARNIER



Le Délégué Régional CNRS

Pour le Délégué Régional Empêché

Virginie MAHDI

Le Directeur du Laboratoire


Vanessa
PY-SARAGOLA
Directrice


Le conseiller en radioprotection




Inserm

 La science pour la santé
From science to health

INSA

 INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE

 UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER


Bâtiment B- INFINITY UMR 1291 Inserm/CNRS UMR 5051/Université Toulouse III

DEC212371DR14

Lettre de cadrage

Décision de nomination à la fonction d'assistant de prévention (n° BO du CNRS)

Madame Anne THOUARD, AI CNRS

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique prévoit, en son article 4, la nomination d'Assistants de prévention constituant un réseau de proximité en matière de prévention, sur le terrain.

Article 1 - Nomination et positionnement

Vous avez bien voulu accepter la fonction d'assistant de prévention et avez été nommé (e) à compter du 1 janvier 2021

Conformément aux dispositions de l'article précité, vous exercez cette fonction sous la responsabilité de Nicolas Fazilleau, Directeur de l'unité U1291- Infinity et de ce fait, recevrez des directives de sa part et devrez lui rendre compte de votre action.

Cette dernière doit être essentiellement axée sur le conseil et l'assistance.

Pour officialiser votre mission, ce document fait également office de décision portant nomination pour la durée du mandat du directeur d'unité ou pour une durée de 5 ans en dehors des laboratoires de recherche. La reconduction de la mission est possible mais pas par tacite reconduction.

Une mise à jour de votre fiche de poste doit être opérée.

Chaque année, le chef de service / directeur précité et l'assistant de prévention effectueront un bilan des missions et définiront ensemble les objectifs de l'année qui suit. Cette action devra notamment s'appuyer sur l'état d'avancement de l'évaluation des risques professionnels et de son programme d'actions.

Il peut être mis fin à cette mission à la demande de l'une ou l'autre partie. Une décision actera cette fin de fonction.



Inserm

La science pour la santé
From science to health



INSA

INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE



UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER



Article 2 - Champ de compétences

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4-1 du décret du 28 mai 1982 précité, votre mission d'assistant de prévention a pour objet principal d'assister et de conseiller le chef de service / directeur précité dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Vos missions, avec l'appui des conseillers de prévention et des médecins de prévention des tutelles ou partenaires, s'articulent autour de :

- La mise en place d'une politique de prévention des risques et la mise en œuvre de la politique définie par l'hébergeur ;
- l'animation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel des unités ou services relevant de votre périmètre d'action ;
- la prévention des dangers susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents, dans le cadre des actions de prévention arrêtées par le chef de service ;
- l'amélioration des méthodes et du milieu du travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents ;
- l'intégration de la sécurité dans la conception des nouvelles manipulations et installations ;
- l'approfondissement, dans les services, de la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre ;
- la bonne tenue des registres de santé et de sécurité au travail dans les services relevant de votre périmètre d'action.

De plus, vous pourrez être amené(e) à participer aux travaux des CHSCT des tutelles ou partenaires si l'ordre du jour le nécessite, ou à des groupes de travail.

Vous devez être informé(e) de tout événement ou décision ayant une incidence sur l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans votre périmètre d'action.

Il vous appartient de contribuer à la bonne connaissance des règles d'hygiène et de sécurité par les personnels et à leur bonne application.

Vous proposerez des mesures pratiques et opérationnelles propres à améliorer la prévention des risques professionnels en vous appuyant sur les rapports des inspecteurs sécurité et santé au travail du MENESR, des conseillers de prévention, des médecins de prévention et sur l'évaluation des risques professionnels (décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001).

D'une façon générale, vous rechercherez des solutions pratiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. En ce sens, vous contribuerez à l'analyse des causes des accidents de service et de travail et participerez, avec les autres acteurs de prévention, à la sensibilisation et à la formation des personnels.

En matière d'évaluation des risques, telle que prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, il est rappelé que cette action est prioritaire. L'évaluation des risques professionnels et son programme d'actions, une fois réalisés doivent être mis à jour annuellement, en collaboration avec le chef de service ou directeur d'unité. Les personnels des unités ou services relevant de votre périmètre d'action doivent être associés.



Article 3 - Formation

Conformément à l'article 4-2 du décret précité, vous bénéficiez d'une formation initiale obligatoire (novembre 2003), préalable à votre prise de fonction. Par ailleurs, des sessions de formation continue vous seront dispensées ; vous êtes tenu d'y participer.

Article 4 - Périmètre d'action

Vous exercez votre fonction d'assistant de prévention et avez une compétence sur les équipes Cécile Malnou / Daniel Dunia et Jacques Izopet/ Bernard Lagane situées au 4e étage du bâtiment B, du site Inserm à Purpan, téléphone 05 62 74 86 74.

Article 5 - Liens fonctionnels

Tout en restant sous l'autorité directe de votre chef de service, vous informez les différents conseillers de prévention des tutelles ou partenaires des actions réalisées et exercez notamment une première analyse des risques encourus par les agents.

Votre action ne peut se concevoir sans un travail de partenariat étroit avec les conseillers de prévention, le médecin de prévention et l'inspecteur santé et sécurité au travail qui sont vos interlocuteurs directs pour tout conseil et appui technique.

Vous exercerez vos fonctions en relation avec les autres acteurs concourant à l'amélioration des conditions de travail des agents comme les services des ressources humaines, les services immobiliers et/ou techniques, de manière à mobiliser l'ensemble des intervenants chaque fois que nécessaire.

Article 6 - Moyens

Pour l'exercice de cette mission vous disposerez de 15 % de votre temps de travail affecté à cette mission.

Les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission vous seront attribués (documentation, abonnements, équipements bureautiques...)



Inserm

La science pour la santé
From science to health



INSA

INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE



UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER



Article 7 : Protection des données

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, l'assistant(e) de prévention désigné et le responsable du périmètre d'action de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, périmètre d'action, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'Université Toulouse III – Paul Sabatier : dps@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INSERM : communication.toulouse@inserm.fr

Pour l'INSA : pre@insa-toulouse.fr

Pour l'INP : francois.llanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via une application sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>


Inserm

 La science pour le santé
From science to health

INSA

 INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE

 UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER


Article 8

Pour l'université, le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Pour le CNRS, cette décision sera publiée dans son Bulletin Officiel.

A Toulouse le 03.05.2021

L'assistant de prévention 	Le chef de service / directeur du périmètre d'action de l'assistant de prévention 	Le directeur de structure (Composante, Institut, unité de recherche...) Infinity : Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires UMR Inserm 1291 - CNRS 5051 Université Toulouse III Directeur : Dr. Nicolas Fazilleau CHU Purpan, BP 1028 31024 Toulouse cedex 3 FRANCE Tél. 05 62 74 45 45
Le président de l'université Toulouse III - Paul Sabatier Le Président Jean-Marc BROTO	Le délégué régional du CNRS Pour le Délégué Régional Empêché Virginie MAHDI	Le déléguée régionale de l'INSERM L'Adjointe au Délégué régional de l'Inserm Occitanie-Pyrénées Hélène CALMES
Le président de l'INP	Le directeur de l'INSA	



Inserm

La science pour la santé
From science to health



INSA

INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE



**UNIVERSITÉ
TOULOUSE III**



Bâtiment B- INFINITY UMR 1291 Inserm/CNRS UMR 5051/Université Toulouse III

DEC212376DR14

Lettre de cadrage

Décision de nomination à la fonction d'assistant de prévention (n° BO du CNRS)

Madame, Claire Cénac, Ingénieur d'Etudes - CNRS

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique prévoit, en son article 4, la nomination d'Assistants de prévention constituant un réseau de proximité en matière de prévention, sur le terrain.

Article 1 - Nomination et positionnement

Vous avez bien voulu accepter la fonction d'assistant de prévention et avez été nommé (e) à compter du 01 / 01 / 2021.

Conformément aux dispositions de l'article précité, vous exercez cette fonction sous la responsabilité de Nicolas Fazilleau, Directeur de l'unité U1291- Infinity et de ce fait, recevrez des directives de sa part et devrez lui rendre compte de votre action.

Cette dernière doit être essentiellement axée sur le conseil et l'assistance.

Pour officialiser votre mission, ce document fait également office de décision portant nomination pour la durée du mandat du directeur d'unité ou pour une durée de 5 ans en dehors des laboratoires de recherche. La reconduction de la mission est possible mais pas par tacite reconduction.

Une mise à jour de votre fiche de poste doit être opérée.

Chaque année, le chef de service / directeur précité et l'assistant de prévention effectueront un bilan des missions et définiront ensemble les objectifs de l'année qui suit. Cette action devra notamment s'appuyer sur l'état d'avancement de l'évaluation des risques professionnels et de son programme d'actions.

Il peut être mis fin à cette mission à la demande de l'une ou l'autre partie. Une décision actera cette fin de fonction.



Inserm

la science pour la santé
From science to health



INSA

INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE



UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER



Article 2 - Champ de compétences

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4-1 du décret du 28 mai 1982 précité, votre mission d'assistant de prévention a pour objet principal d'assister et de conseiller le chef de service / directeur précité dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Vos missions, avec l'appui des conseillers de prévention et des médecins de prévention des tutelles ou partenaires, s'articulent autour de :

- La mise en place d'une politique de prévention des risques et la mise en œuvre de la politique définie par l'hébergeur ;
- l'animation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel des unités ou services relevant de votre périmètre d'action ;
- la prévention des dangers susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents, dans le cadre des actions de prévention arrêtées par le chef de service ;
- l'amélioration des méthodes et du milieu du travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents ;
- l'intégration de la sécurité dans la conception des nouvelles manipulations et installations ;
- l'approfondissement, dans les services, de la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre ;
- la bonne tenue des registres de santé et de sécurité au travail dans les services relevant de votre périmètre d'action.

De plus, vous pourrez être amené(e) à participer aux travaux des CHSCT des tutelles ou partenaires si l'ordre du jour le nécessite, ou à des groupes de travail.

Vous devez être informé(e) de tout événement ou décision ayant une incidence sur l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans votre périmètre d'action.

Il vous appartient de contribuer à la bonne connaissance des règles d'hygiène et de sécurité par les personnels et à leur bonne application.

Vous proposerez des mesures pratiques et opérationnelles propres à améliorer la prévention des risques professionnels en vous appuyant sur les rapports des inspecteurs sécurité et santé au travail du MENESR, des conseillers de prévention, des médecins de prévention et sur l'évaluation des risques professionnels (décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001).

D'une façon générale, vous rechercherez des solutions pratiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. En ce sens, vous contribuerez à l'analyse des causes des accidents de service et de travail et participerez, avec les autres acteurs de prévention, à la sensibilisation et à la formation des personnels.

En matière d'évaluation des risques, telle que prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, il est rappelé que cette action est prioritaire. L'évaluation des risques professionnels et son programme d'actions, une fois réalisés doivent être mis à jour annuellement, en collaboration avec le chef de service ou directeur d'unité. Les personnels des unités ou services relevant de votre périmètre d'action doivent être associés.



Article 3 - Formation

Conformément à l'article 4-2 du décret précité, vous avez bénéficié d'une formation initiale obligatoire du 28/04 au 07/05/2015, préalable à votre première prise de fonction. Par ailleurs, des sessions de formation continue vous seront dispensées ; vous êtes tenue d'y participer.

Article 4 - Périmètre d'action

Vous exercez votre fonction d'assistant de prévention et avez une compétence sur l'équipe Jean-Charles Guéry situé au 4^e étage du bâtiment B du site Inserm à Purpan. Téléphone 05.62.74.45.34

Article 5 - Liens fonctionnels

Tout en restant sous l'autorité directe de votre chef de service, vous informez les différents conseillers de prévention des tutelles ou partenaires des actions réalisées et exercez notamment une première analyse des risques encourus par les agents.

Votre action ne peut se concevoir sans un travail de partenariat étroit avec les conseillers de prévention, le médecin de prévention et l'inspecteur santé et sécurité au travail qui sont vos interlocuteurs directs pour tout conseil et appui technique.

Vous exercerez vos fonctions en relation avec les autres acteurs concourant à l'amélioration des conditions de travail des agents comme les services des ressources humaines, les services immobiliers et/ou techniques, de manière à mobiliser l'ensemble des intervenants chaque fois que nécessaire.

Article 6 - Moyens

Pour l'exercice de cette mission vous disposerez de 10 % de votre temps de travail affecté à cette mission.

Les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission vous seront attribués (documentation, abonnements, équipements bureautiques...)



Article 7 : Protection des données

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, l'assistant(e) de prévention désigné et le responsable du périmètre d'action de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, périmètre d'action, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'Université Toulouse III – Paul Sabatier : dps@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INSERM : communication.toulouse@inserm.fr

Pour l'INSA : pre@insa-toulouse.fr

Pour l'INP : francois.llanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via une application sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>


Inserm

 la science pour la santé
From science to health

INSA

 INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
TOULOUSE

 UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER


Article 8

Pour l'université, le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Pour le CNRS, cette décision sera publiée dans son Bulletin Officiel.

A Toulouse le 29/04/2021

L'assistant de prévention <i>Claire Lenac</i> 	Le chef de service / directeur du périmètre d'action de l'assistant de prévention Jean-Charles GOERY	Le directeur de structure (Composante, Institut, unité de recherche...) Institut toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires LMR Inserm 1291 - CNRS 5031 - Université Toulouse III Directeur : Dr. Nicolas Fauriat CHU Purpan, BP 3028 31024 Toulouse cedex 3 FRANCE tél. 05 62 74 45 45
Le président de l'université Toulouse III - Paul Sabatier Le Président Jean-Marc BROTO	Le délégué régional du CNRS Pour le Délégué Régional Empêché Virginie MAHDI	La déléguée régionale de l'INSERM L'Adjointe au Délégué régional de l'Inserm Occitanie Pyrénées Hélène CALMES
Le président de l'INP	Le directeur de l'INSA	

DEC212435DR14

Décision portant délégation de signature à M. Philippe BENEZETH, directeur de l'unité MOY1678 intitulée Direction des Systèmes d'Information, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique

Vu la décision DEC100170DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des systèmes d'information ;

Vu la décision DEC211000DAJ du 03 mars 2021 nommant M. Philippe Bénézeth aux fonctions de directeur de systèmes d'information (DSI) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe BENEZETH, directeur de l'unité MOY1678, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BENEZETH, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Pierre FONTANEL, directrice adjointe et à Mme Marie-Chitra IRIART, directrice adjointe administrative aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190347DR14 du 18 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 08 juillet 2021

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC212439DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Pierre FONTANEL et à Mme Marie-Chitra IRIART, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité MOY1678, intitulée direction des systèmes d'information (DSI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC100170DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des systèmes d'information ;

Vu la décision DEC211000DAJ du 03 mars 2021 nommant M. Philippe Bénézech aux fonctions de directeur de systèmes d'information (DSI) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marie-Pierre FONTANEL. Directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Pierre FONTANEL, délégation est donnée à Mme Marie-Chitra IRIART, directrice adjointe administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Labège, le 13/07/2021

Le directeur d'unité
Philippe BENEZETH

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Modèle de décision d'habilitation**DEC213087DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors des Journées Plénières du GDR B2i avec plus de 49 personnes en dehors du lieu habituel d'exercice de l'activité, les 21 et 22 septembre 2021 :

- (Unité TBI – UMR 5504) : Mme Emmanuelle TREVISIOL


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 17 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213089DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors des journées plénières du GDR B2i avec plus de 49 personnes en dehors du lieu habituel d'exercice de l'activité, les 21 et 22 septembre 2021 :

- (Unité TBI – UMR 5504) : Mr Etienne DAGUE

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 17 septembre 2021



Christophe Giraud



Le Délégué Régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213094DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la Fête de la Science avec un accueil de 35 lycéens, le 1^{er} octobre 2021 :

- (Unité LHFA – UMR 5069) : Mme Isabelle FAVIER

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 17 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213095DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la Fête de la Science avec un accueil de 35 lycéens, le 8 octobre 2021 :

- (Unité LHFA – UMR 5069) : Mme Isabelle FAVIER

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 17 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213158DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du moment de convivialité avec des personnes extérieures au lieu de réception suite à la thèse de Yohan GISBERT, le 30 septembre 2021 :

- (Unité CEMES – UPR 8011) : Mr Tony CHEVALIER

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 23 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213202DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du Symposium SMC avec plus de 49 personnes et ouvert à l'extérieur, les 29 et 30 septembre 2021 :

- (Au sein de l'unité CBI – FR 3743) : Mme Gwenaëlle JUFFROY

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2021



Christophe Giraud



Le Délégué Régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213203DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du Symposium *Drosophila Development and Genetics* avec plus de 49 personnes et ouvert à l'extérieur, les 30 septembre et 1^{er} octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité CBI – FR 3743) : Mme Gwenaëlle JUFFROY

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213204DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du Symposium Hétérogénéité avec plus de 49 personnes et ouvert à l'extérieur, du 11 au 13 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité CBI – FR 3743) : Mme Gwenaëlle JUFFROY

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213249DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'évènement Visites Insolites dans le cadre de la Fête de la Science le 6 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité LAPLACE – UMR 5213) : Mme Camille ROUX et Mr Valentin FERRER

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 28 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213274DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du moment de convivialité avec des personnes extérieures au lieu de réception suite à la thèse de Mr Clément MAJOREL, le 8 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mr Jean-Marie POUMIROL


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 30 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213276DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'après-midi scientifique en l'honneur d'Isabelle MARIDONNEAU-PARINI à l'occasion de son départ à la retraite + manifestation festive, le 22 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité IPBS – UMR 5089) : Mr Arnaud METAIS


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 30 septembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213298DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la visite du CBI dans le cadre des Visites Insolites du CNRS, le 9 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité CBI – FR 3743) : Mmes Sophie VIALAR, Patricia SIGUIER et Mr Thomas JUNGAS


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 1^{er} octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213300DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la soutenance de thèse de Neil COX, le 6 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité TBI – UMR 5504) : Mr Cyril CHARLIER


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 1^{er} octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213327DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'accueil d'une classe de collège et son enseignant à l'occasion de la fête de la science, le vendredi 8 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mme Bénédicte WAROT

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 5 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213328DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du 1^{er} Séminaire Interdisciplinaire du GDR Mémoire organisé à Vers dans le Lot avec plus de 50 personnes, du 12 au 15 octobre 2021 :

- (Unité CERCO – UMR 5549) : Mme Simona CELEBRINI et Mr Emmanuel BARBEAU

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 5 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213347DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la cérémonie de remise de la médaille de bronze du CNRS à Edouard Pauwels, le vendredi 8 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité IRIT – UMR 5505) : Mme Véronique DEBATS

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 7 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213358DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du moment de convivialité avec des personnes extérieures au lieu de réception suite à la thèse de Julien GOSTEAU, le 14 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mr Rémi ARRAS

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 7 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213360DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du Colloque du GDR Mémoire qui se tiendra dans le Lot et qui doit rassembler 160 personnes, du 12 au 15 octobre 2021 :

- (Unité CRCA – UMR 5169) : Mme Claire RAMPON

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 7 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213434DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilitées à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'Atelier 3 de la Zone Atelier PYGAR, le 19 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité TRACES / UT2J) : Mmes Vanessa LEA, Sandrine COSTAMAGNO et Morgane GIBERT


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 18 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213436DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la réunion scientifique - Equipe Smp3c, le 20 octobre 2021 :


- (Au sein de l'unité TRACES / UT2J) : Mme Caroline RENARD et Mr Jean-Marc PETILLON


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 18 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213438DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilitées à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors des Journées Annuelles du GDR MediatEC, du 27 au 29 octobre 2021 :

- (Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mmes Anne-Geneviève BAGNERES-URBANY, Marzia CARRADA, Véronique CASSIN et Martine HOSSAERT-MCKEY

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 18 octobre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213605DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'accueil des nouveaux entrants qui aura lieu le lundi 15 novembre 2021 :


(Au sein de l'unité LAPLACE – UMR 5213) : Mme Stéphanie TRIEULET, Mme Laurence LAFFONT et Mr Xavier ROBOAM.


Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 15 novembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213615DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la conférence « Covid-19 : Où en sommes-nous sur les vaccins et les outils thérapeutiques émergents ? le 24 novembre 2021 :



(Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mme Aurore PRUVOST

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 16 novembre 2021


Christophe Giraud

Le Délégué régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213662DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la soutenance de thèse de Nicolas Géraud + manifestation festive, le 23 novembre 2021 :

(Au sein de l'unité IPBS – UMR 5089) : Mme Sophie Zuberogoitia

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 22 novembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213718DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la réunion d'équipe PSH, le 26 novembre 2021 :


(Au sein de l'unité TRACES – UMR 5608) : Mme Claire MANEN


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 25/11/2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213719DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la réunion d'équipe PSH, le 7 décembre 2021 :


(Au sein de l'unité TRACES – UMR 5608) : Mme Claire MANEN


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 25/11/2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213720DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du pot de convivialité suite HDR de Mr Aurélien CUCHE, le 26 novembre 2021 :

(Au sein de l'unité CEMES – UPR 8011) : Mr Jean-Marie POUMIROL

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 25/11/21


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213747DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors du pot de thèse de Mme Camille CASTERA au sein de la tour radio de l'N7, le 29 novembre 2021 :

(Unité IRIT – UMR 5505) : Mr Pierre-Hugo VIAL et Mr Cassio FRAGA-DANTAS

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 26 novembre 2021



Christophe Giraud



Le Délégué Régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213815DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la journée d'échanges PCR qui aura lieu le 6 décembre 2021 à l'UPS Toulouse :


(DR 14) : Mme Nathalie DOUBROVINE

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.


Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 30 novembre 2021



Christophe Giraud



Le Délégué Régional



Modèle de décision d'habilitation**DEC213850DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL****Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;**Vu** la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;**Vu** décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;**Vu** le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;**Vu** la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;**Vu** la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;**Vu** la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;**DECIDE :****Article 1^{er}.** - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'organisation des 8èmes journées MAFTEC, du 13 au 15 décembre 2021 :

(Au sein de l'unité IRIT – UMR 5505) : Mr Andreas HERZIG

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.**Article 3.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 6 décembre 2021


Christophe Giraud

Le Délégué Régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213852DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de la soutenance de thèse d'Aurélien Boyancé suivie de son moment de convivialité au sein de l'Amphithéâtre Fernand Gallais et accueil le 17 décembre 2021 :


(Au sein de l'unité IPBS – UMR 5089) : Mme Nelly GILLES


La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

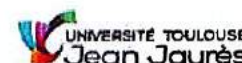
Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 6 décembre 2021


Christophe Giraud
Le Délégué Régional





UPS / CNRS

Lettre de cadrage
Décision de nomination à la fonction d'assistant de prévention

DEC213916DR14

Madame Nathalie ESCALAS, *assistant ingénieur* – CNRS

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique prévoit, en son article 4, la nomination d'Assistants de prévention constituant un réseau de proximité en matière de prévention, sur le terrain.

Article 1 - Nomination et positionnement

Vous avez bien voulu accepter la fonction d'assistant de prévention et avez été nommée à compter du 10 juin 2021.

Conformément aux dispositions de l'article précité, vous exercez cette fonction sous la responsabilité de Madame Kerstin BYSTRICKY, Directrice de l'UMR 5077 – MCD, et de ce fait, recevrez des directives de sa part et devrez lui rendre compte de votre action.

Cette dernière doit être essentiellement axée sur le conseil et l'assistance.

Pour officialiser votre mission, ce document fait également office de décision portant nomination pour la durée du mandat du directeur d'unité ou pour une durée de 5 ans en dehors des laboratoires de recherche. La reconduction de la mission est possible mais pas par tacite reconduction.

Une mise à jour de votre fiche de poste doit être opérée.

Chaque année, le chef de service / directeur précité et l'assistant de prévention effectueront un bilan des missions et définiront ensemble les objectifs de l'année qui suit. Cette action devra notamment s'appuyer sur l'état d'avancement de l'évaluation des risques professionnels et de son programme d'actions.

Il peut être mis fin à cette mission à la demande de l'une ou l'autre partie. Une décision actera cette fin de fonction.



Article 2 - Champ de compétences

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4-1 du décret du 28 mai 1982 précité, votre mission d'assistant de prévention a pour objet principal d'assister et de conseiller le chef de service / directeur précité dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Vos missions, avec l'appui des conseillers de prévention et des médecins de prévention des tutelles ou partenaires, s'articulent autour de :

- La mise en place d'une politique de prévention des risques et la mise en œuvre de la politique définie par l'hébergeur ;
- l'animation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel des unités ou services relevant de votre périmètre d'action ;
- la prévention des dangers susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents, dans le cadre des actions de prévention arrêtées par le chef de service ;
- l'amélioration des méthodes et du milieu du travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents ;
- l'intégration de la sécurité dans la conception des nouvelles manipulations et installations ;
- l'approfondissement, dans les services, de la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre ;
- la bonne tenue des registres de santé et de sécurité au travail dans les services relevant de votre périmètre d'action.

De plus, vous pourrez être amenée à participer aux travaux des CHSCT des tutelles ou partenaires si l'ordre du jour le nécessite, ou à des groupes de travail.

Vous devez être informée de tout événement ou décision ayant une incidence sur l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans votre périmètre d'action.

Il vous appartient de contribuer à la bonne connaissance des règles d'hygiène et de sécurité par les personnels et à leur bonne application.

Vous proposerez des mesures pratiques et opérationnelles propres à améliorer la prévention des risques professionnels en vous appuyant sur les rapports des inspecteurs sécurité et santé au travail du MESRI, des conseillers de prévention, des médecins de prévention et sur l'évaluation des risques professionnels (décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001).

D'une façon générale, vous rechercherez des solutions pratiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. En ce sens, vous contribuerez à l'analyse des causes des accidents de service et de travail et participerez, avec les autres acteurs de prévention, à la sensibilisation et à la formation des personnels.

En matière d'évaluation des risques, telle que prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, il est rappelé que cette action est prioritaire. L'évaluation des risques professionnels et son programme d'actions, une fois réalisés doivent être mis à jour annuellement, en collaboration avec le chef de service ou directeur d'unité. Les personnels des unités ou services relevant de votre périmètre d'action doivent être associés.



Article 3 - Formation

Conformément à l'article 4-2 du décret précité, vous bénéficiez d'une formation initiale obligatoire (les 29, 30, 31 mars 2021 et les 7, 8 et 9 juin 2021), préalable à votre prise de fonction. Par ailleurs, des sessions de formation continue vous seront dispensées ; vous êtes tenue d'y participer.

Article 4 - Périmètre d'action

Vous exercez votre fonction d'assistant de prévention et avez une compétence sur le CBI (centre de biologie intégrative) (bâtiment IBCG et 4R4) (UMR 5077) – tél 05 61 55 81 56

Article 5 - Liens fonctionnels

Tout en restant sous l'autorité directe de votre chef de service, vous informez les différents conseillers de prévention des tutelles ou partenaires des actions réalisées et exercez notamment une première analyse des risques encourus par les agents.

Votre action ne peut se concevoir sans un travail de partenariat étroit avec les conseillers de prévention, le médecin de prévention et l'inspecteur santé et sécurité au travail qui sont vos interlocuteurs directs pour tout conseil et appui technique.

Vous exercerez vos fonctions en relation avec les autres acteurs concourant à l'amélioration des conditions de travail des agents comme les services des ressources humaines, les services immobiliers et/ou techniques, de manière à mobiliser l'ensemble des intervenants chaque fois que nécessaire.

Article 6 - Moyens

Pour l'exercice de cette mission vous disposerez de.....20%..... (Préciser la quotité de travail affectée à cette fonction - ce calcul doit correspondre à la disponibilité réelle de l'agent, à la surface du périmètre d'action, à la configuration des locaux, au nombre d'agents, aux risques présents dans le service). La quotité ne peut pas être inférieure à 5%.

Les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission vous seront attribués (documentation, abonnements, équipements bureautiques, ...).



Article 7 : Protection des données

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, l'assistant(e) de prévention désigné et le responsable du périmètre d'action de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, périmètre d'action, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'Université Toulouse III – Paul Sabatier : dps@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carline.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INSERM : communication.toulouse@inserm.fr

Pour l'INSA : pre@insa-toulouse.fr

Pour l'INP : francois.lanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via une application sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>



Article 8 :

Pour l'université, le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Pour le CNRS, cette décision sera publiée dans son Bulletin Officiel.

A Toulouse, le 8 novembre 2021

<p>L'Assistant de Prévention</p> 	<p>Le Chef de service / Directeur du périmètre d'action de l'Assistant de Prévention</p>  <p>Kerstin BYSTRICKY Directrice du Laboratoire MCD - CBI Unité de Biologie Moléculaire, Cellulaire et du Développement (UMR 5077) Centre de Biologie Intégrative Université Toulouse III Paul Sabatier - CNRS</p>	<p>Le Directeur de structure (Composante, Institut, unité de recherche...)</p>  <p>Fabienne PITUELLO-BERNIER Directrice du CBI Centre de Biologie Intégrative - P.R. 374 - CNRS/Un. Toulouse 3/UPS</p>
<p>Le Président de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier</p>  <p>Jean-Marc BROTO</p>	<p>Le Délégué Régional du CNRS</p>  <p>Délégué Régional Occitanie Ouest Christophe GIRAUD</p>	

Modèle de décision d'habilitation**DEC213927DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors de l'organisation des journées du GDR IA, du 13 au 15 décembre 2021 :


(Au sein de l'unité IRIT – UMR 5505) : Mr Henri PRADE

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.


Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 10 décembre 2021



Christophe Giraud



Le Délégué Régional

Modèle de décision d'habilitation**DEC213935DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilité à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors d'une soutenance de thèse le lundi 13 décembre 2021 :

(Au sein de l'unité LHFA – UMR 5069) : Mr Daniel PLA QUERAL

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 10 décembre 2021



Christophe Giraud

Le Délégué Régional





Locaux propres (préciser UPS / CNRS / INSERM / INP / INSA)

Lettre de cadrage ***Décision de nomination à la fonction d'assistant de prévention***

DEC210720DR14

Madame Christelle CHIRON, AI CNRS

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique prévoit, en son article 4, la nomination d'Assistants de prévention constituant un réseau de proximité en matière de prévention, sur le terrain.

Article 1 - Nomination et positionnement

Vous avez bien voulu accepter la fonction d'assistant de prévention et avez été nommée à compter du 1^{er} octobre 2020 (validée lors du conseil de laboratoire du 28/05/20).

Conformément aux dispositions de l'article précité, vous exercez cette fonction sous la responsabilité de Monsieur Pascal FLOQUET, Directeur du LGC – UMR 5503 - et de ce fait, recevrez des directives de sa part et devrez lui rendre compte de votre action.

Cette dernière doit être essentiellement axée sur le conseil et l'assistance.

Pour officialiser votre mission, ce document fait également office de décision portant nomination pour la durée du mandat du directeur d'unité ou pour une durée de 5 ans en dehors des laboratoires de recherche. La reconduction de la mission est possible mais pas par tacite reconduction.

Une mise à jour de votre fiche de poste doit être opérée.

Chaque année, le chef de service / directeur précité et l'assistant de prévention effectueront un bilan des missions et définiront ensemble les objectifs de l'année qui suit. Cette action devra notamment s'appuyer sur l'état d'avancement de l'évaluation des risques professionnels et de son programme d'actions.

Il peut être mis fin à cette mission à la demande de l'une ou l'autre partie. Une décision actera cette fin de fonction.



Article 2 - Champ de compétences

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4-1 du décret du 28 mai 1982 précité, votre mission d'assistant de prévention a pour objet principal d'assister et de conseiller le chef de service / directeur précité dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Vos missions, avec l'appui des conseillers de prévention et des médecins de prévention des tutelles ou partenaires, s'articulent autour de :

- La mise en place d'une politique de prévention des risques et la mise en œuvre de la politique définie par l'hébergeur ;
- l'animation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel des unités ou services relevant de votre périmètre d'action ;
- la prévention des dangers susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des agents, dans le cadre des actions de prévention arrêtées par le chef de service ;
- l'amélioration des méthodes et du milieu du travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents ;
- l'intégration de la sécurité dans la conception des nouvelles manipulations et installations ;
- l'approfondissement, dans les services, de la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre ;
- la bonne tenue des registres de santé et de sécurité au travail dans les services relevant de votre périmètre d'action.

De plus, vous pourrez être amenée à participer aux travaux des CHSCT des tutelles ou partenaires si l'ordre du jour le nécessite, ou à des groupes de travail.

Vous devez être informée de tout événement ou décision ayant une incidence sur l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans votre périmètre d'action.

Il vous appartient de contribuer à la bonne connaissance des règles d'hygiène et de sécurité par les personnels et à leur bonne application.

Vous proposerez des mesures pratiques et opérationnelles propres à améliorer la prévention des risques professionnels en vous appuyant sur les rapports des inspecteurs sécurité et santé au travail du MESRI, des conseillers de prévention, des médecins de prévention et sur l'évaluation des risques professionnels (décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001).

D'une façon générale, vous rechercherez des solutions pratiques en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. En ce sens, vous contribuerez à l'analyse des causes des accidents de service et de travail et participerez, avec les autres acteurs de prévention, à la sensibilisation et à la formation des personnels.

En matière d'évaluation des risques, telle que prévue par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, il est rappelé que cette action est prioritaire. L'évaluation des risques professionnels et son programme d'actions, une fois réalisés doivent être mis à jour annuellement, en collaboration avec le chef de service ou directeur d'unité. Les personnels des unités ou services relevant de votre périmètre d'action doivent être associés.



Article 3 - Formation

Conformément à l'article 4-2 du décret précité, vous bénéficiez d'une formation initiale obligatoire que vous avez suivie du 14 au 16 avril 2014 puis du 22 au 24 avril 2014 préalable à votre prise de fonction. Par ailleurs, des sessions de formation continue vous seront dispensées ; vous êtes tenu d'y participer.

Article 4 - Périmètre d'action

Vous exercez votre fonction d'assistant de prévention et avez une compétence au Laboratoire de Génie Chimique (LGC/UMR 5503)- Site : UPS / 2R1 (Rez-de-chaussée, sous-sol +MHT).

Article 5 - Liens fonctionnels

Tout en restant sous l'autorité directe de votre chef de service, vous informez les différents conseillers de prévention des tutelles ou partenaires des actions réalisées et exercez notamment une première analyse des risques encourus par les agents.

Votre action ne peut se concevoir sans un travail de partenariat étroit avec les conseillers de prévention, le médecin de prévention et l'inspecteur santé et sécurité au travail qui sont vos interlocuteurs directs pour tout conseil et appui technique.

Vous exercerez vos fonctions en relation avec les autres acteurs concourant à l'amélioration des conditions de travail des agents comme les services des ressources humaines, les services immobiliers et/ou techniques, de manière à mobiliser l'ensemble des intervenants chaque fois que nécessaire.

Article 6 - Moyens

Pour l'exercice de cette mission vous disposerez de 20 % (Quotité de travail affectée à cette fonction). La quotité ne peut pas être inférieure à 5%.

Les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission vous seront attribués (documentation, abonnements, équipements bureautiques,).



Article 7 : Protection des données

Dans le respect de la réglementation européenne de la protection des données, l'assistant(e) de prévention désigné et le responsable du périmètre d'action de ce dernier sont informés que, pour les besoins de gestion de l'activité Prévention Sécurité (obligation légale), les traitements informatiques suivants sont réalisés sur leurs données personnelles : une liste de diffusion institutionnelle et un annuaire comportant leurs nom, prénom, coordonnées professionnelles (adresses postale, électronique, téléphone), statut, périmètre d'action, et suivi des activités de l'assistant(e) de prévention. Un extrait de l'annuaire est diffusé sur le site Intranet des tutelles.

Dans le respect des textes applicables, seules les données citées strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sont communiquées aux destinataires suivants : les personnes habilitées chargées de la gestion de l'activité Prévention Sécurité ; les organismes notifiés et les usagers des tutelles (annuaire Intranet).

Ces données sont mises à jour annuellement et conservées dans le respect de la réglementation.

Conformément à la loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits : à l'information (sur le traitement des données) ; d'accès, de rectification, d'effacement des données vous concernant.

Ces droits peuvent être exercés sur place ou par mail auprès de :

Pour l'Université Toulouse III – Paul Sabatier : dps@univ-tlse3.fr

Pour le CNRS : carine.teulier@dr14.cnrs.fr

Pour l'INSERM : communication.toulouse@inserm.fr

Pour l'INSA : pre@insa-toulouse.fr

Pour l'INP : francols.lanas@inp-toulouse.fr

La demande doit être claire et assortie d'une pièce d'identité avec mention de vos dates et lieux de naissance afin de prouver votre identité au responsable du fichier (la transmission par mail doit être réalisée via une application sécurisée).

En savoir plus sur les droits, consultez le site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits>




Article 8 :

Pour l'université, le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

Pour le CNRS, cette décision sera publiée dans son Bulletin Officiel.

A Toulouse, le 02/02/21

L'Assistant de Prévention 	Le Chef de service / Directeur du périmètre d'action de l'Assistant de Prévention Pour le Directeur empêché, Pierre GROS Directeur Adjoint du LGC	Le Directeur de structure (Composante, Institut, unité de recherche...) Pascal FLOQUET Directeur du LGC
Le Président de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier Le Président Jean-Marc BROTO 	Le Délégué Régional du CNRS Pour le Délégué Régional Empêché Virginie MAHDI	La Déléguée Régionale de l'INSERM 
Le Président de l'INP 	Le Directeur de l'INSA 	

DEC221064DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Christine FRANCES, directrice de l'unité GDR2021 intitulée Morphologie et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC171292DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité GDR2021 intitulée Morphologie et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA), dont la directrice est à Mme Christine FRANCES ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine FRANCES directrice du groupement de recherche GDR2021, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine FRANCES, délégation de signature est donnée à Mme Patricia ULIANA secrétaire générale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 2 mars 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC221065DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Patricia ULIANA pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2021 intitulée Morphologie et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171292DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité GDR2021 intitulée Morphologie et Phénomènes d'Agrégation (MORPHEA), dont la directrice est à Mme Christine FRANCES ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Patricia ULIANA secrétaire générale, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 18 février 2022

Le directeur d'unité
Christine FRANCES

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221066DR14

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas VALDEYRON, directeur de l'unité UMR5608, intitulée Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés (TRACES) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5608, intitulée Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés (TRACES), dont le directeur est M. Nicolas VALDEYRON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Nicolas VALDEYRON, directeur de l'unité UMR5608, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas VALDEYRON, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine COSTAMAGNO, directrice adjointe et à M. Thomas PERRIN, directeur adjoint, et pour les actes de groupement de recherches Chasséolab à Mme Vanessa LEA, responsable du GDR3766 – Chasseolab, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC183107DR14 du 6 décembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 2 mars 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC221067DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine COSTAMAGNO et à M. Thomas PERRIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5608, intitulée Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés (TRACES),
et à Mme Vanessa LEA responsable pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) du groupement de recherche GDR3766 intitulé Chasséolab

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;
Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;
Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5608, Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés, dont le directeur est M. Nicolas VALDEYRON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sandrine COSTAMAGNO, directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine COSTAMAGNO, délégation est donnée à M. Thomas PERRIN, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Pour les actes relevant du groupement de recherche Chasséolab délégation est donnée à Mme Vanessa LEA, responsable du groupement de recherche GDR3766 - Chasséolab aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 2 mars 2022

Le directeur d'unité
Nicolas VALDEYRON

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Modèle de décision d'habilitation**DEC220890DR14****Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LE DELEGUE REGIONAL**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe GIRAUD aux fonctions de délégué régional de la circonscription Midi-Pyrénées ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Est habilitée à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lors d'un évènement à destination de scolaire sur le campus UT3 le 16 février 2022 :


(Unité ICT – UAR 2599) : Mme Corine DOUMERC

La personne habilitée nominativement par la présente décision ne peut déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 11 février 2022


Christophe Giraud
Le Délégué Régional



DEC221110INSU

Décision modificative portant modification de quotité de Madame Fabienne LOHOU, Chargée de Mission INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission du CNRS ;

Vu la décision DEC210024 du 21 janvier 2021 portant nomination de Madame Fabienne LOHOU en tant que Chargée de Mission INSU ;

DECIDE :

Article 1 :

Est modifié comme suit :

Madame Fabienne LOHOU, Maître de Conférences de Classe Normale à l'Université Paul Sabatier Toulouse 3, est nommée Chargée de Mission Institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) à compter du 1^{er} février 2021 jusqu'au 31 janvier 2023 pour 50% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet d'assurer le suivi « Atmosphère » des programmes nationaux, des ballons, des avions, la représentation à l'Allenvi, les affaires Européennes, le suivi des IR (ACTRIS, ICOS, IAGOS, AERIS) et diverses affaires spatiales.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris,

24.03.22

Le Président-directeur général
Antoine PETIT



DEC220322INSHS

Décision portant nomination de Mme Caroline Datchary directrice adjointe de l'unité mixte de recherche n°5193 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201537DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 5193 intitulée Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST) et nommant M. Michaël Pouzenc directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC212886INSHS du 8 novembre 2021 portant nomination de Mme Caroline Datchary, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°5193 ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} février 2022, Mme Caroline Datchary, maître de conférences à l'Université Toulouse Jean Jaurès, est nommée directrice adjointe de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC201537DGDS portant renouvellement de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 mars 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220578DR14

Décision portant délégation de signature à M. Pierre JOSEPH, directeur de l'unité GDR3717 intitulée GDR Micro et Nanofluide (MNF) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC181911DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité GDR3717 intitulée GDR Micro et Nanofluide (MNF) ;

Vu la décision DEC201296INSIS du 23 octobre 2020 portant modification de la délégation régionale du groupement de recherche GDR3717 intitulé GDR Micro et Nanofluide (MNF) ;

Vu la décision DEC201400INSIS du 30 juillet 2020 portant nomination de M. Pierre JOSEPH aux fonctions de directeur et de Mme Stéphanie DESCROIX aux fonctions de directrice adjointe du groupement de recherche GDR3717 intitulée GDR Micro et Nanofluide (MNF), à compter du 1^{er} août 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme M. Pierre JOSEPH directeur du groupement de recherche GDR3717, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre JOSEPH, délégation de signature est donnée à Mme Hélène CLUZEL responsable du service gestion financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 24 janvier 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC221068DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène CLUZEL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR3717 intitulée Micro et Nanofluide (MNF)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181911DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité GDR3717 intitulée GDR Micro et Nanofluide (MNF,) dont le directeur est M. Pierre JOSEPH ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Hélène CLUZEL responsable du service gestion financière, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 2 mars 2022

Le directeur d'unité
Pierre JOSEPH

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220120DR15

Décision portant nomination de Mme Corinne BLANCARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC).

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant Mme Isabelle SAGOT, directrice de l'UMR 5095 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5095¹ du 11/01/2022 – (demande d'avis par courrier électronique au Conseil de Laboratoire – Avis favorable à l'unanimité des votes exprimés) ;

Considérant que Mme Corinne BLANCARD a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires les 8 et 9 novembre 2021, les 29 et 30 novembre 2021 et le 14 décembre 2021

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Corinne BLANCARD, AI, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC), à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Corinne BLANCARD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Corinne BLANCARD, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 13 janvier 2022

La directrice de l'unité

Isabelle SAGOT

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université de Bordeaux

Younis HERMES

Manuel TUNON DE LARA

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)

DEC220122DR15

Décision portant nomination de M. Gautier DEBRUYNE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. Philippe MARTIN, directeur de l'UMR 5114 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5114¹ du **23/03/2021**

Considérant que M. Gautier DEBRUYNE a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires les 8 et 9 novembre 2021, les 29 et 30 novembre 2021 et le 14 décembre 2021

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Gautier DEBRUYNE, IECN, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5114 intitulée Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC), à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Gautier DEBRUYNE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Gautier DEBRUYNE, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 11 janvier 2022

Le directeur de l'unité

Philippe MARTIN

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université de Bordeaux

Younis HERMES

Manuel TUNON DE LARA

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)

DEC220170DR15

Décision portant nomination de Mme Séverine LOIZON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT).

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant Mme Julie MERVILLE, directrice de l'UMR 5164 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5164¹ du 15 octobre 2021

Considérant que Mme Séverine LOIZON a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires les 8 et 9 novembre 2021, les 29 et 30 novembre 2021 et le 14 décembre 2021

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Séverine LOIZON, IEHC, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT), à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Séverine LOIZON exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Séverine LOIZON, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 11 janvier 2022

La directrice de l'unité

Julie MERVILLE

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université de Bordeaux

Younis HERMES

Manuel TUNON DE LARA

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)

DEC220171DR15

Décision portant nomination de M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR2567 intitulée Pluridisciplinarité au service de l'observation et de la recherche en environnement et astronomie (POREA).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. Jacques GIRAUDEAU, directeur de l'UAR 2567 ;

Vu l'avis du conseil de l'UAR 2567¹ du 09 septembre 2021 ;

Considérant que M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires les 8 et 9 novembre 2021, les 29 et 30 novembre 2021 et le 14 décembre 2021

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE, IECN, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR 2567 intitulée Pluridisciplinarité au service de l'observation et de la recherche en environnement et astronomie (POREA), à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Mathieu GAUTHIER-LAFAYE, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 11 janvier 2022

Le directeur de l'unité

Jacques GIRAUDEAU

Visa du délégué régional
CNRS

Younis HERMES

Visa du président
Université de Bordeaux

Manuel TUNON DE LARA

Visa du président
INRAE Bordeaux-Aquitaine

Olivier LAVIALLE

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)

DEC220332DR15

Décision portant délégation de signature à M. Lionel Hirsch pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5218 intitulée Laboratoire de l'Intégration du Matériau au Système (IMS)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5218 intitulée Laboratoire de l'Intégration du Matériau au Système (IMS), dont la directrice est Mme Cristell Maneux ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Lionel Hirsch, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Hirsch, délégation est donnée à Mme Nathalie Deltimple, professeure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Hirsch et de Mme Nathalie Deltimple, délégation est donnée à M. Laurent Courde, ingénieur de recherche aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 7 janvier 2022

La directrice d'unité
Cristell Maneux

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220336DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5095 intitulée Institut de Biochimie et Génétique Cellulaires (IBGC), dont la directrice est Mme Isabelle Sagot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Isabelle Nicolas, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Nicolas, délégation est donnée à Mme Catherine Alves-Magalhaes, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Bordeaux, le 10 janvier 2022

La directrice d'unité
Isabelle Sagot

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220412DR15

Décision portant délégation de signature à M. Sandro Landi, directeur de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx), dont le directeur est M. Sandro Landi ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Sandro Landi, directeur de l'UAR2004, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sandro Landi, délégation de signature est donnée à M. Dominique Pacot, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 11 janvier 2022

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC220418DR15

Décision portant délégation de signature à M. Dominique Pacot pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UAR2004 intitulée Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux. Territoires Plurilingues, Sociétés Inclusives, Humanités Evolutives (MSHBx), dont le directeur est M. Sandro Landi ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Dominique Pacot, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pessac, le 11 janvier 2022

Le directeur d'unité
Sandro Landi



DEC220425DR15

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marie Cardebat pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR6060 intitulée Bordeaux Sciences Economiques (BSE)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'UMR6060 intitulée Bordeaux Sciences Economiques (BSE), dont le directeur est M. Tanguy Bernard ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Marie Cardebat, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Cardebat, délégation est donnée à Mme Anne Horain, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pessac, le 13 janvier 2022

Le directeur d'unité
Tanguy Bernard

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220446DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie Rocher pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UAR3427 intitulée TBM-Core

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UAR3427 intitulée TBM-Core, dont la directrice est Mme Béatrice Turcq ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Virginie Rocher, assistante ingénieur, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Bordeaux, le 13 janvier 2022

La directrice d'unité
Béatrice Turcq

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220575DR15

Décision portant délégation de signature à M. Didier Lassaque pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5295 intitulée Institut de Mécanique et d'Ingénierie (I2M)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213786DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5295 intitulée Institut de Mécanique et d'Ingénierie (I2M), dont le directeur est M. Thierry Palin-Luc ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Didier Lassaque, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Lassaque, délégation est donnée à M. Gérard Lebreton, assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Lassaque et de M. Gérard Lebreton, délégation est donnée à Mme Virginie Guénard, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} janvier 2022

Le directeur d'unité
Thierry Palin-Luc

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC220644DR15

Décision portant délégation de signature à M. Jacques Taillard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR6033 intitulée Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213786DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'UMR6033 intitulée Intitulé : Sommeil, Addiction et Neuropsychiatrie (SANPSY), dont le directeur est M. Marc Auriacombe ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jacques Taillard, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Taillard, délégation est donnée à M. Pierre Philip, Professeur des universités-praticien hospitalier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Bordeaux, le 1^{er} janvier 2022

Le directeur d'unité
Marc Auriacombe

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique.

DEC220645DR15

Décision portant nomination de M. Arnaud CAILLO aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5199 intitulée De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. William BANKS, directeur de l'UMR 5199 ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5199¹ du 15/04/2021

Considérant que M. Arnaud CAILLO a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine et les établissements partenaires du 22 au 23 septembre 2008 et du 29 septembre au 1^{er} octobre 2008 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Arnaud CAILLO, IR2, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5199 intitulée De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA), à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Arnaud CAILLO exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Arnaud CAILLO, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 31 janvier 2022

Le directeur de l'unité

William BANKS

Visa du délégué régional
du CNRS

Younis HERMES

Visa du président
de l'Université de Bordeaux

Dean LEWIS



DEC220647DR15

Décision portant désignation de M. Alain QUEFFELEC aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5199 De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. William BANKS, directeur de l'UMR 5199 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources radioactives scellées, d'appareils électriques émettant des rayons X et d'accélérateurs de particules, délivré à M. Alain QUEFFELEC le 16 juin 2021 par la Société de Radioprotection Progray ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5199 du 03/09/2021

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Alain QUEFFELEC, IR2, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'UMR 5199 intitulée De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie (PACEA), à compter du 16 juin 2021 jusqu'au 29 juin 2026.

Article 2: Missions¹

M. Alain QUEFFELEC exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 31 janvier 2022

Le directeur d'unité

William BANKS

Visa du délégué régional du CNRS

Younis HERMES

Visa du président de l'Université de Bordeaux

Dean LEWIS

DEC220922DR15

Décision portant nomination de M. Pierre Selva aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés (Archéosciences-Bordeaux)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés (Archéosciences-Bordeaux), dont la directrice est Mme Christelle Lahaye ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Aquitaine ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Pierre Selva, ingénieur d'études, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés (Archéosciences-Bordeaux) à compter du 2 février 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 2 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Christelle Lahaye



DEC220923DR15

Décision portant nomination de M. Jimmy Labejof aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UAR3626 intitulée Plateforme Aquitaine de Caractérisation des Matériaux (PLACAMAT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UAR3626 intitulée Plateforme Aquitaine de Caractérisation des Matériaux (PLACAMAT), dont le directeur est M. Jean-Paul Salvétat ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Aquitaine ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jimmy Labejof, ingénieur d'études, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'UAR3626 intitulée Plateforme Aquitaine de Caractérisation des Matériaux (PLACAMAT) à compter du 7 février 2022 en remplacement de M. Philippe Legros.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 7 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Paul Salvétat



DEC221041DR15

Décision portant fin de fonction de M. Frédéric LOUERAT aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 nommant Mme Cécile ZAKRI, directrice de l'UMR 5031 ;

Vu la décision DEC130478DR15 en date du 12 février 2013 nommant M. Frédéric LOUERAT aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 17 décembre 2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Frédéric LOUERAT, au sein de l'UMR 5031, intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP), à compter du 1^{er} mars 2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} mars 2022

La directrice de l'unité

Cécile ZAKRI

Visa du délégué régional du CNRS

Younis HERMES



DEC221042DR15

Décision portant fin de fonction de Mme Florence HALLOU aux fonctions d'assistante de prévention partagée au sein de l'UMR5116 intitulée Centre Émile-Durkheim - Science politique et sociologie comparatives (CED) et de l'UMR5115 intitulée Les Afriques dans le monde (LAM)

LES DIRECTEURS,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 nommant Mme Sophie DUCHESNE, directrice de l'UMR 5116 ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 nommant M. David AMBROSETTI, directeur de l'UMR 5115 ;

Vu la décision DEC131459DR15 en date du 19 avril 2013 nommant Mme Florence HALLOU, aux fonctions d'assistante de prévention partagée à compter du 19 avril 2013 ;

DECIDENT :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention partagée exercées par Mme Florence HALLOU, au sein de l'UMR 5116 intitulée Centre Émile-Durkheim - Science politique et sociologie comparatives (CED) et de l'UMR 5115 intitulée Les Afriques dans le monde (LAM), à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} mars 2022

La directrice de l'UMR 5116

Sophie DUCHESNE

Le directeur de l'UMR 5115

David AMBROSETTI

Visa du délégué régional du CNRS

Younis HERMES



DEC221043DR15

Décision portant création d'un conseil de structure fédérative au sein de la FR3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de la FR3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de structure fédérative au sein de la FR3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité
- le directeur adjoint
- 11 membres élus
- 7 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 18 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221051DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5031 intitulée Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 13 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 8 élus
 - Sous-collège des directeurs de recherche et des professeurs : 4
 - Sous-collège des chargés de recherche et des maîtres de conférence : 2
 - Sous collège des chercheurs non permanents : 2
 - Collège ITA : 5 élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 18 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221053DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5797 intitulée Laboratoire de Physique des 2 infinis - Bordeaux (LP2I - Bordeaux)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5797 intitulée Laboratoire de Physique des 2 infinis - Bordeaux (LP2I - Bordeaux) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein l'UMR5797 intitulée Laboratoire de Physique des 2 infinis - Bordeaux (LP2I - Bordeaux).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 11 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège chercheurs et enseignants-chercheurs permanents : 5
 - Sous-collège doctorants et post-doctorants : 1
 - Collège ITA : 5 élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 10 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221054DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5298 intitulée Laboratoire Photonique Numérique & Nanosciences (LP2N)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5298 intitulée Laboratoire Photonique Numérique & Nanosciences (LP2N) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5298 intitulée Laboratoire Photonique Numérique & Nanosciences (LP2N).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 5 élus
 - Sous-collège chercheurs et enseignants-chercheurs permanents : 3
 - Sous-collège non permanents doctorants et post-doctorants : 2
 - Collège ITA : 3 élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 17 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221055DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5805 intitulée Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux (EPOC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de de l'UMR5805 intitulée Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux (EPOC) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5805 intitulée Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux (EPOC).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 3 directeurs adjoints ;
- 13 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 7 élus
 - Sous-collège chercheurs et enseignants-chercheurs permanents : 6
 - Sous-collège non permanents doctorants et post-doctorants : 1
 - Collège ITA : 6 élus
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.



Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 28 janvier 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221076DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5801 intitulée Laboratoire des Composites ThermoStructuraux (LCTS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5801 intitulée Laboratoire des Composites ThermoStructuraux (LCTS) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5801 intitulée Laboratoire des Composites ThermoStructuraux (LCTS).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 10 membres :

- le directeur de l'unité
- 6 membres élus :
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 24 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221106DR15

Décision portant délégation de signature à M. Xavier Blanc, directeur de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), dont le directeur est M. Xavier Blanc ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Xavier Blanc, directeur de l'UMR5800, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Blanc, délégation de signature est donnée à M. Pascal Desbarats, professeur, Mme Magali Hinnenberger, ingénieure d'études et Mme Stéphanie Guiard Schmid, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

La décision n°DEC210937DR15 du 1^{er} janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} janvier 2022

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221107DR15

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Desbarats pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), dont le directeur est M. Xavier Blanc ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal Desbarats, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Desbarats, délégation est donnée à Mme Magali Hinnenberger, ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Desbarats et de Mme Magali Hinnenberger, délégation est donnée à Mme Stéphanie Guiard Schmid, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} janvier 2022

Le directeur d'unité
Xavier Blanc



DEC221148DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5287 intitulée Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5287 intitulée Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5287 intitulée Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité
- les deux directeurs adjoints
- 11 membres élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 3 janvier 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221149DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs (LFCR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs (LFCR) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs (LFCR).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité
- le directeur adjoint
- 8 membres élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 10 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221198DR15

Décision portant délégation de signature à M. Eric Fouquet, directeur de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM), dont le directeur est M. Eric Fouquet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric Fouquet, directeur de l'UMR5255, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Fouquet, délégation de signature est donnée à M. Pascal Larregaray, directeur de recherche, M. Vincent Rodriguez, professeur et M. Laurent Bouffier, chargé de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221202DR15

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Larregaray pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'UMR5255 intitulée Institut des Sciences Moléculaires (ISM), dont le directeur est M. Eric Fouquet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal Larregaray, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Larregaray, délégation est donnée à M. Vincent Rodriguez, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Larregaray et de M. Vincent Rodriguez, délégation est donnée à M. Laurent Bouffier, chargé de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Eric Fouquet



DEC221305DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5142 intitulée Laboratoire de Mathématiques et de leurs Applications de Pau.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5142 intitulée Laboratoire de Mathématiques et de leurs Applications de Pau ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5142 intitulée Laboratoire de Mathématiques et de leurs Applications de Pau.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité
- 8 membres élus
- 7 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 28 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221306DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5607 intitulée AUSONIUS - Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (AUSONIUS).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 13 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 9 élus
 - Sous-collège professeurs et maîtres de conférence : 6
 - Sous-collège chargés de recherche et directeurs de recherche : 2
 - Sous-collège doctorants : 1
- Collège ITA : 4 élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication



La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 7 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221307DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus :
 - Collège chercheurs et enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège chargés de recherche et directeurs de recherche : 1
 - Sous-collège professeurs et maîtres de conférence : 1
 - Sous-collège hospitalo-universitaires : 2
 - Sous-collège doctorants/post-doctorants : 2
 - Collège ITA : 2 élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication



La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 4 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Younis Hermès



DEC220824DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jan MATAS directeur de l'unité MOY1693 intitulée « Bureau du CNRS à Ottawa » (Canada) - (DERCI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision n°100148DAJ du 8 juillet 2010 portant création de l'unité MO1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI) ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC180536DAJ du 14 février 2018, portant fin de fonctions et nomination de M. Laurent GIROT aux fonctions de directeur adjoint administratif de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), à compter du 20 février 2018 en remplacement de M. François BIENENFELD, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC211896DAJ du 12 mai 2021, portant nomination de Mme Christelle ROY aux fonctions de directrice de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), à compter du 17 mai 2021 ;

Vu la décision DEC213539DERCI du 9 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Jan MATAS aux fonctions de directeur de l'unité MOY1693 intitulée « Bureau du CNRS à Ottawa » (Canada) - (DERCI) pour une durée de 2 ans, à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Monsieur Jan MATAS** directeur de l'unité MOY1693 intitulée « Bureau du CNRS à Ottawa » (Canada) - (DERCI), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jan MATAS, délégation de signature est donnée à **Mme Jeanne REVIL**, gestionnaire de l'unité MOY1693 intitulée « Bureau du CNRS à Ottawa » (Canada) - (DERCI), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC220159INSMI

Décision portant renouvellement de M. Arnaud Guillin aux fonctions de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201253INSMI portant nomination de M. Arnaud GUILLIN en qualité de chargé de mission institut (CMI) du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Arnaud Guillin, Professeur des universités, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022 pour 50 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le pilotage scientifique du Programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) relevant du champ des Mathématiques pour le vivant, l'environnement, la société.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl



DEC220704INSMI

Décision portant nomination de M. Jacques GIACOMONI aux fonctions de directeur adjoint de l'International Research Laboratory n° 3494 intitulé « Indo-French Center for Applied Mathematics » (IFCAM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC172979INSMI du 4 décembre 2017 portant création de l'International Research Laboratory intitulé « Indo-French Center for Applied Mathematics » (IFCAM) et nommant M. Govindan RANGARAJAN directeur de l'unité ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

A compter du 1^{er} janvier 2022, M. Jacques GIACOMONI, Professeur des Universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, est nommé directeur adjoint de l'International Research Laboratory susvisé, pour la durée fixée dans la décision DEC172979INSMI portant création de l'IRL 3494, en remplacement de M. Fabrice GAMBOA.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **18 MARS 2022**



Le Président-directeur général
Antoine Petit

DEC220704INSMI

Décision portant nomination de M. Jacques GIACOMONI aux fonctions de directeur adjoint de l'International Research Laboratory n° 3494 intitulé « Indo-French Center for Applied Mathematics » (IFCAM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC172979INSMI du 4 décembre 2017 portant création de l'International Research Laboratory intitulé « Indo-French Center for Applied Mathematics » (IFCAM) et nommant M. Govindan RANGARAJAN directeur de l'unité ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

A compter du 1^{er} janvier 2022, M. Jacques GIACOMONI, Professeur des Universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, est nommé directeur adjoint de l'International Research Laboratory susvisé, pour la durée fixée dans la décision DEC172979INSMI portant création de l'IRL 3494, en remplacement de M. Fabrice GAMBOA.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **18 MARS 2022**



Le Président-directeur général
Antoine Petit

DEC213593IN2P3

Décision portant nomination de M. Cyrille Thieffry aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Cyrille Thieffry, ingénieur de recherche hors classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet la radioprotection et les affaires nucléaires.

Pour l'exercice de cette mission, M. Cyrille Thieffry demeure affecté à l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 M. Cyrille Thieffry, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Michel Ange.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 février 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC220743INSIS

Décision portant modification de la décision de renouvellement de l'international research laboratory IRL3218 Joint Robotics Laboratory (JRL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213768DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'international research laboratory IRL3218 Joint Robotics Laboratory - JRL et nommant M. Fumio KANEHIRO, directeur de cette unité ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A l'article 1 de la décision DEC213768DGDS susvisée, les termes relatifs à l'IRL3218 intitulé Joint Robotics Laboratory (JRL) sont modifiés ainsi qu'il suit :

La ligne suivante :

« Directeur : M. Fumio KANEHIRO, Professeur des universités »

Est remplacée par :

« Directeur : M. Fumio KANEHIRO, Directeur de recherche »

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2022.

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220984DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Adi ROSEN, directeur par intérim de l'unité IRL2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC181903DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité UMI2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS), dont le directeur est M. Benny CHOR et le directeur adjoint M. Adi ROSEN, à compter du 1^{er} janvier 2019 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213023INS2I du 14 octobre 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Adi ROSEN aux fonctions de directeur par intérim de l'unité IRL2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS), à compter du 14 juin 2021 jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Vu la décision DEC213999INS2I du 11 janvier 2022 portant nomination de M. Adi ROSEN aux fonctions de directeur par intérim de l'unité IRL2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS), à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 30 septembre 2022 ;



DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à **Monsieur Adi ROSEN**, directeur par intérim de l'unité IRL2005 intitulée « French-Israeli Laboratory on Foundations of Computer Science (FILOFOCS) », à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **11 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220135DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Agnès DEBOULET, directrice de l'unité UAR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°070040SCHS du 6 août 2007 portant création de l'unité de service et de recherche n°3123 intitulée « Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ) » ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC142128DGDS du 18 décembre 2014 portant renouvellement de l'unité USR3123 intitulée « Centre d'Etude et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ) » ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC181915DGDS du 21 décembre 2018 portant prolongation pour une durée de un an à compter du 1^{er} janvier 2019 de l'unité USR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ), dont la directrice est Mme Karine BENNAFLA ;

Vu la décision DEC192180INSHS du 4 septembre 2019 portant nomination de Mme Agnès DEBOULET aux fonctions de directrice par intérim de l'unité USR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ), à compter du 1^{er} septembre 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019 en remplacement de Mme Karine BENNAFLA appelée à d'autres fonctions ;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ), dont la directrice est Mme Agnès DEBOULET à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020, portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;



Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de Service et de Recherche (USR) en Unités d'Appui et de Recherche (UAR), à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Agnès DEBOULET**, directrice de l'unité UAR3123 intitulée « Centre d'Etudes et de Documentation Juridique, Economique et Sociale (CEDEJ) », à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnès DEBOULET, délégation de signature est donnée à **Mme Hala BAYOUMI**, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC221039DR16

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LE (LA) DELEGUE(E) REGIONAL(E)

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de délégué(e) régional(e) de la circonscription Paris Michel-Ange ;

Vu la décision DEC212403DAJ du 23 août 2021 portant délégation de signature à Mme Isabelle LONGIN, délégué(e) régional(e) de la circonscription Paris Michel-Ange et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité INS1680 (INS2I) Mme Evelyne AZIZA et Mme Sandrine AUGER.

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.



Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 2022.

Isabelle LONGIN

Déléguée régionale
Délégation Paris Michel-Ange



DEC220683DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Claire BERTELLE, responsable du Service des Ressources Humaines, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC170933DR16 du 10 mars 2017 nommant madame Marie-Claire BERTELLE aux fonctions de responsable des Ressources Humaines ;

Vu la décision DEC171261DR16 du 3 avril 2017 portant nomination de Monsieur Christophe FERSING aux fonctions de responsable du Service Technique et Logistique de la délégation Paris Michel-Ange ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange, délégation est donnée à **Madame Marie-Claire BERTELLE**, responsable du Service des Ressources Humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Madame Isabelle LONGIN.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange et de Madame Marie-Claire BERTELLE, responsable du Service des Ressources Humaines, délégation est donnée à **Monsieur Christophe FERSING**, responsable du service technique et logistique aux fins mentionnées à l'article 1^{er} :

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2022

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. It starts with a horizontal line, followed by a vertical stroke, and then several sweeping horizontal and curved lines that end in a small hook.

Isabelle LONGIN



DEC220604DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Shinji KURODA, directeur de l'unité IRL2016 intitulée « Japanese - French Laboratory for Semiconductor Physics and Technology (JFAST), la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213768DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité IRL2016 intitulée « Japanese - French Laboratory for Semiconductor Physics and Technology » (JFAST), dont le directeur est M. Shinji KURODA et Mme Marceline BONVALOT directrice adjointe, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Shinji KURODA**, directeur de l'unité IRL2016 intitulée « Japanese - French Laboratory for Semiconductor Physics and Technology » (JFAST), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Shinji KURODA, délégation de signature est donnée à **Mme Marceline BONVALOT** directrice adjointe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220602DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Shin-Ichi OHKOSHI, directeur de l'unité IRL2015 intitulée « Dynamical Control of Materials » (DYNACOM), la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213768DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité IRL2015 intitulée « Dynamical Control of Materials » (DYNACOM), dont le directeur est M. Shin-Ichi OHKOSHI et M. Eric COLLET directeur adjoint, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Shin-Ichi OHKOSHI**, directeur de l'unité IRL2015 intitulée « Dynamical Control of Materials » (DYNACOM), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Shin-Ichi OHKOSHI, délégation de signature est donnée à **M. Eric COLLET** directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220601DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Fumio KANEHIRO, directeur de l'unité IRL3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory » (JRL) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC123021INSIS du 10 décembre 2012 portant renouvellement de l'UMI n°3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory (JRL) » ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC161221DGDS du 16 décembre 2016 portant prolongation de l'unité UMI3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory (JRL), dont le directeur est M. Eiichi YOSHIDA et M. Abderrahmane KHEDDAR directeur adjoint, à compter du 01 janvier 2017 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213768DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité IRL3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory (JRL), dont le directeur est M. Fumio KANEHIRO et M. Guillaume CARON directeur adjoint, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Fumio KANEHIRO**, directeur de l'unité IRL3218 intitulée « Joint Robotics Laboratory » (JRL), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fumio KANEHIRO, délégation de signature est donnée à **M. Guillaume CARON** directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 janvier 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



DEC220812SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des Sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC200941DR16 du 30 avril 2020 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DECIDE

Article 1er

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Commissions interdisciplinaires du Comité national mentionnées ci-dessous :

Commission interdisciplinaire 52 : « Environnements sociétés : du savoir à l'action »

2 - Sièges – Collège A

2 - Sièges – Collège B

Commission interdisciplinaire 53 : « Sciences en société: production, circulation et usages des savoirs et des technologies »

4 - Sièges – Collège A

3 - Sièges – Collège B

Commission interdisciplinaire 54 : « Phénomènes fondamentaux et propriétés collectives du vivant: développements instrumentaux, expériences et modèles physiques »
3 - Sièges – Collège B

Article 2

Les Commissions interdisciplinaires concernées éliront un membre pour chaque siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Pour le remplacement des membres élus des Commissions interdisciplinaires, les candidats doivent appartenir à une instance du Comité national de la recherche scientifique.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature annexé à la présente avec signature manuscrite, accompagné d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, et productions scientifiques les plus récents. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir en un fichier unique au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cnr.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **07 AVRIL 2022 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

- pour les Commissions interdisciplinaires : http://www.cnr.fr/comitenational/sieges_vacants/cid/Annexe_CID.pdf

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Fait à Paris, le 09-FEVRIER-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

DEC220900INP

Décision portant nomination de Mme Francine Solal en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut de physique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Francine Solal, professeur des universités de classe exceptionnelle, est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut de physique, du 1^{er} mars 2022 au 31 août 2022 pour 70% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des activités des grands instruments de l'Institut de physique.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07/03/22

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221098DR17

Décision portant délégation de signature à M. Yves Denéchère, directeur de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS), dont le directeur est M. Yves Denéchère ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yves Denéchère, directeur de l'unité UMR9016, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Denéchère, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Richard, professeure, Mme Mireille Loirat, ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 04/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221095DR17

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Juin, directeur de l'unité UMR6075 intitulée Centre de recherche en cancérologie et immunologie intégrée Nantes-Angers (CRCI2NA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR6075 intitulée Centre de recherche en cancérologie et immunologie intégrée Nantes-Angers (CRCI2NA), dont le directeur est M. Philippe Juin ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe Juin, directeur de l'unité UMR6075, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Juin, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Pellat, directrice de recherche, Mme Nathalie Lopes, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 04/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221077DR17**Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire****LA DELEGUEE REGIONALE**

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) et notamment son article 1.1 ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein de l'unité FR2424, Mme Marielle GUICHOUX, ITA CNRS

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 03/03/2022

La Déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO

CNRS

Délégation DR17

1 rue André & Yvonne Meynier

35069 Rennes Cedex

T : 02 99 28 68 68

www.cnrs.fr



DEC221075DR17

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme Paillet, directeur de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS), dont le directeur est M. Jérôme Paillet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jérôme Paillet, directeur de l'unité UMR6523, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Paillet, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Mocquard, ingénieure de recherche, M. Thierry Huck, chargé de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

La décision n° DEC220826DR17 du 8 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 03/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221073DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6625 intitulée Institut de recherche mathématique de Rennes (IRMAR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6625 intitulée Institut de recherche mathématique de Rennes (IRMAR) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6625.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 11 membres élus ;
- 7 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 01/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221071DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE), dont la directrice est Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6308.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 3 directeurs adjoints ;
- 8 membres élus
 - Collège ITA/ BIATSS : 2 ;
 - Collège chercheurs, enseignants-chercheurs : 6 ;
- 4 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 01/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221004DR17

Décision portant délégation de signature à M. Yves Coativy, directeur de l'unité UAR3554 intitulée Centre de recherche bretonne et celtique - Documentation, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3554 intitulée Centre de recherche bretonne et celtique - Documentation, dont le directeur est M. Yves Coativy ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yves Coativy, directeur de l'unité UAR3554, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Coativy, délégation de signature est donnée à M. Philippe Lagadec, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 15/02/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221005DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët, directrice de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE), dont la directrice est Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët, directrice de l'unité UMR6308, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët, délégation de signature est donnée à M. Matthieu Leprince, professeur, M. Pascal Le Flo'h, maître de conférence, M. José Pérez Agundez, cadre de recherche et Mme Nathalie Coulon, IRTF, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 23/02/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC220877DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Sihem Guernouti pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2488 intitulée Institut de recherche en sciences et techniques de la ville (IRSTV)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213789DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité FR2488 intitulée Institut de recherche en sciences et techniques de la ville (IRSTV), dont la directrice est Mme Béatrice Béchet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sihem Guernouti, chargée de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sihem Guernouti, délégation est donnée à M. Pierre-Emmanuel Bournet, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 25/02/2022

La directrice d'unité

Béatrice BECHET



DEC220873DR17

Décision portant délégation de signature à M. Pol-Bernard Gossiaux pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6457 intitulée Laboratoire de physique subatomique et des technologies associées (SUBATECH)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6457 intitulée Laboratoire de physique subatomique et des technologies associées (SUBATECH), dont le directeur est M. Gines Martinez ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pol-Bernard Gossiaux, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pol-Bernard Gossiaux, délégation est donnée à Mme Isabelle Ollitrault, ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pol-Bernard Gossiaux et de Mme Isabelle Ollitrault, délégation est donnée à Mme Merryl Decatoire, assistante-ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 25/02/2022

Le directeur d'unité

Gines MARTINEZ



DEC221100DR17

Décision portant délégation de signature à M. Richard Redon, directeur de l'unité UMR6291 intitulée Laboratoire de l'institut du thorax (ITX-lab), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6291 intitulée Laboratoire de l'institut du thorax (ITX-lab), dont le directeur est M. Richard Redon ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Richard Redon, directeur de l'unité UMR6291, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard Redon, délégation de signature est donnée à Mme Gervaise Loirand, professeure, Mme Stéphanie Chatel, ingénieure de recherche, Mme Maud Chetiveaux, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 04/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC220819DR17

Décision portant fin de fonction de Mme Laurence DRANT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte de recherche UMR6004 intitulée Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes (LS2N)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC2137792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6004 intitulée Laboratoire des sciences du numérique à Nantes (LS2N), dont le directeur est M. Emmanuel Morin ;

Vu la décision DEC171561DR17 en date du 14/05/2018 nommant Mme Laurence DRANT, aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 01/01/2017 ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant(e) de prévention exercées par Mme Laurence DRANT, au sein de l'unité UMR6004, intitulée Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes (LS2N), à compter du 31/12/2021.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 09/02/2022

Le Directeur de l'unité

M. Emmanuel MORIN



DEC220744DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Yvane Daire, directrice de l'unité UMR6566 intitulée Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CReAAH), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6566 intitulée Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CReAAH), dont la directrice est Mme Marie-Yvane Daire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marie-Yvane Daire, directrice de l'unité UMR6566, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Yvane Daire, délégation de signature est donnée à Mme Cécile Le Carlier, ingénieure de recherche, M. Jimmy Mouchard, maître de conférences, Mme Anne Gangloff, maîtresse de conférences, Mme Aline Durand, professeure et Mme Catherine Louazel, assistante-ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 12/02/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221102DR17

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu Leprince pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6308 intitulée Aménagement des usages des ressources et des espaces maritimes et littoraux (AMURE), dont la directrice est Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu Leprince, professeur, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu Leprince, délégation est donnée à M. Pascal Le Floc'h, maître de conférence, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu Leprince et de M. Pascal Le Floc'h, délégation est donnée à M. José Pérez Agúndez, cadre de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le 10/03/2022

La directrice d'unité

Gaëlle GUEGUEN-HALLOUET



DEC221115DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6015 intitulée Biologie mitochondriale et cardiovasculaire (MITOVASC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6015 intitulée Biologie mitochondriale et cardiovasculaire (MITOVASC) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6015.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 8 membres élus ;
- 3 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 09/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221117DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6251 intitulée Institut de physique de Rennes (IPR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6251 intitulée Institut de physique de Rennes (IPR) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6251.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 18 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 12 membres élus ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 14/02/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221121DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6286 intitulée Unité en sciences biologiques et biotechnologies

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6286 intitulée Unité en sciences biologiques et biotechnologies, dont le directeur est M. Bernard Offmann ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6286.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directeurs adjoints ;
- 8 membres élus ;
- 1 membre nommé.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 14/02/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221134DR17

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas Thély, directeur de l'unité UAR3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne (MSHB), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne (MSHB), dont le directeur est M. Nicolas Thély ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Nicolas Thély, directeur de l'unité UAR3549, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Thély, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle Ganzetti-Gemin, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.



Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 10/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221185DR17

Décision portant délégation de signature à M. Marc Lamy de la Chapelle, directeur de l'unité UMR6283 intitulée Institut des molécules et matériaux du Mans (IMMM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6283 intitulée Institut des molécules et matériaux du Mans (IMMM), dont le directeur est M. Marc Lamy de la Chapelle ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marc Lamy de la Chapelle, directeur de l'unité UMR6283, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Lamy de la Chapelle, délégation de signature est donnée à M. Lazhar Benyahia, professeur, M. Philippe Berthus, professeur et Mme Gabrielle Vallais, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC220321DR17 du 14 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 16/03/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221137DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie Richard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9016 intitulée Temps, mondes, sociétés (TEMOS), dont le directeur est M. Yves Denéchère ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nathalie Richard, professeure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie Richard, délégation est donnée à Mme Mireille Loirat, ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Angers, le 15/03/2022

Le directeur d'unité

Yves DENECHERE



DEC221070DR17

Décision portant délégation de signature à M. Philippe Le Masson, directeur de l'unité UMR6027 intitulée Institut de recherche Dupuy de Lôme (IRDL), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213781DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6027 intitulée Institut de recherche Dupuy de Lôme (IRDL), dont le directeur est M. Philippe Le Masson ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe Le Masson, directeur de l'unité UMR6027, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Le Masson, délégation de signature est donnée à M. Nicolas Carrère, professeur, Mme Roseline Le Squère, ingénieure d'études et Mme Patricia Quéro Ruen, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 24/02/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC221215DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6285 intitulée Laboratoire des sciences et techniques de l'information, de la communication et la connaissance (Lab-STICC) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6285.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 13 membres élus ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 22/03/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221015DR17

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6021 intitulée Micro et nanomédecines biomimétiques (MINT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220199DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne et Pays de la Loire (DR17) ;

Vu la décision DEC213779DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6021 intitulée Micro et nanomédecines biomimétiques (MINT) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6021.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 10 membres élus ;
- 3 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 18/02/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO



DEC221009INS2I

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Clarisse DHAENENS, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISTAL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRISTAL) et nommant M. Olivier COLOT, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Olivier COLOT, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} mars 2022.

II A compter de cette même date, Mme Clarisse DHAENENS, Professeure des universités à l'université de Lille, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 28 février 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221009INS2I

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Clarisse DHAENENS, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRIStAL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR9189 intitulée Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille (CRIStAL) et nommant M. Olivier COLOT, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Olivier COLOT, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} mars 2022.

II A compter de cette même date, Mme Clarisse DHAENENS, Professeure des universités à l'université de Lille, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 28 février 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit





DEC213799DR19

Décision portant désignation de M. Jean-François LOHIER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR6507, intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique (LCMT)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC 161216DGDS portant renouvellement de l'unité UMR6507 – LCMT, et nommant M. Thierry LEQUEUX, en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2, secteur Industrie, option sources radioactives scellées délivré à M. Jean-François LOHIER le 05/07/2021 par l'Université de Caen Normandie, IMOGERE, organisme certifié CEFRI Certification n° 001 O F R ;

Vu l'avis du Comité Régional d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CRHSCT).

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Jean-François LOHIER, IEHC CNRS, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR6507, intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire et Thio-organique (LCMT) à compter du 05/07/2021 jusqu'au 07/09/2026, date d'expiration du certificat de renouvellement.

Article 2 : Missions¹

M. Jean-François LOHIER exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Les modalités d'exercices des missions de M. Jean-François LOHIER sont indiquées dans la lettre de mission annexée à cette décision.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Caen, le 06/12/2021

Le Directeur de l'UMR 6507-LCMT
M. Thierry LEQUEUX

Visa de la Déléguée Régionale
du CNRS en Normandie

Visa du Président de l'Université
de Caen Normandie

Visa du Directeur de l'ENSICAEN

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC200885DR19

Décision portant nomination de Mme Tatiana BESSET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC 122742DSI portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR 6014, intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA).

Vu la décision n° DEC192882INC nommant M. Pierre Yves RENARD en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR6014 ;

Considérant que Mme Tatiana BESSET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le ELEGIA, du 09/05/2016 au 13/05/2016.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Tatiana BESSET, Chargée de Recherche CNRS, est renouvelée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6014 intitulée Chimie Organique, Bioorganique : Réactivité et Analyse (COBRA), à compter du 01 janvier 2020.

Mme Tatiana BESSET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Tatiana BESSET est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 21/01/2021

Le Directeur de l'unité
M. Pierre Yves RENARD

Visa de la Déléguée Régional du CNRS
Mme Christine BRUNEL

Visa du Président de l'Université
de Rouen Normandie

Le Directeur de l'INSA de Rouen
Normandie



DEC220989DR19

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et science des matériaux.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC181979DAJ du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine BRUNEL, déléguée régionale pour la circonscription Normandie ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité UMR6508 intitulée Laboratoire de cristallographie et sciences des matériaux dont le directeur est M. Wilfrid PRELLIER,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de Cristallographie et sciences des matériaux.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 9 membres élus : M. A. PAUTRAT, M. D. PELLOQUIN, M.J. VARIGNON, M. E. GUILMEAU, Mme S. GASCOIN, Mme S. DURFOURD, Mme S. SOCHARD, Mme B. MAESTRACCI, M. O. EL-KHALOUFI ;
- 6 membres nommés : M. Y. BREARD, Mme S. HEBERT, Mme U. LÜDERS, Mme S. MARINEL, M. V. HARDY, M. F. VEILLON

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 22 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC221140DR19

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité Imagerie et stratégie Thérapeutiques pour les Cancers et Tissus cérébraux (ISTCT) UMR 6030

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC 181979DAJ du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine BRUNEL, déléguée régionale pour la circonscription Normandie ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR6030 Imagerie et stratégie Thérapeutiques pour les Cancers et Tissus cérébraux dont le directeur est Mme Myriam BERNAUDIN.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6030 Imagerie et stratégie Thérapeutiques pour les Cancers et Tissus cérébraux.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 13 membres :

- le directeur de l'unité, Mme Myriam BERNAUDIN;
- le directeur adjoint, M. Samuel VALABLE;
- 7 membres élus : Mme Nathalie COLLOC'H, Mme Fatéméh DUBOIS, Mr Omar TOUZANI, Mme Elise MALARD, Mme Carole BRUNAUD, Mr Charly HELAINE, Mme Carole LOSLIER ;
- 3 membres nommés : Mme Guénaëlle LEVALLET, Mme Julie BECAM, Mme Florence COUTEAU

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, 14 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC220287DR19

Décision portant délégation de signature à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181978DAJ du 19 juillet 2018 nommant Mme Christine BRUNEL, Déléguée régionale de la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen dont le directeur est M. Christophe ROSENBERGER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe ROSENBERGER, directeur de l'unité UMR6072 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe ROSENBERGER, délégation de signature est donnée M. Gaël DIAS, Professeur, M. Olivier LEZORAY, Professeur et à Mme Arielle PERRETTE, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192397DR19DR19 du 3 juillet 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 3 janvier 2022

La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC213592IN2P3

Décision portant nomination de M. Philippe Laborie aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Philippe Laborie, ingénieur de recherche hors classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet les projets et la qualité.

Pour l'exercice de cette mission, M. Philippe Laborie demeure affecté au Laboratoire de Physique Corpusculaire de Caen à Caen.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 M. Philippe Laborie, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Normandie.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 février 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221139DR19

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6139 LABORATOIRE DE MATHÉMATIQUES NICOLAS ORESME (LMNO)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC181979DAJ du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine Brunel, déléguée régionale pour la circonscription Normandie ;

Vu la décision DEC213767 du 20 décembre 2021 portant création de l'unité LABORATOIRE DE MATHÉMATIQUES NICOLAS ORESME (LMNO),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE DE MATHÉMATIQUES NICOLAS ORESME (LMNO)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

le directeur de l'unité : Mr Eric RICARD ;

les directeurs adjoints de l'unité : Mr Gilbert LEVITT, Mr Jérôme POINEAU ;

• 8 membres élus : Mr Bruno ANGLES, Mr Daniel CARO, Mr Eddy GODELLE, Mme Valérie GIRARDIN, Mr Roland VERGNIoux, Mr Martin WEIMANN, Mme Anita FORO, Mr Etienne EMMELIN

• 4 membres nommés : Mr Philippe KARAMANIAN, Mr Christian DOGBE, Mme Victoria LEBED, Mr André SESBOUE

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 14 mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Christine Brunel



DEC221035DR19

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de Recherche Interprofessionnel en Aérothermochimie (CORIA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC 181979DAJ du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine BRUNEL, déléguée régionale pour la circonscription Normandie ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de Recherche Interprofessionnel en Aérothermochimie dont le directeur est Mme Armelle CESSOU.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6614 intitulée Complexe de Recherche Interprofessionnel en Aérothermochimie (CORIA).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité, Mme Armelle CESSOU ;
- le directeur adjoint, M. Christophe DUMOUCHEL ;
- 13 membres élus : M. Benoît BARVIAU, M. Arnaud BULTEL, M. Aurélien FAVRE, Mme Florence FRADET, M. Thomas GODIN, M. Ghislain LARTIGUE, M. Bertrand LECORDIER, M. Morgan LESAGE, M. Marek MAZUR, M. Bruno MILLE, M. Vincent MOUREAU, M. Alexandre POUX, M. Emilien VAREA ;
- 5 membres nommés : Mme Françoise BAILLOT, M. Jean-Bernard BLAISOT, M. Benjamin DURET, M. Denis LEBRUN, Mme Béatrice PATTE-ROULAND

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 01^{er} mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC220288DR19

Décision portant délégation de signature à M. Gaël DIAS pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen,

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6072 intitulée Groupe de REcherche en Informatique, Image, Automatique et Instrumentation de Caen dont le directeur est M. Christophe ROSENBERGER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée M. Gaël DIAS, Professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaël DIAS, délégation est donnée à M. Olivier LEZORAY, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaël DIAS et de M. Olivier LEZORAY, délégation est donnée à Mme Arielle PERRETTE, Assistant ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Christophe ROSENBERGER

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC221036DR19

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6534 Laboratoire de Physique Corpusculaire (LPCC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC 181979DAJ du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine BRUNEL, déléguée régionale pour la circonscription Normandie ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de Physique Corpusculaire dont le directeur est M. Gilles BAN.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de Physique Corpusculaire (LPCC).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 13 membres :

- le directeur de l'unité, M. Gilles BAN ;
- le directeur adjoint, M. Etienne LIENARD ;
- 7 membres élus : M. Yoann KERMOVANT, M. Benjamin CARNIOL, M. Julien LORY, M. Jean-Luc LECOUEY, M. Freddy FLAVIGNY, M. Thomas LEFORT, M. Léo PLAGNOL ;
- 4 membres nommés : M. Jean-François CAM, Lynda ACHOURI, Diego GRUYER, Aurélie GONTIER

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 01^{er} mars 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC220393DR20

Décision portant délégation de signature à M. Christophe Den Auwer pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7272 intitulée Institut de Chimie de Nice (ICN).

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21/12/2017 approuvant le renouvellement l'unité UMR7272, intitulée Institut de Chimie de Nice (ICN), dont Le directeur est Uwe Meierhenrich ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe Den Auwer, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Den Auwer, délégation est donnée à Mme Martine Dunoyer de Segonzac, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du directeur (Délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 01/01/2022

Le directeur d'unité
Uwe Meierhenrich



DEC220558INSHS

Décision portant nomination de M. Christophe Charlier aux fonctions de directeur de l'unité d'appui et de recherche n° 3566 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS Sud-Est).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171287DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n° 3566 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS Sud-Est) et nommant M. Tobias Scheer directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC212192INSHS en date du 21 juillet 2021 portant cessation de fonctions de M. Tobias Scheer, directeur, et nomination de M. Christophe Charlier aux fonctions de directeur par intérim de l'unité de service et de recherche n° 3566 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS Sud-Est) ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité de service et de recherche (USR) n° 3566 en unité d'appui et de recherche (UAR) n° 3566 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}


M. Christophe Charlier, Professeur à l'Université Côte d'Azur, est nommé directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2022, pour la durée fixée dans la décision DEC171287DGDS portant renouvellement de l'unité UAR3566.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

15 MARS 2022


Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC220938DR20

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique Douguet, directrice de l'unité GDR2066 intitulée Big Data en Chimie (BigDataChim), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213806DAJ du 16 décembre 2021 nommant Clara Herer déléguée régionale de la circonscription Côte d'Azur à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité GDR2066, intitulée Big Data en Chimie (BigDataChim), dont la directrice est Dominique Douguet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Dominique Douguet, directrice de l'unité GDR2066, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Douguet, la délégation de signature est donnée à Mme Isabelle Lamont, ingénieure d'études, à Mme Virginie Berthieux, technicienne aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192551DR20 du 1er octobre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 01/01/2022

La déléguée régionale
Clara Herer



DEC221086DR20

Décision portant modification de la décision DEC220252DR20 portant délégation de signature à M. Rodolphe Lemee, directeur de l'unité UMR7093 intitulée Laboratoire d'Océanographie de Villefranche (LOV), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213806DAJ du 16 décembre 2021 nommant Clara Herer déléguée régionale de la circonscription Côte d'Azur à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7093, intitulée Laboratoire d'Océanographie de Villefranche (LOV), dont le directeur est Rodolphe Lemee ;

DECIDE :

Article 1^{er}

L'article 2 de la décision n°DEC220252DR20 du 1^{er} janvier 2022 susvisée est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rodolphe Lemee, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle Thomin, ingénieure d'études, et à M. Frédéric Gazeau, chargé de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 15/02/2022

La déléguée régionale
Clara Herer



DEC220939DR20

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle Lamont pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2066 intitulée Big Data en Chimie (BigDataChim).

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21/12/2018 portant création l'unité GDR2066, intitulée Big Data en Chimie (BigDataChim), dont la directrice est Dominique Douguet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Isabelle Lamont, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Lamont, délégation est donnée à Mme Virginie Berthieux, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la directrice (Délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 01/01/2022

La directrice d'unité
Dominique Douguet



DEC200688INC

Décision portant ajout de IMT MINES ALES en qualité de tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche n°5254 intitulée « INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES ET DE PHYSICO-CHIMIE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MATERIAUX (IPREM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu l'accord des cotutelles ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'institut de chimie ;


DECIDE :**Article 1er**

A compter du 1^{er} janvier 2020, IMT MINES ALES devient tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche susvisée.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **23 JUIL. 2020**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC221119DAJ

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Steve Pannetier aux fonctions de directeur adjoint administratif de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Sur proposition du directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3),

DECIDE :

Article 1^{er}. - A compter du 1^{er} avril 2022, M. Steve Pannetier, ingénieur d'études, est nommé directeur adjoint administratif de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3), en remplacement de Mme Laurence Mathy-Montalescot, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221132INP

Décision fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2022 dans les unités de l'Institut de physique

LE DIRECTEUR,

Vu la circulaire n° CIR030001DRH du 13 février 2003 relative à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

Vu la décision n° DEC152383DRH du 17 novembre 2015 déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

Vu la décision DEC211449INP du 07 avril 2021 fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2021 dans les unités de l'Institut de physique.

DECIDE :**Article 1^{er}**

Au titre de l'année 2022, les situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes qui sont susceptibles de se présenter dans les unités relevant de l'Institut de physique sont définies dans l'annexe 1.

Les unités relevant de l'Institut de physique susceptibles d'être concernées par ces situations d'emplois et/ou activités au titre de l'année 2022 sont listées dans l'annexe 2.

Article 2

Sont susceptibles d'émarguer au bénéfice des indemnités et/ou à la compensation en temps des sujétions et astreintes les agents placés dans les situations d'emplois et/ou activités définies dans l'annexe 1 et affectés aux unités de recherches listées dans l'annexe 2.

Article 3

La présente décision abroge la décision DEC211449INP du 07 avril 2021 fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2021 dans les unités de l'Institut de physique.

Article 4

La présente décision et ses annexes seront publiées au *Bulletin officiel* du CNRS. Elles seront diffusées à l'ensemble des unités relevant de l'Institut de physique listées dans l'annexe 2.

Fait à Paris, le 23 mars 2022

Thierry DAUXOIS



Directeur



ANNEXE 1 : Définition des situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes qui sont susceptibles de se présenter dans les unités relevant de l'Institut de physique

Situations d'emplois / Activités	Définitions
Gardiennage et sécurité d'unités, des sites et des biens et maintenance des installations	Toutes activités de maintenance, de sécurité et/ ou de surveillances des installations, des bâtiments, des sites de terrain et des biens nécessitant la mise en place d'astreintes et/ ou emportant un travail de nuit, les week-ends et/ ou les jours fériés, et/ ou en horaires décalés et/ ou une variation importante de la durée hebdomadaire du travail et/ ou conduisant à des déplacements fréquents et prolongés, en dehors des heures normales et du lieu habituel de travail.
Equipements scientifiques collectifs nécessitant un fonctionnement continu	Toutes activités liées au suivi, à la maintenance, au fonctionnement d'équipements et plateformes scientifiques nécessitant la mise en place d'astreintes et/ ou emportant un travail de nuit, les week-ends et/ ou les jours fériés, et/ ou en horaires décalés et/ ou une variation importante de la durée hebdomadaire du travail, et/ ou conduisant à des déplacements fréquents et prolongés, en dehors des heures normales et du lieu habituel de travail.
Administration des ressources informatiques collectives des unités de recherche ou de service	Toutes activités liées à l'administration du réseau, de la téléphonie, de l'exploitation des systèmes d'information et de la gestion des différentes bases de données nécessitant la mise en place d'astreintes et/ ou emportant un travail de nuit, les week-ends et/ ou les jours fériés, et/ ou en horaires décalés et/ ou une variation importante de la durée hebdomadaire du travail.
Montage, réglage et exploitation d'expériences sur sites	Toutes activités de suivi, montage, réglage, maintenance et exploitation d'expériences et équipements sur sites nécessitant la mise en place d'astreintes et/ ou emportant un travail de nuit, les week-ends et/ ou les jours fériés, et/ ou en horaires décalés et/ ou une variation importante de la durée hebdomadaire du travail, et/ ou conduisant à des déplacements fréquents et prolongés, en dehors des heures normales et du lieu habituel de travail.
Situations administratives exceptionnelles	Toutes activités liées à des événements prévisibles emportant obligatoirement un travail de nuit, les week-ends et/ ou les jours fériés, et/ ou en horaires décalés et/ ou une variation importante de la durée hebdomadaire du travail, et/ ou conduisant à des déplacements fréquents et prolongés, en dehors des heures normales et du lieu habituel de travail.

ANNEXE 2 : Unités relevant de l'institut de Physique susceptibles d'être concernées par les situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes de l'année 2022

Situations d'emplois/Activités	Délégation régionale	Unités	Acronyme	Directeur/ Directrice d'unité
Gardiennage et sécurité d'unités, des sites et des biens et maintenance des installations	DR4	UMR9001	C2N	Giancarlo FAINI
	DR14	UPR8011	CEMES	Alain COURET
	DR20	UPR10	CRHEA	Philippe BOUCAUD
Equipements scientifiques collectifs nécessitant un fonctionnement continu	DR2	UMR8213	LPEM	Dimitri RODITCHEV
	DR2	UMR8552	LKB	Antoine HEIDMANN
	DR4	UMR8502	LPS	Pascale FOURY-LEYLEKIAN
	DR4	UR1	SOLEIL	Jean DAILLANT
	DR6	UMR6303	ICB	Stéphane GUERIN
	DR11	UPR3228	LNCMI	Charles SIMON
	DR11	UPR2940	NEEL	Laurence MAGAUD
	DR19	UMR6252	CIMAP	Isabelle MONNET
	DR20	UPR10	CRHEA	Philippe BOUCAUD
Administration des ressources informatiques collectives des unités de recherche ou de service ;	DR2	UMR8552	LKB	Antoine HEIDMANN
	DR4	UMR8214	ISMO	Thomas PINO
	DR6	UMR6303	ICB	Stéphane GUERIN
	DR11	UMR5493	LPMMC	Sergey SKIPETROV
	DR20	UPR10	CRHEA	Philippe BOUCAUD
Montage, réglage et exploitation d'expériences sur sites	DR2	UMR7588	INSP	Massimiliano MARANGOLO
	DR2	UMR8213	LPEM	Dimitri RODITCHEV
	DR2	UMR8552	LKB	Antoine HEIDMANN
	DR4	UMR8214	ISMO	Thomas PINO
	DR4	UMR12	LLB	Eric ELIOT
	DR4	UMR7605	LULI	Patrick AUDEBERT
	DR4	UMR8635	GEMaC	Alain LUSSEON
	DR4	UMR8502	LPS	Pascale FOURY-LEYLEKIAN
	DR6	UMR6303	ICB	Stéphane GUERIN
	DR11	UPR2940	NEEL	Laurence MAGAUD
	DR7	UMR5672	LPENS-L	Jean-Christophe GEMINARD
	DR19	UMR6252	CIMAP	Isabelle MONNET
Situations administratives exceptionnelles.	DR07	UMR5672	LPENS-L	Jean-Christophe GEMINARD
	DR6	UMR6303	ICB	Stéphane GUERIN

DEC220697INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Véronique RATAJ, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8181 intitulée Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS)

LE PRÉSIDENT DU CNRS PAR INTÉRIM,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant création de l'unité mixte de recherche UMR 8181 intitulée Unité de Catalyse du Solide et nommant M. Franck DUMEIGNIL, directeur de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Franck DUMEIGNIL, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} janvier 2022.


II. A compter de cette même date, Mme Véronique RATAJ, professeure de l'Université de Lille, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 juillet 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 31 janvier 2022

Le président du CNRS par intérim
Antoine Petit



DEC220857INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mmes Florence EPRON et Karine DE OLIVEIRA VIGIER, directrices adjointes par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP)

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de l'UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'accord du conseil de laboratoire ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de MM. Eric FERRAGE et François JEROME, directeurs adjoints de l'UMR 7285, démissionnaires à compter du 1^{er} janvier 2022.

Du 1^{er} janvier au 31 juillet 2022, Mme Florence EPRON, DR2 CNRS et Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, professeur de l'Université de Poitiers, sont nommées directrices adjointes par intérim de l'unité mixte de l'UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 9 mars 2022

Le Président – Directeur général
Antoine PETIT



DEC220950INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC171278DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR 3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques et nommant Mme Caroline TARDIVAT, directrice de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Caroline TARDIVAT, directrice de l'unité mixte de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} mars 2022.


II. A compter de cette même date, M. Robert GERMAR, personnel Saint Gobain, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 juillet 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 9 mars 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220993DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Lionel Buchailot aux fonctions de directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} mars 2022, M. Lionel Buchailot, directeur de recherche, est nommé directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et de systèmes (INSIS), en remplacement de M. Jean-Yves Marzin, appelé à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC220994DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Lionel Buchailot, directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC180533DAJ du 31 janvier 2018 portant nomination de Mme Magali Couffignal aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC220993DAJ portant fin de fonctions et nomination de M. Lionel Buchailot aux fonctions de directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Lionel Buchailot, directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les actes, décisions, conventions et avenants relevant des domaines suivants :

1.1. UNITES DE RECHERCHE ET UNITES D'APPUI ET DE RECHERCHE

- les décisions portant modification du rattachement des unités aux sections du comité national de la recherche scientifique et aux délégations régionales.

1.2. GESTION SCIENTIFIQUE

- les décisions de principe relatives à l'affectation et aux positions des chercheurs et le cas échéant à celles des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche ;



- les décisions relatives à l'attribution des postes de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution de crédits aux unités de recherche et d'appui et de recherche ;
- les décisions de principe relatives aux transferts de matériels.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Buchailot, directeur de l'INSIS, délégation est donnée à Mme Magali Couffignal, directrice adjointe administrative de l'INSIS, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, dans la limite de ses attributions.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221120DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220208DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220208DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) ;

Vu la décision DEC221119DAJ portant cessation de fonctions et nomination de M. Steve Pannetier aux fonctions de directeur adjoint administratif de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3),

DECIDE :

Article 1^{er}. - L'article 2 de la décision DEC220208DAJ du 10 février 2022 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes : « Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Reynald Pain, directeur de l'IN2P3, délégation est donnée à M. Steve Pannetier, directeur adjoint administratif de l'IN2P3, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, dans la limite de ses attributions. »

Article 2. - La présente décision, qui entre en vigueur à compter du 1^{er} avril 2022, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 mars 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Mars 2022

ISSN 1148-4853

Établissement public
à caractère scientifique
et technologique Recherche

et technique
Organisation générale du CNRS
Publication légale
Règlement
Actes administratifs
des activités de recherche
Nul n'est censé ignorer la loi...
Article unique

Présidence du CNRS
Direction générale déléguée
Instituts : domaines scientifiques
Services : UPR, UPS, UFR, GDR

signature

[illegible]

1985 modifie le décret n° 85-1260 du 30 décembre 1985
biomédicales et l'hygiène et le décret n° 84-1185 du 27
1982 modifie l'organisation et le fonctionnement des corps de
dans la fonction publique - Voie le décret n° 85-1260 du 30 décembre 1985
moderne portant organisation et fonctionnement des corps de
techniques et technologiques - Voie le décret n° 84-1185 du 27
moderne portant organisation et fonctionnement des corps de
techniques et technologiques - Voie le décret n° 85-1260 du 30 décembre 1985

[illegible]

Don et legs consentis au CNRS

...procédure d'admission des élèves...



www.cnrs.fr